

Théorie des relations internationales (C)

Résumé du cours

Introduction

Un vaste domaine d'étude des relations entre nations, des interactions entre Etats-Nations en tant que :

- Entre unités politiques organisant la société ; avec territoires clairement délimités par des frontières ; à l'intérieur de celui-ci s'exerce le pouvoir souverain.
- Toutes interactions qui se passent aussi à l'extérieur de ce territoire (pays) Ex. les conflits entre Etats.

→ Mais cette définir ne renseigne pas sur la nature des interactions en RI. Il y a tout un ensemble de phénomènes et d'acteurs transcendants les relations entre Etats-Nations souverains Ex. les phénomènes économiques, les conflits religieux, les organisations supranationales, l'intégration territoriale, le réchauffement climatique, l'environnement, etc. les RI sont complexe et multidisciplinaire.

À quoi sert la théorie ? → À construire un ensemble de connaissances de façon organisée, ainsi donnant sens à des principes généraux d'action dans un domaine de réalité.

But → identifier les façons de construire la connaissance. Sous 3 objectifs :

- 1) Définir un objet ;
- 2) identifier des acteurs portant les interactions et les pratiques ;
- 3) donner sens à ces pratiques → en expliquer la mise en œuvre.

Comment théoriser les RI ? → Elles sont controversées dans le champ universitaire. Mais il y a plusieurs théories → une vision différente selon chacune de celles-ci. Donc :

- les approches se concurrencent pour identifier des phénomènes complexes dans une dimension mondiale.
- Les théories sont nécessaires pour élaborer des principes généraux qui donnent sens à la complexité.
- Les connaissances produites dans le cadre institutionnel de la recherche scientifique (disciplines académiques, universités, ministères, budgets publics/privés).

[Les RI furent développées aux USA par et pour les Américains dans un contexte historique particulier].

Les caractéristiques les plus importantes des RI :

→ Affaire à un domaine existant de la réalité : les Etats souverains. Mais le trait le plus marquant des RI changera suivant les approches qu'on adopte.

- Pour certains → l'Etat souverain : principal acteur, car le seul internationalement légitime.
- Pour d'autres → les Droits de l'Homme précèdent le principe de souveraineté étatique.
- Pour d'autres → l'interdépendance globale détermine les interactions des Etats.
- Pour d'autres → les inégalités du développement socio-économiques définissent la capacité d'exercice de la souveraineté.
- Pour d'autres → les rapports de genre conditionnent l'exercice de la puissance.

Exemple concret → la guerre en Irak : les explications diffèrent.

1^{er} : Menace stratégique → lutte contre la prolifération des ADM, position de l'Irak au Moyen-Orient, assurer la suprématie de la force armée américaine ;

2^{ème} : Intérêts économiques → pétrole, ressources énergétiques, industries militaires ;

3^{ème} : Impérialisme culturel ;

4^{ème} : Paix démocratique → destituer le régime dictatorial et instaurer la démocratie ;

5^{ème} : Lutte anti-terroriste ;

6^{ème} : Politique intérieur ;

7^{ème} : Religion.

La guerre en Irak et les RI : est un objet polymorphe avec des acteurs variés (pas seulement des grandes puissances) ; ainsi les pratiques sont également hétérogènes (ex : des stratégies et d'autres qui ont des répercussions à l'échelle mondiale)

- **Si** on considère la guerre en Irak comme une réponse à une **menace stratégique**, alors l'objet des RI est « **diplomatico-stratégique** », en rapport avec les forces armées. Les acteurs sont les grandes puissances. Et les pratiques départagent la guerre et la paix avec des instruments (ex : diplomatie et stratégie).
- **Si** on la considère comme un **moyen d'atteindre des intérêts économiques**, alors l'objet des RI est « **le capitalisme** », « **la mondialisation** », « **l'impérialisme** ». On assisterait à une domination capitaliste dépassant les frontières des Etats-Nations. Les acteurs sont les Etats, les entreprises, les classes sociales (partage des revenus entre travailleurs et possédants). Les pratiques concernées sont le contrôle des ressources matérielles et immatérielles (services, savoirs, culture, etc.).

Récapitulatif – l'essentiel :

La théorie des RI est diversifiée → il n'y a pas de théorie générale, mais plutôt une pluralité des approches théoriques ; d'où une étendue des thématiques qu'y sont abordées. Ainsi la conception de cette discipline est large et ouverte, ce qui en fait une science non-objective et non-unifiée n'ayant aucun contrôle sur aucun objet restreint et clos.

A la recherche de la spécificité des relations internationales (1)

Anarchie internationale et système westphalien

1. Sources du système international [SI] moderne

Le SI se caractérise par un principe fondamental → la SOUVERAINETE NATIONALE et de l'INDEPENDANCE, dont l'acteur est l'Etat souverain (→ considéré dans cette perspective comme au fondement de l'étude des RI).

Définitions

L'Etat → Weber : « *une institution détenant le monopole légitime de l'usage de la force* » à l'intérieur ET à l'extérieur (ex : guerre). L'usage de la force armée est légitime pour régler les conflits.

L'Etat territorial souverain → 2 aspects

- Structure institutionnelle codifiant les relations de pouvoir et de son exercice au sein d'une société sur un territoire circonscrit et inaliénable car a une permanence temporelle.
- Système de domination reconnu formellement et juridiquement comme étant seul responsable pour l'exercice de l'autorité sur ce territoire et, sur le plan international, comme indépendant de toute autre autorité religieuse ou politique.

Ce système est assez récent dans l'histoire des sociétés humaines et même dans les sociétés modernes.

Origine : (Traité de Westphalie (1648) – Principe inchangé depuis 350 ans !)

Principe renvoyant à tout un ensemble de droits et de notions autour desquelles s'organise la société : souveraineté, indépendance, citoyenneté, liberté, autodétermination, non-ingérence, etc.

Avant Westphalie, il y avait la Chrétienté universaliste → L'Eglise catholique revendiquait l'autorité sur les âmes des Hommes. L'autorité suprême du Pape était concurrencée par les privilèges féodaux des seigneurs, princes et rois, etc. il y avait donc une hiérarchie entre l'incarnation du pouvoir papal et celle des seigneurs ; Aussi une hiérarchie entre pouvoir temporel et spirituel. En 1054 → schisme de l'Eglise orthodoxe.

Transition Moyen-âge - modernité [afin de comprendre le SI moderne]

LA RENAISSANCE → on assiste à un développement socioculturel et politique ayant pour but l'autonomisation des sphères politiques et culturelles VS la sphère religieuse → appelée

« **l'Humanisme** ». Au niveau politique, cela se traduit par l'avènement des villes-Etats en Italie (ex : Venise, Florence, Gênes, etc) ; elles étaient indépendantes et consacraient ce pouvoir séculier des Princes, par opposition au pouvoir religieux. Ces Princes [Machiavel 1532] assurent leur pouvoir dans ces entités indépendantes via une politique se démarquant de l'autorité papale et revendiquant, autant que le Pape, une autorité sur ce territoire. La survie de ces villes-Etats, qui ont gagné leur indépendance, passe par une politique de puissance et par La Raison d'Etat face à l'autorité pontificale.

LA REFORME ET PROTESTANTISME (1517 : thèse contre les indulgences) → La conscience de l'individu prime sur la doctrine de l'Eglise. Dans ce cadre se développent les guerres civiles (milieu du XVI^e), dont l'objet : *la liberté d'exercice de la religion réformée*, (ex : guerre de 30ans – 1618-'48* → C'est un conflit qui, pour l'Autriche, consiste à faire valoir la prégnance de l'Empire sur l'ensemble des principautés, mais c'est aussi un conflit qui oppose la prégnance de l'empereur et celle du Pape). C'est une époque où l'autorité du Pape s'est calmée sur l'ensemble de l'Europe.

Le DECLIN DES HABSBOURG → il était fragmenté sur l'Europe et représentait l'Universalité de la chrétienté (L'expansionnisme portugais et espagnol – Colomb, Don Manuel, etc. ont soutenu cette politique d'expansion territoriale avec des textes et justifications qui étaient très messianiques et millénaristes – ex : Caboes « Tout le ciel avait résolu de faire de Lisbonne une seconde Rome »). La Guerre de 30Ans consacre le déclin des Habsbourg → fin de la hiérarchie des droits monarchiques et des privilèges impériaux et donc de leur suprématie européenne.

2. Traités de Westphalie et système westphalien

Les traités de paix de Münster (avec la France) et d'Osnabrück (avec la Suède) ont consacré la souveraineté interne et externe :

- 1) **L'INTERNE** → Une nouveauté car elle consacre le droit des dirigeants à exercer leur pouvoir de façon exclusive sur leur territoire. Depuis le Traité, il n'est plus possible de revendiquer un pouvoir transnational/déterritorialisé. Dorénavant, l'exercice du pouvoir est reconnu sur un territoire donné.
- 2) **L'EXTERNE** → = la souveraineté interne est reconnue par l'ensemble des parties qui reconnaissent ce Traité. Des Etats de taille et de puissance totalement inégales considérés comme indépendants et égaux (ex : ils peuvent déclarer une guerre ; participer à des alliances). → plus d'autorité catholique.

Le SI comme sous-produit de l'Etat souverain :

- TERRITORIALITE : souveraineté interne de l'Etat, sécularisation du pouvoir temporel et lien entre pouvoir, territoire et population.
- ÉGALITE SOUVERAINE : principe de la souveraineté externe. Il remonte à plusieurs siècles. *Rex est imperator in regno suo* (le roi est empereur dans son propre royaume). → pas d'autorité au-dessus du Prince consacré au territoire souverain. Tout Etat reconnaît tout autre Etat comme son égal.
- NON-INGERENCE : renvoi au principe de souveraineté interne. *Cujus regio, ejus religio* (à chaque Prince sa religion qui sera autorisée sur son territoire – obédience religieuse des sujets) → plus de guerre menée sur un principe religieux, (ce fut un des objectifs du Traité de Westphalie). Tout Etat dispose de l'autorité exclusive sur son territoire et la population.

3. L'anarchie internationale

L'anarchie, en RI → ≠ le chaos ou le désordre, mais plutôt un ordre international fondé sur l'absence d'autorité centrale (Un supérieur commun). L'anarchie internationale est donc une conséquence logique du système westphalien → l'universalisation de ce système forge cette caractéristique anarchique du SI.

Définition

L'Anarchie selon les auteurs :

- « Trait spécifique du système international » (R. Aron).
- « Différence radicale entre le milieu interne [*intérieur, autorité centrale*] et le milieu international [*dépourvu d'autorité centrale*] » (S. Hoffmann).
- « Malgré les changements qui occurred constamment dans les relations entre les nations, la structure fondamentale de la politique internationale demeure anarchique » (K. Walz).

Ce principe d'anarchie se traduit dans d'autres dimensions caractéristiques des RI, ex : l'importance de la guerre et de la paix.

Anarchie, guerre et paix dans les relations internationales

→ 3 mécanismes de résolution des conflits d'intérêt internationaux :

1. LA GUERRE → L'anarchie dans les RI signifie que les relations se font à « l'ombre de la guerre ». Dans cette optique, la guerre n'est pas une aberration, mais un des moyens « normaux » de résorber les conflits d'intérêts dans les RI. La conduite de la guerre est conditionnée par la manière avec laquelle les sociétés sont organisées politiquement (différence entre démocratie et dictature) et économiquement (ex : cyber-attaque de la Russie contre la Géorgie → démolition de leur système informatique central ; usage des machettes dans les conflits africain).
2. LA DIPLOMATIE → Exercice conjoint de la puissance et de la contrainte, en ayant recours à la menace de l'usage de la force (ou la crainte), afin de faire valoir ses intérêts.
3. LE DROIT INTERNATIONAL : codification des interactions entre Etats ; ne peut être imposé par une autorité supérieure (le statut du droit international ≠ de celui du droit interne en matière d'imposition de la conformité) → mais le droit international n'est pas nul et inutile. Il doit être conçu dans le cadre de rapports de force internationaux ; la contrainte sur la politique interne des Etats est un des mécanismes d'influence à l'échelle internationale (Ex. Déclaration Universelle des DH : *précision des droits économiques et sociaux, les différents pays signataires ont des conceptions différentes à ce sujet*).

La spécificité des RI été, jusque-là, basée sur ce système d'anarchie et de système westphalien. Mais d'autres conceptions sont possibles.

A la recherche de la spécificité des relations internationales (2)Universalisme et capitalisme

Norman Borlaug → Prix Nobel de la Paix ('70) et Père de la Rév Verte. Scientifique biochimiste connu pour ses travaux sur l'augmentation des semences, il a démontré que la possibilité d'accroître la production dans le monde a contribué à pacifier les sociétés. Tout n'est donc pas question de guerre et de paix. D'autres considérations sont ici à l'œuvre par rapport à la souveraineté des Etats et à l'anarchie.

1. Retour sur le système westphalien

Relativiser le système westphalien, car :

1. Ne concernait qu'une partie du monde : la France, la Suède, les petits Etats de l'Ancien Saint Empire Romain au cœur de l'Europe. N'est pas universel.
2. Ces Traités signés par des dirigeants aristocratiques en leur nom propre pour leur dynastie → subsistance de privilèges féodaux. Ils ne sont pas élus démocratiquement, donc pas de véritable lien entre le principe de souveraineté, le territoire et la population.

Critiques marxistes

- Caractère pré-moderne du pouvoir à l'époque des traités de Westphalie → dissociation entre les pouvoirs politique et économique ; car avant, les Princes exerçaient le pouvoir par coercition et donc pas de dissociation.
- Développement conjoint de l'Etat et des fondements transnationaux et hiérarchiques de l'accumulation capitaliste. Cette dimension transnationale apparaît en amont ; l'exercice du pouvoir par les princes dépendait de la volonté des Fougere (famille capitaliste qui avait des possessions partout dans le monde)

Le processus historique est diffus et de longue durée, notamment en matière de 1) transformation sociale débouchant sur le nationalisme et ses excès (fascisme). Ce principe de souveraineté de l'Etat sera considérablement renforcé avec le développement du nationalisme ; 2) universalisation du principe de souveraineté qui passe par le colonialisme et l'impérialisme.

⇒ Universalisation du système westphalien (càd l'universalisation de la souveraineté de l'Etat-Nation), et est expliquée par plusieurs causes :

- DECLIN DE L'EMPIRE OTTOMAN :
 - 1683 : Défaite devant le siège de Vienne.
 - 1856 : Traité mettant fin à la guerre de Crimée → place formelle de l'Empire ottoman en Europe.
 - Fin de la GM1 : Chute de l'Empire ottoman contribue à faire apparaître toute une série de pays au Moyen-Orient (ex : Irak, Kurdistan).
- IMPERIALISME ET COLONIALISME EUROPEEN :
 - Domination européenne sur le reste du monde en Amérique, Asie et Afrique.
 - XIX-XX^e siècles : luttes anti-coloniales fondées sur le principe de souveraineté. Ces luttes ont renforcé ce principe de souveraineté puisque elles ont un objectif anti-impérialistes ; l'autodétermination des peuples et l'indépendance (exercice de la souveraineté sur un territoire).

2. Système international moderne et capitalisme

Le SI moderne est le capitalisme.

- Braudel et Wallerstein → ils ont mis en avant la façon dont l'organisation matérielle se fonde sur une **Economie-Monde** => un espace économique plurinational, hiérarchisé, de zones concentriques (centre périphérie et semi périphérie) donnant lieu à un échange inégal. → vision macro sociale de l'Etat et son environnement
Définition Braudel → Economie-Monde : « *un morceau de planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique* ». Càd qu'il y a une organisation de tout un ensemble des conditions nécessaires à l'économie ayant une unité et traversant néanmoins des espaces organisés politiquement. Il y a une logique de l'organisation des sociétés en ce qui concerne les bases matérielles de leurs existences qui se chevauchent.
- ⇒ Dans cette perspective, l'Etat garde une relative autonomie. « *Favorable, défavorable, l'Etat moderne aura été une des réalités au milieu desquelles le capitalisme a fait son chemin, tantôt gêné, tantôt favorisé, et assez souvent progressant en terrain neutre* » (Braudel). Celui-ci peut donc favoriser une logique économique qui dépasse l'espace de sa souveraineté. Mais dans d'autres circonstances, il peut être moins favorable à cette dynamique transnationale. Le pouvoir dans l'économie, c'est bien plus que l'Etat. C'est une somme de hiérarchies (politiques, sociales, culturelles, etc.), chacune pouvant faire valoir un effet de coercition.

P. Anderson : **l'Etat absolutiste** ('78) → a cherché à revenir sur cette lecture dogmatique du marxisme et a montré comment l'Etat a pu s'autonomiser dans l'histoire du

capitalisme. Dans l'ouvrage : *comment l'histoire du capitalisme consiste en une lente séparation entre les sphères économiques et politiques*. Avec le développement des grandes monarchies européennes, la royauté a cherché à concentrer le pouvoir entre les mains de tout un appareil juridico-politique → ce qui est possible car la sphère économique fonctionnait de manière de plus en plus autonome. De plus, la Bourgeoisie montante contrôle à elle seule ces mécanismes économiques, ex. développement de la banque. Ensemble d'activités économiques qui s'autonomisent et existent en dehors de la sphère coercitive politique (cette dernière chutant considérablement).

Une 3^{ème} approche entre l'autonomie relative de l'Etat et le développement du capitalisme : **Courant matérialiste historique transnationale** (théorie de l'histoire de Marx et met en avant le phénomène transnational de ces manœuvres) → Economie transnationales et système d'autorité politique fragmenté. Il faut comprendre une économie transnationale et un système d'autorité politique fragmenté (nationale), ce qui fait le succès des contradictions du capitalisme. Pour gérer celles-ci [*entre la dimension transnationale du capitalisme et la dimension fragmentée du pouvoir politique*], il y a des organisations institutionnalisées hybrides faisant le lien entre ces deux structures.

→ Corporations De Métiers (van der Pijil, Gill, Cox) : pouvoir informel et structurel des organisations transnationales de classe. Ce lien entre la dimension transnationale du capitalisme et de l'aspect fragmenté du pouvoir politique suppose des plates-formes (Ex : Franc-Maçonnerie, Conférence de Bilderberg, Forum économique mondial, etc.).

3. Universalisme et limites de la souveraineté étatique

Les Etats ne sont pas engagés dans une simple lutte, mais sont limités dans leurs conflits par des règles communes et des institutions (Bull) → càd des Etats qui partagent des convictions et sont obligés de s'y tenir. Cet universalisme limite la souveraineté des Etats → internationalisme libéral (qui théorise la coopération internationale et comment elle peut avoir lieu).

Sécurité collective VS anarchie

L'Internationalisme libéral, la coopération internationale et les organisations internationales impliquent-ils un changement de nature essentielle de la politique internationale ?

→ Pour les universalistes, oui car elle reflète l'importance de la SECURITE COLLECTIVE DES ETATS SOUVERAINS → l'agression à l'encontre d'un seul signifie une agression à l'encontre de tous. Ce n'est pas qu'une dimension militaire, mais intègre aussi les enjeux diplomatico-stratégiques, socio-économiques et juridiques.

→ INTERET COMMUN A LA PAIX dépasse la politique de puissance dictée par l'anarchie. Ex : l'entrée des USA la GM1 et création de nouvelles institutions → changement des règles de l'ordre internationale (cf. les 14 pt Wilson, parmi lesquels, il y avait le principe de créer une organisation internationale pour assurer une sécurité collective ; ex : SDN).

Acteurs non-étatiques et transnationaux [important pour l'approche universaliste]

Il existe des acteurs autres que l'Etat dont l'action affecte les activités transfrontalières. Il faut prendre en considérations cet ensemble d'acteurs dont les caractéristiques traversent les frontières nationales pour tisser des relations complexes à l'échelle globale. Ex : ONG, multinationales, l'Eglise catholique, groupes terroristes, OI (ONU, institutions spécialisées, régionales, etc.), etc. On a donc une multiplicité d'acteurs qui entrent en jeu.

4. Conclusion et concepts

L'Etat souverain est un acteur important, mais pas unique de la politique mondiale. Il faut relativiser historiquement et conceptuellement le système westphalien. C'est un abus de langage ; une façon réductrice de lire l'histoire moderne. Le principe d'Etat souverain ne suffit pas pour caractériser la spécificité des RI, il faut lui ajouter deux éléments structurels : 1) la construction de l'Etat moderne est lié au capitalisme et ; 2) le sens donné à cette construction conjointe entre Etat et capitalisme qui peut dépasser les frontières des Etats (universalisme – internationalisme libéral). Par conséquent, les RI ne se situent pas seulement dans un contexte d'anarchie, mais plutôt dans une hiérarchie, qui fait jouer un domaine d'interactions qui obéit à une logique transnationale (réseaux transnationaux), entre les pôles d'autorités et les puissances non étatiques.

CONCEPTS : anarchie, Etat, ordre international, paradigme, sociologie historique, système international, théorie, Westphalie (système de).

Le réalisme classique

1. Origines et postulats de base

Origines et fondations

- Expliquer le monde « tel qu'il est » et non pas « tel qu'il *devrait* être ». Privilégie la dimension matérielle du monde plutôt qu'idéelle.
- La réalité du monde préexiste à la connaissance que l'on peut en avoir.
- S'oppose à l'idéalisme, qui considère que la connaissance est le produit d'idées (pas de distinction entre la réalité et la connaissance de la réalité). Les idées font parties de la réalité du monde à étudier.
- Auteurs classiques de ce courant: Thucydide (« Guerre du Péloponnèse »), Machiavel (« Le Prince »), Hobbes.

Les relations internationales et le réalisme

- Le réalisme s'est développé pendant l'Entre-deux-guerres. La Seconde guerre mondiale serait le résultat d'une politique idéaliste (irénisme), qui idéalise la Paix et la possibilité de concilier des intérêts contradictoires.
- L'idéalisme n'est pas dépourvu d'intérêts, surtout des intérêts des plus puissants. Il faut donc tenir compte de la quête de la puissance au fondement du politique et des relations internationales.

Postulats de base

→ Ils varient selon les auteurs et les analyses, mais 5 points principaux :

- 1) Grande autonomie conférée à la sphère politique dans l'analyse des relations internationales.
- 2) Séparation entre les sphères de la politique intérieure et extérieure. Logiques de fonctionnement différentes.
- 3) Différence qui découle de l'importance donnée au principe de la souveraineté des Etats et à l'anarchie dans le système international.
- 4) Ce qui différencie le réalisme classique du néo- ou structuro- réalisme, c'est la conception de la *nature humaine*. Nature humaine vue de manière pessimiste : la volonté de puissance est considéré comme un fait indépassable qui peut cependant être limité par l'usage de la raison. Les Etats sont donc gouvernés par cette volonté de puissance mais peuvent y faire face par la mise en œuvre d'un politique rationnelle (c'est-à-dire capable de formuler/ identifier des intérêts).
- 5) La raison mise en œuvre par les dirigeants pour justifier cette volonté de puissance est *l'intérêt national*, définit en terme de puissance et au fondement du comportement des Etats.

2. Pères fondateurs

- 1) Reinold Niebuhr, théologien allemand, *Moral Man and Immoral Society* (1932). Vision critique du *Traité de Versailles* et des relations internationales après la 1^{re}GM. Conception pessimiste de la nature humaine (orgueil démesuré et volonté de puissance), il cherche à montrer la distinction radicale entre la morale individuelle et collective. Pour lui, possibilité de dépasser cette volonté au niveau individuel mais

c'est impossible au niveau collectif, car la morale est une discipline individuelle, un engagement éthique que l'on ne peut jamais garantir au niveau collectif.

→ Réflexion réaliste qui n'évacue pas les enjeux éthiques et moraux et fait le lien entre la sphère de la politique et des enjeux de philosophie morale.

2) Edward H. Carr, historien britannique, *The Twenty Years Crisis* (1939). Relecture critique de la politique pacifique de la SDN. Il oppose le réalisme l'utopisme et l'idéalisme.

→ Dans sa conception des relations internationales, il voit :

- Des causes et des effets.
- Le sens de ces causes et de ces effets donne lieu à une théorie qui se déduit de la pratique.
- Si la politique n'est pas exempte d'éthique, l'éthique est une fonction de la politique (la politique prime sur les considérations d'ordre éthiques).
- Les conflits d'intérêts priment sur l'harmonie. Ils font partie de la réalité, même lorsqu'on fait valoir une harmonie des intérêts.

Le politique est toujours une politique de puissance, même les situations de Paix ou de *statu quo* peuvent être vus comme des situations dont bénéficient les puissances. Ex. SDN en faveur de l'Angleterre mais contre l'Allemagne. L'autonomie de la politique est relative pour lui.

3) Hans Morgenthau, *Politics among Nations* (1948). Premier manuel de relations internationales. Il explique la puissance à partir de la centralité de sa relation avec l'intérêt national. Il cherche à faire du réalisme un domaine d'étude systématique des relations internationales. Mise en avant des concepts d'intérêt, de puissance, de prudence, de modération et d'équilibre des forces. Il donne les 6 principes du réalisme en relations internationales.

→ Lecture n°1 : Morgenthau, « Une théorie réaliste de la politique internationale », in P. Braillard (1977), *Théorie des relations internationales*, Paris : P.U.F, pp.82-96.

3. Le film « The Fog of War: Eleven Lessons from the Life of Robert S. McNamara »

→ Documentaire d'Errol Morris (2003) sur la vie de MacNamara au cœur de la Guerre froide et de la Guerre du Vietnam.

Robert S. Macnamara (1916-), américain : Secrétaire à la Défense sous JFK de 1961 à 1968. Opposé à Johnson au sujet du désengagement du Vietnam (MacNamara considérait la victoire comme impossible), il sera démis de ses fonctions et nommé Président de la Banque Mondiale en 1968 (- 1981). Selon lui, avec de la volonté, il est possible d'accroître les ressources planétaires et de généraliser le développement. Il y a un lien direct entre la sécurité militaire et le développement économique. Et la guerre est une conséquence de l'augmentation de l'écart des revenus entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement. Figure très controversée. Initiateur des bombes incendiaires sur le Japon en 1945.

Les 11 principes de MacNamara

- 1) **Se mettre à la place de l'ennemi** : période de la Crise de Missiles à Cuba (1962).
- 2) **La raison ne nous sauvera pas** : des gens rationnels ont frôlé la catastrophe (Castro, JFK, Krouchtév avec la Crise des Missiles). Après négociations, les missiles ont été retirés sans guerre.
- 3) **Il y a quelque chose au-delà de soi.**
- 4) **Maximiser l'efficacité** : Seconde guerre mondiale, création d'un avion qui pouvait voler plus haut et donc éviter les tirs anti-aériens en Europe. MacNamara analysait

- les lâcher de bombes et cherchait comment le rendre plus efficace. Bombes incendiaires pour la destruction de Tokyo.
- 5) **La proportionnalité est de rigueur dans toute guerre** : Les Etats-Unis ont bombardé de bombes incendiaires 50 à 90% des villes principales du Japon + 2 bombes atomiques, ce n'est pas proportionnel. LeMay et MacNamara disaient que si les USA avaient perdu la guerre, ils auraient été jugés pour crimes de guerre.
 - 6) **Trouver les informations** : Il travaille pour Ford, intérêt pour Volkswagen, analyser ceux qui achètent cette marque qui a pourtant mauvaise réputation. Résultats : les voitures simples ont du succès, donc Ford a fait de même (VS avant la Cadillac).
 - 7) **Croire et voir ont souvent tort** :
 - a. Attaques 2x de torpilles vietnamiennes contre des bateaux américains en eaux internationales -> Ripostes des Etats-Unis. Mais confusion, finalement, les Etats-Unis ont bien été attaqués mais 1x seulement, « on voit ce qu'on veut voir ».
 - b. Rencontre avec l'ancien Ministre des Affaires Etrangères du Vietnam. Il dit à que les Vietnamiens se battaient pour leur indépendance. Les Américains voyaient le Vietnam comme un épisode de la Guerre Froide.
 - 8) **Préparez-vous à réviser votre raisonnement** : MacNamara considère qu'il n'a pas de rôle dans cette guerre étant donné que son rôle était d'aider au mieux les volontés du Président qui avait été élu démocratiquement par le peuple. Le président faisait ce qu'il pensait le mieux pour l'intérêt national.
 - 9) **On doit parfois faire du mal pour pouvoir faire du bien** : « quelle quantité de mal peut faire du bien ? ». Utilisation de l'*Agent orange* pendant la Guerre du Vietnam d'après une idée de MacNamara, ce n'était pas illégal, sinon il ne l'aurait pas fait.
 - 10) **Ne jamais dire jamais** : Et de ne jamais répondre à une question qu'on te pose mais répondre à celle qu'on aurait voulu qu'on te pose.
 - 11) **On ne change pas la nature humaine** : « La guerre est tellement complexe que personne ne peut vraiment comprendre toutes ces variables ». Nous sommes rationnels, mais la raison a ses limites.

Les 6 principes de Morgenthau

- 1) Théorie objective fondée sur la nature humaine (immuable).
- 2) Intérêt national définit en termes de puissance.
- 3) Inhérence et historicité de l'intérêt en politique.
- 4) Contradiction entre la morale et la politique, il n'y a pas de morale universelle. Et en même temps, tous les Etats seraient dans ce cas guider par leur intérêt national.
- 5) Principes de prudence et de modération, seule réponse possible dans la contradiction entre la morale et la politique.
- 6) Autonomie du politique.

→ Parallèle entre les principes de MacNamara et ceux de Morgenthau (personne n'avait rien la dessus, que chacunE fasse les liens qu'il/elle veut)...

4. Cadre conceptuel du réalisme classique

- Le concept de *souveraineté nationale* est le concept de base sur lequel se fonde le réalisme. C'est de là que les acteurs de relations internationales (les Etats souverains) tirent leur souveraineté.
- Les Etats sont considérés comme des acteurs uniques, unitaires et rationnels.
 - 1) *Uniques* car c'est dans ce cadre que s'organise le pouvoir politique.
 - 2) *Unitaires* car le pouvoir de l'Etat exprime l'intérêt collectif de la population au niveau international.
 - 3) *Rationnels* car l'intérêt collectif est la traduction de la volonté des citoyens qui délèguent leurs voix aux organes compétents.

- Intérêt national définit en termes de puissance.
- Pour un réaliste que le pays soit démocratique ou totalitaire, ça ne change rien.

Distinction interne/ externe

- **Anarchie et conflictualité** : Les relations internationales sont des « relations sociales que commande le recours possible et légitime à la force » (Aron).
- **Dilemme de sécurité** (J. Hertz, 1950) : comme les Etats agissent dans un environnement international anarchique (dépourvu d'une autorité centrale), ils doivent pour assurer leur sécurité renforcer leur capacité et leur puissance. Seul le Costa Rica ne possède pas d'armée dans le monde. Un accroissement de la puissance de l'un est donc considéré comme une augmentation de l'insécurité des autres.
- **Sous-système homogènes/ hétérogènes** (Aron) : Les conditions pour assurer la sécurité des Etats dans le système international sont différentes selon si les Etats partagent le même système de valeurs ou non.
- **Ordre et stabilité** : Le moyen privilégié pour maintenir l'ordre et la stabilité est l'équilibre des puissances. L'équilibre est surtout un instrument de politique étrangère et un objectif à atteindre.

Stabilité et maintien du système international

→ Stabilité ne veut pas forcément dire *statu quo* pour les réalistes.

- Kissinger in *A World restored* : « [avec les puissances révolutionnaires,] ce n'est pas l'ajustement de différences à l'intérieur d'un système donné qui est l'enjeu, mais le système lui-même » => si on ne maintient pas le statu quo, c'est l'ensemble du système qui est menacé.
- Morgenthau in *A New Foreign Policy* : « Le problème n'est pas comment préserver la stabilité face à la révolution, mais comment créer la stabilité à partir de la révolution » => il faut négocier avec les puissances qui contestent l'ordre international pour obtenir un nouvel équilibre des puissances.
- Carr in *The Twenty Years'crisis* : « La défense du statu quo [...] se terminera par la guerre aussi sûrement que le conservatisme rigide se terminera par la révolution » => montre la dimension instable qui est au coeur d'un système rigide qui ne procéderait pas à des ajustements.

→ Voir caricature *Power point réalisme_classique2*. Dia n°7 : *Réalisme et normativité*.

« Il ne peut y avoir de moralité politique sans prudence; c'est-à-dire sans considération des conséquences politiques d'une action apparemment morale . Le réalisme considère donc que la prudence - le fait de peser des conséquences d'actions politiques possibles - est la vertu suprême en politique ».

Morgenthau in *Politics Among Nations*.

→ Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le réalisme prend en compte les considérations morales et éthiques.

Concepts :

- Équilibre des puissances
- Intérêt national
- Politique étrangère
- Puissance
- Souveraineté

Le néoréalisme

→ S'inscrit dans le prolongement du réalisme et répond à la recherche d'une plus grande scientificité.

1. Genèse et postulat de base

Contexte

- Années 70, contexte d'interdépendance croissante des enjeux économiques et politiques, contestation de l'ordre international des pays du Tiers-Monde et réchauffement de la Guerre froide (invasion de l'Afghanistan par l'URSS).
- Discipline des relations internationales et de la science politique : critique de plus en plus importante de la méthodologie du réalisme qui est basée sur l'histoire et qui ne formule pas un ensemble de cause et d'effets propres. Emergence du courant behavioriste : accent sur les comportements des acteurs sociaux et des Etats.

Du réalisme au néoréalisme

- **Le réalisme** : Importance des précédents historiques plutôt que des principes abstraits (Morgenthau), tendre vers la réalisation du moindre mal plutôt que du bien absolu.
- **Le néoréalisme** : But : Scientificiser le réalisme en développant une théorie formelle en mesure d'identifier des causes systématiques reliées à des effets systématiques. Univers scientifique différent qui vise à une théorie générale avec des lois dont on peut déduire le comportement des Etats = nouveau postulat épistémologique. « Une théorie est un portrait formé mentalement d'un domaine afin de le traiter intellectuellement. Isoler un domaine est la condition *sine qua non* pour pouvoir développer une théorie susceptible d'expliquer ce qu'il s'y passe » Waltz.

Postulat de base

- Système international anarchique et décentralisé. La structure du système international (= l'anarchie) détermine le comportement des Etats.
- De ce point de vue, la puissance n'est pas une fin en soi (≠ Morgenthau). Elle est vue comme un instrument entre les mains des Etats pour assurer leur survie dans un système international anarchique (recours possible à la force, nécessité d'assurer sa sécurité, compter que sur soi-même).
- En partant du principe primordial du système anarchique, les rivalités de puissances peuvent déboucher sur des conflits quand il n'y a pas d'autres moyens pour trouver une issue à des intérêts contradictoires. Donc rivalité et conflit inhérents au système. Ex. armes nucléaires pour dissuader les autres d'utiliser la force.

2. Kenneth Waltz : *Theory of International Politics* (1979)

→ Waltz, auteur clé du néo-réalisme, selon lui, les relations internationales peuvent être analysé à partir de 3 niveaux/ images :

- **Individu** : analyse des émotions mais aussi de la psychologie et des décisions des hommes d'Etats. Mais aussi la nature humaine qui découle de la rivalité des intérêts.
- **États** : la nature du régime politique aurait une incidence sur la conduite de l'Etat dans le système international et dans sa politique internationale. La nature des régimes politiques peut avoir une incidence sur la rivalité. La politique nationale est une traduction de l'intérêt national lui-même défini en termes de puissance.
- **Système** : La nature du système, sa structure, détermineraient la conduite de l'intérêt national et les choix qui s'offrent aux hommes d'Etats en charge de leur conduite (de l'Etat).

Man, The State, and War (1959)

Réalisme structurel ou structuro-réalisme

Dans la théorie réaliste des relations internationales, tout découle des contraintes structurelles, systémiques qui s'exercent sur les unités du système. Les Etats répondent aux contraintes du système. On n'analyse pas la politique internationale de la façon dont les Etats se projettent dans la scène internationale mais plutôt comment ils répondent aux contraintes du système (primauté du système) => c'est pourquoi, le néoréalisme aussi appelé structuro-réalisme.

→ **Lecture n°2 : Waltz**, Kenneth N. (1986), « **Political structures** » (extraits), in R. O. Keohane (dir.), *Neorealism and its critics*, New York : Columbia University Press, pp. 70-72 et 81-97.

Structure du système international (d'après texte de Waltz)

1) Principe ordonnateur : l'anarchie

→ Différent selon si à l'intérieur ou à l'extérieur des Etats :

- A l'intérieur (Etat): centralisé et hiérarchique.
- A l'extérieur (système international) : décentralisé et anarchique.

« Le fait de ne compter que sur soi-même constitue par définition le principe d'action dans un ordre hiérarchique ».

2) Caractéristique des unités qui composent le système

→ Il n'y a pas de différence fonctionnelle entre les unités, leur seul but est la survie et l'équilibre des forces.

- Dans le cadre d'un Etat : caractéristique : le principe de souveraineté (peuple, parti, monarque) et le régime politique.
- Système international : Similitude fonctionnelle entre toutes les unités par le principe de survie. « L'anarchie comprend des relations de coordination entre les unités d'un système. Et cela implique leur similitude ». Ce qui se traduit par la recherche de l'équilibre des forces.

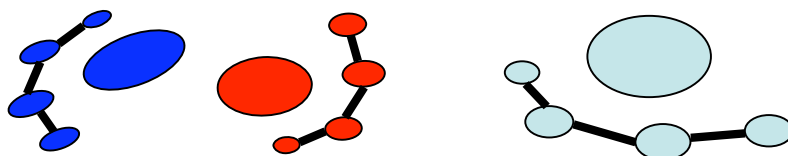
3) Distribution des capacités entre unités du système : la polarité

Leur fonction est la survie mais elle se fait à partir des ressources matérielles, et donc de la puissance.

- Waltz donne une définition élargie et matérielle de la puissance (qui inclut un ensemble de ressources qui ne sont pas forcément militaires ou stratégiques mais aussi économiques, technologiques, ...).
- Ce principe de distribution des capacités se traduit par la capacité (plus ou moins grande) de survie et par l'ampleur de la polarité et de la stabilité du système.

→ Pour les néo-réalistes, la polarité du système détermine la stabilité.

Équilibre des puissances



- Conséquence du principe ordonnateur anarchique qui impose aux Etats de rechercher la survie par l'équilibre des puissances.
- Principe dynamique et auto-régulateur (tend vers l'équilibre). Un Etat pour survivre dans un système anarchique va chercher à maintenir l'anarchie, parfois apparition ou disparition d'Etats (ex. décolonisation). Il faut éviter qu'un Etat acquière une puissance si considérable qu'il mette en danger le principe de souveraineté des autres Etats (sur lequel se fonde le principe d'anarchie). Ex. L'Allemagne nazie.

- On assiste alors à des équilibrages (*balancing*, une puissance est contrebalancée par une autre puissance opposée) et des ralliements (*bandwagoning*, se mettre sous la protection d'un Etat plus puissant = alliance).
- La polarité de la structure internationale peut avoir une incidence sur la propension à la paix ou à la guerre.

Propension à la guerre/paix : bipolarité ou multipolarité ?

Multipolarité = assure la Paix selon les réalistes classiques

- Dissuasion facilitée par le nombre de grandes puissances (fluidité) et d'Etat coalisés (homogénéité).
- Hostilité atténuée par la diffusion de l'attention (complexité). Plus le nombre de grandes puissances est grand, moins ils feront attention aux différents qui les opposent.
- Complexité favorise la stabilité mais augmente l'imprévisibilité, l'imprévisibilité incite à la prudence.

Bipolarité = assure la Paix selon les néoréalistes

- Opportunités restreintes (1 seule dyade, intérêt conjoint). Moins le nombre de grandes puissances est grand, moins les opportunités de conflits sont grandes.
- Équilibre des puissances tend à une certaine égalité = moins d'opportunité de tirer parti du plus faible. Donc possibilité de déclencher un conflit = plus restreint.
- Prévion facilitée car réduction de la complexité = facilite la compréhension de l'adversaire

Propension à la guerre/ paix : Unipolarité

Propension de l'unipolarité (après Guerre froide) à être plus en faveur de la paix que la bipolarité, car pas de rivalités entre les grandes puissances puisqu'il y en a qu'une. Ex. Etats-Unis ont des dépenses en sécurité supérieures à celles de toutes les autres puissances additionnées.

- Pas de rivalité en matière de sécurité entre les grandes puissances. Intérêt des réalistes que pour les grandes puissances.
- Sentiment de confiance démesurée pour une superpuissance = Puissances secondaires peu enclines à défier une superpuissance (alliances par ralliement, *bandwagoning*).
- Caveat :
 - 1) Conflits périphériques hors priorités superpuissance
 - 2) Conflits initiés par la démesure superpuissance

3. Réalisme défensif et offensif

→ Combien de puissances sont nécessaires pour assurer sa sécurité ?

Réalisme défensif

→ La maximation de la puissance n'est pas un gage de sécurité, il faut donc « une quantité appropriée de puissance » (Waltz).

- Trop de pouvoir, tue le pouvoir. Quand une puissance devient trop puissante, ça incite à des alliances plus fortes et nombreuses et peut mener cet Etat à néant. Ex. Allemagne nazie, France napoléonienne. => Rééquilibrage et alliances contre aspiration à la suprématie.
- Équilibre entre offensive et défensive : il faut plus de capacités matérielles pour assurer une victoire quand on est à l'offensive. Donc éviter les guerres vouées à l'échec, mieux vaut faire preuve de modération. Ex. Etats-Unis au Vietnam.
- Coûts exorbitants pour la victoire. Même si on gagne la guerre, elle peut avoir un coût énorme, car tant qu'on est dans un système anarchique, les sociétés reposent sur la doctrine nationaliste, sur des principes d'autodétermination et le fait d'être dans une économie libéralisée n'est pas compatible avec un pays en guerre.

Réalisme offensif

→ Mearsheimer in *Tragedy of Great Power Politics* (2001): « Plus un Etat est puissant par rapport à ses concurrents, moins il a de risque d'être attaqué » => il n'y a pas de limites à la puissance pour assurer la sécurité.

- L'efficacité de la constitution de coalitions pour des rééquilibrages est limitée. Le principe de survie nécessite de toujours accroître sa puissance.
- Équilibre offensive-défensive : en faveur de l'offensive ou neutre dans un contexte nucléarisé.
- Coûts de la victoire: avantages partiels et ciblés, concessions = conquête. Donc la victoire ne doit pas être envisagée comme une victoire totale.

→ Selon les réalistes défensifs, il est possible que les Etats recourent à la puissance, mais ce n'est pas rationnel. Des logiques bureaucratiques, des rivalités d'intérêts, la nature des régimes politiques, le militarisme,... sont sources de comportements mal avisés des Etats.

4. Différences réalisme/ néoréalisme

	Réalisme	Néoréalisme
Comportement des Etats	Nature humaine	Structure
Niveau d'analyse	Etat	Système
Concept d'anarchie	Contexte	Principe ordonnateur
Équilibre des puissances	Objectif politique étrangère	Effet de structure
Polarité	Multi-polarité	Bipolarité
Puissance	Au service des hommes d'Etat	Capacités matérielles
Intérêt primordial des Etats	Maximisation puissance	Sécurité

Concepts :

- Bandwagoning
- Polarité

Internationalisme libéral

- Fondement : les principes du droit international et des éléments matérialistes (développement des technologies de la communication, les échanges commerciaux, etc.)
- La question de base : comment le principe de liberté structure les relations internationales en assurant la paix et la sécurité grâce à la coopération qui est l'expression de la liberté des acteurs internationaux.
- Mise en œuvre de façon fragmenté avant la PGM. A la fin de la guerre, il est évincé par le réalisme et la faillite de la SDN → les principes libéraux sont mis en œuvre dans les intégrations régionales, puis renouveau des théories libérales (1970/1980) au travers des considérations sur l'interdépendance, l'interaction dans les échanges, les nouveaux régimes de coopération internationale et l'idée de paix démocratique.

1. origine et postulats de base

Origines

Le libéralisme a son origine dans la philosophie des Lumières et du progrès. Cette philosophie fait valoir la priorité d'une raison éclairée, capable de s'imposer face aux passions, à la morale religieuse et l'oppression politique (Ancien Régime).

Ceci se traduit par la mise en place d'un certain nombre de droits individuels et un Etat de droit comme une garantie de la jouissance de la raison → l'exercice du pouvoir ne peut se faire que conformément aux règles codifiées dans le droit (démocratie, droit civil et international...) ainsi qu'à l'industrialisation, et le déploiement de la raison pour accroître le bien-être économique.

Postulats

L'individu

- Primauté de la morale de l'individu est d'être doué de raison : libéralisme a une conception optimiste de la nature humaine (≠réalisme) → les enjeux d'éthiques et individuels sont primordiaux car les humains, doués de raison, doivent être en mesure de décider si ce qu'ils font est bien ou mal.
- Autonomie et égalité : unité morale de l'individu puisqu'il est maître de ses décisions, et qu'il est libre d'utiliser sa raison → tous les individus sont égaux entre eux et naissent libres.

- Harmonie des intérêts : grâce à leur raison (éclairée), les individus peuvent identifier des intérêts mutuels, à savoir un ensemble de phénomènes, questions qui leur sont communs et sur lesquelles leurs intérêts convergents → ceci les poussent à coopérer.

L'Etat

- L'Etat est un pouvoir constitué, c'est-à-dire que c'est le libre choix d'individus raisonnables de déléguer une part de leur souveraineté aux entités étatiques (≠Etat guidé par l'intérêt national en terme de puissance) → ce n'est pas un acteur unitaire.

- L'Etat repose sur une séparation des pouvoirs afin de contrôler le risque des abus → L'Etat n'est donc pas un acteur unique. C'est notamment pour cette raison que la nature du régime politique compte pour les libéraux car la séparation des pouvoirs a un impact sur la constitution des différents pouvoirs et l'exercice de la souveraineté → pas de similitudes fonctionnelles entre les différentes institutions.

- Ils insistent sur la nature des régimes démocratiques dont la spécificité est la propension à avoir des relations pacifiques basée sur le respect et la tolérance → ce serait contre l'intérêt des individus souverains et doués de raison de faire la guerre puisqu'ils iraient contre leur sécurité (paix perpétuelle de Kant).

La modernité, le progrès et l'économie de marché

- Le libéralisme considère que la raison peut être mobilisée pour accroître le bien-être matériel par l'accumulation (aidé par la technologie et le système industriel).

- Le libéralisme théorise une séparation et autonomie des sphères économiques et politiques qui repose sur un principe d'économie de marché (fondé sur la liberté et l'égalité des individus devant le marché) → doctrine du « laissez-faire, laissez-passer » de Smith à l'échelle macro.

Politique internationale

- Propension à la paix, la coopération et à la perdurance de ces deux dernières à travers une institutionnalisation.

- droit des peuples à disposer d'eux-mêmes → impact sur la structure internationale encore marquée par la colonisation. Libéralisme s'oppose à une conception impérialiste et centralisatrice de l'Etat et soutient une conception de la vie collective respectueuse des minorités.

- Promotion de la démocratie, des droits de l'Homme et de l'Etat de droit : régime démocratique est valorisé au point de vue de l'Etat, mais aussi comme la forme d'organisation de la société la plus propice à la paix en RI. Mise en place de structures qui assurent le respect des droits de l'Homme, ainsi qu'une structure juridique qui fait respecter ces droits (Etat de droit) → l'internationalisme libéral ≠ politique de puissance.

- Promotion d'une politique de libre-échange des biens/services et des capitaux (intégration financière mondialisée) → les prix d'un produit ont une influence sur l'offre et la demande de ce même produit dans le monde entier (ex prix immobilier).

2. les pères fondateurs

Wilson

Les 14 points de Wilson est un discours fondateur de la modernisation de l'internationalisme libéral (≠ celui du 18^e). Il utilise cette doctrine pour faire entrer les USA en guerre en 1917 pour la 1^e fois en dehors de l'hémisphère occidental → important pour la structuration des RI. A retenir de ces 14 points : la diplomatie publique (≠accords secret), le libre-échange, la liberté navigation, le désarmement, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le règlement pacifique des différends et la sécurité collective.

↳ *Libéralisme rénové* : avant la PGM, on parle de libéralisme biaisé car colonialiste et impérialiste. La PGM marque l'échec du libéralisme économique (colonialisme) et d'une politique (=développer le droit international public pour régler pacifiquement les conflits interétatiques, ce qui n'est pas suffisant).

↳ *Open door policy* : politique économique libérale US (≠politique impériale défendue par les puissances coloniales (F, GB...) pour préserver les territoires qu'ils contrôlaient). Après l'indépendance des pays, mise en place d'une politique qui cherche à éviter que la GB puisse conclure des accords préférentiels avec eux → position US prépondérante dans la plupart des pays latino-américain.

↳ *L'anticommunisme* décisif pour l'entrée en guerre US afin de d'être en mesure d'offrir une alternative crédible face à la montée des revendications du mouvement ouvrier à cause de l'échec du libéralisme et des politiques orthodoxes des grandes puissances avant 1914.

Wilson est critiqué pour la surcharge d'éléments qu'il propose → caricature de Wilson offrant une branche trop grande à la colombe. Tous ces éléments fondent la doctrine de l'internationalisme libéral, mais qui a aussi été développé par des intellectuels britanniques : Norman Angeli, Léonard Woolf et Alfred Zimmern.

Entre-deux-guerres: Internationalisme libéral rénové

L'internationalisme libéral d'après la PGM n'est pas le même que celui de la fin du 19^e siècle ; il est rénové de part

1. la nature pacifique de l'opinion : mise en avant de la capacité humaine d'apprendre des erreurs passés, sur l'éducation civique et sur les processus d'apprentissage face à l'interdépendance.
2. le doux commerce, c'est-à-dire la mise en avant d'une coopération économique plus volontariste et plus différenciée (il garde des éléments libéraux classiques, en intégrant de nouveaux aspects comme l'aide aux plus démunis).
3. l'harmonie des intérêts nationaux, par l'institutionnalisation de la sécurité collective.

3. Grands courants

1. Libéralisme républicain

Consiste à dire qu'il y a une relation entre la paix et la démocratie : l'institutionnalisation de la démocratie à l'échelle internationale comme étant garante de la paix = projet de paix perpétuelle de Kant disant que l'état de paix entre les hommes peut et doit être instituée. 3 éléments constitutifs :

- a. Constitution républicaine de l'Etat : elle est garante de la paix car il faut le consentement des citoyens pour déclarer la guerre. Dans un tel contexte, un citoyen raisonnable hésitera avant de donner sa voix à une déclaration de guerre car il sait qu'une guerre le mettra en insécurité lui et ses biens → la démocratie comme facteur limitant.
- b. Fédéralisme d'Etats libres : les démocraties ont intérêts à se reconnaître mutuellement comme des régimes politiques légitimes et à éviter de se faire la guerre entre elles. Elles le feront donc en signant des traités de renoncement à la guerre → garantie supplémentaire d'assurer les citoyens et l'usage de leur raison pour éviter de donner leur voix à une déclaration de guerre.
- c. Hospitalité universelle : quand on est dans un régime démocratique qui reconnaît les droits fondamentaux et civiques des individus, ces droits doivent pouvoir être octroyés à tous les individus quelles que soient leurs origines → l'être humain = unique et indivisible. Avec l'intensification des relations entre les peuples, la violation de droit d'un seul homme peut être considérée comme la violation de droit à l'encontre de tous les hommes. Ce principe fonde les principes des droits de l'Homme → un étranger ne peut pas être considéré comme un ennemi.

2. Libéralisme économique

Retour à la thèse du doux commerce ou pacifisme commercial. Le lien entre le commerce et la paix repose sur ce postulat : l'accroissement des échanges commerciaux se traduit par un accroissement des intérêts communs → interdépendance économique (≠ Harmonie des intérêts). Cette interdépendance économique a pour premier effet d'accroître les coûts associés à la guerre : la guerre rompt les relations dans lesquelles sont effectués les échanges et donc casse les domaines dans lesquelles se développent les intérêts communs → guerre futiles et irrationnelles car va à l'encontre de l'intérêt propre des Etats (≠ lecture réaliste). (Thèse de Norman Angell, et Richard Rosecrance).

3. Libéralisme sociologique

- Idée qu'il y a une relation entre la paix et l'intégration transnationale dans différents domaines où s'organisent la société (≠ type de régime commercial) → société mondiale (J. Burton) où une toile les interactions dans les RI.
- la dénomination de libéralisme sociologique renvoi à des communautés de sécurité : les partisans des études de sécurité (50-60) considèrent qu'une guerre entre les partenaires de l'OTAN était inconcevable. Certains états étaient intégrés à un tel point sur les plans économique, politique et stratégique que l'idée qu'ils puissent se faire la guerre était devenu obsolète → communauté de sécurité (Deutsch).
- accent sur des acteurs autres que l'Etat qui sont en mesure d'établir entre eux des relations transnationales. c'est dans le libéralisme sociologique qu'on peut situer l'interdépendance complexe entre la high et la low politics : Etats en situation d'interdépendance dans des domaines autrefois associés à des questions subalternes : socioéconomique, environnemental, droit de l'Homme, etc.
- Le libéralisme socio met en avant des intérêts non défini en terme de puissance, et cette multiplicité d'autres intérêts ont la particularité de pouvoir d'être commun à tous les Etats.

Toutes ces questions viennent à montrer que la guerre devient obsolète. Cependant, la guerre peut être l'expression même de l'internationalisme libéral, telle qu'est la guerre en Irak.

Concepts : Coopération, Idéalisme, Interdépendance complexe, Libéralisme, Sécurité collective, Transnationalisme

Néolibéralisme

1. Genèse et postulats de base

Genèse

- Néolibéralisme remonte à l'après SGM, moment de rénovation libérale : reconstruction de la coopération internationale, développement de nouvelle forme d'intégration régional (surtout en Europe ex. CECA, 1950) et d'organisation intergouvernementale → formulation de théories fonctionnaliste et néo-fonctionnaliste qui cherchent à théoriser l'intégration EU, l'idée d'interdépendance complexe (Kehoane et Nye).
- Contexte les 1970s : la théorie néolibérale s'inspire des postulats du libéralisme et émerge année 70 (≠ théorie de la mondialisation). Dans ce contexte : montée en puissance des enjeux socio-économique en période de crise : a. rattrapage du Japon (2e puissance économique mondiale). b. Les communautés économiques européennes deviennent des acteurs à part entière, et jouent un rôle dans la scène international. c.

Revendication des membres de l'OPEP, associé à certain état révolutionnaire du Tiers-Monde →renforcement des conflictualités et revendication nord-sud. d. Perception du déclin des USA, avec l'affaire du Vietnam notamment à l'époque où les USA se retirent du pays.

Tous ces éléments contribuent à accroître un sentiment d'interdépendance.

- Les néoréalistes proposent des explications conventionnelles pour le déclin des USA :

Waltz conteste ce sentiment de déclin en mettant l'accent sur l'accession des URSS à l'arme nucléaire. Concentration sur les enjeux de puissance et de sécurité (≠enjeux économique sont secondaires) →bipolarité (symétrie de puissance garantit l'ordre), pas de désordre, importance donnée aux grandes puissances.

Gilpin : théorie de la stabilité hégémonique fait valoir les liens entre ordre et unipolarité.

L'asymétrie des puissances garantit l'ordre car il faut une puissance hégémonique qui fait respecter l'ordre au niveau mondial. La perception du déclin hégémonique signifie instabilité accrue, sans dire le déclin US est réel ou fictif.

- Le néolibéralisme conteste ces explications en se demandant : pourquoi la coopération et la stabilité existent dans un environnement anarchique et persistent dans un contexte de déclin ? La réponse est que la coopération existe et persiste car elle reflète l'intérêt égoïste et rationnel des Etats.
- Héritage de la tradition libérale : 1) Optimisme de la nature humaine, rationnelle, conception des intérêts de manière rationnelle (≠ domination des pulsions). 2) Progrès de l'histoire. Volonté de maintenir des relations pacifiques en dépit de situations critiques (situation monétaire) 3) malgré les crises et la remise en cause de l'ordre existant, les institutions garantes de l'organisation des ces échanges sont des facteurs importants. 4) Respect de l'égalité souveraine des Etats et la multiplicité des sphères d'actions dans lesquelles se projettent ces intérêts

2. Théorie des régimes internationaux

- La théorie des régimes internationaux est connue pour avoir créée une scission dans le champ des RI : sécurité VS facteurs socioéconomiques. Elle est définie par Krasner comme des « ensembles explicites ou implicites de principes, de normes, de règles et de procédure de prise de décision autour desquels les attentes des acteurs convergent dans un domaine donné des relations internationales ».

- Définition des régimes :

- Fondement : les régimes se basent sur des principes (= ensemble cohérent de proposition théorique autour desquels s'articule une conception du monde donné impliquant les Etats) et des normes (= façon dont on pourra évaluer les comportements – des étalons, des standards de comportements).
- Fonctionnement : les régimes contiennent des règles de fonctionnement, précises qui sont liées directement au domaine d'interaction sur lequel repose le domaine international, les conditions dans lesquelles s'élaborent ces règles et les relations entre les acteurs qui participent à leur élaboration. Ces règles et procédures doivent être mutuellement acceptés par les acteurs pour être mise en œuvre car elle modifie leur liberté d'action.
- Conséquence de cette coopération dans la compréhension des RI : limitation la souveraineté des Etat.
- Ces régimes ont été étudiés dans un ensemble de domaines de la coopération internationales : environnement, sécurité, économie (FMI, Banque mondiale, OMC), migration (Schengen =régional), droit de l'Homme, santé (système organisé : OMS) etc.

- régimes internationaux

Les régimes internationaux sont sources d'ordre dans un système anarchique. Le principal point que cherche à questionner les théoriciens des régimes : quelles sont les sources d'ordres dans l'anarchie ?

→ Est-ce que les conclusions des néoréalistes en matière de coopération peuvent être invalidées ?

Pour les néoréalistes, l'anarchie = un risque. Le calcul utilitaire des Etats conduirait dans un environnement anarchique à profiter des autres (=ne compter que sur soi-même, « self-self »). Pour les théoriciens des régimes, il existe des terrains d'intérêt commun → intérêt à la coopération supérieur à l'intérêt à la concurrence et la rivalité de puissance : la coopération peut être plus bénéfique car établir un système coopératif permet de diminuer les incertitudes et de mieux anticiper la concurrence dans les domaines d'intérêt commun → réflexion sur le long terme sur lesquels peut se développer la réciprocité concurrente sur des intérêts communs (ex. environnement → réchauffement climatique). On assiste dès lors à l'institutionnalisation des rapports interétatiques dans les domaines d'intérêt commun.

↳ Les théoriciens des régimes ont théorisé ceci avec le dilemme du prisonnier. Pour eux, la réalité n'est pas semblable à ce dilemme, car le nombre d'interactions sont nombreuses (et non unique). Si le jeu se répète (itératif), on peut anticiper les réactions de l'autre et ainsi diminuer le degré d'incertitude (donnant-donnant) : si l'autre joueur trahit, il y aura une punition immédiate VS si l'autre coopère, je coopère → la propension à la coopération augmente ; adaptation à la solution optimale.

↳ Le rôle des institutions : la coopération est facilitée par les institutions car elles mettent à disposition des infos facile d'accès et utilisables par les membres de cette institution. Ex de base de données (<information) → elles augmentent la confiance et réduisent l'incertitude.

Etats : Acteurs principaux RI. Les Etats agissent de manières égoïstes et utilitaristes et rationnelles (cependant limitées).

Idées et institutions : Rôles de régulatrice des interactions interétatiques et dans la perception des intérêts des Etats (la constitution et le déterminant de ces intérêts).

3. synthèse « néo-néo »

→ En quoi le NL a fait évoluer le débat sur la nature du système international, sa conflictualité et l'importance de la coopération dans le maintien de l'ordre international ? Keohane, Martin, Krasner, Grieco, Jevis, etc.

- Bénéfices de la coopération

- Gains absolus (NL) : bénéfice net à la coopération et l'intérêt propre des Etats à coopérer en fonction des intérêts conjoints à long terme.
- Gains relatifs (NR) : seule la puissance compte. Les gains sont relatifs et peuvent être plus ou moins égaux entre les Etats qui coopèrent ou plus ou moins inégaux → intérêt comparatifs des Etats.

→ Pour certains réalistes il faut des gains inégaux pour assurer la stabilité, pour d'autres il faut des gains égaux pour assurer la coopération VS NL pour qui tous les Etats ont intérêt à coopérer à condition que les gains absolus soient clairement identifiables et qu'il y ait des intérêts convergents dans un domaine donné.

- Convergence

Fondement : les Etats restent les acteurs principaux. La logique de l'action collective reste d'une rationalité utilitariste : comment faire valoir des intérêts égoïstes dans un environnement anarchique ? → Comment réduire l'incertitude et augmenter la crédibilité des engagements dans cet environnement anarchique (= frein à la coopération interétatique).

- Divergences entre NL et NR

Points de divergences entre les NL et les NR

- Le concept d'anarchie : signifie un conditionnement de la coopération (\neq absence d'organisation) pour les NL.
- Le degré, la densité et la durée des conditions de coopération sont différents pour les NR (limité) et pour les NL (relativement élevée)
- Institutions ont un rôle actif pour les NL car ils contribuent à structurer les interactions des Etats et à constituer des préférences en fonction desquels ils définissent leurs intérêts.
- Domaines dans lesquels se conçoit la coopération : larges pour les NR VS restreints pour les NL.
- Gains absolus pour les NL VS gains relatifs pour les NR.
- Fongibilité (= passer d'un domaine à l'autre) de la puissance qui est élevée pour les NL (car l'exercice de la puissance dans la sécurité influence la puissance dans l'économie etc.) VS faible pour les NR.

Les deux courants se retrouvent dans un paradigme dominant des RI autour duquel s'articule une dimension anarchique du système international, le rôle des Etats, la conception des acteurs dominants de la scène internationale, etc.

Concepts : Choix rationnel, gains relatifs VS gains absolus, institutions internationales, interdépendance complexe, régime international, soft power.

Marxisme et structuralisme

Genèse et postulats de base

Le marxisme a connu une première phase analytique sur les questions des relations internationales dans le contexte de l'impérialisme et de la Révolution russe. Cette dernière cassait complètement le système westphalien puisque le pouvoir révolutionnaire ne reconnaissait pas la souveraineté des Etats. La situation va rapidement changer lorsqu'en 1919 Lénine va faire reconnaître l'URSS comme un Etat souverain. De plus, Staline va mener par la suite une politique internationale relativement classique.

Le marxisme a ensuite connu un déclin après la SGM, en raison du comportement de l'URSS, de sa pertinence face à la bipolarité et à l'équilibre de la terreur. De plus, la Guerre froide a mis en avant les questions militaro-stratégiques et non pas les questions socio-économiques, chères au marxisme. Aussi, les Trente Glorieuses ont montré la capacité du capitalisme à surmonter ses contradictions

Un renouveau du marxisme apparaît dans les années 1960/70, en raison de la période de détente durant la Guerre froide et de la perception du déclin de la puissance des Etats-Unis. On assiste également au renouveau révolutionnaire, qui a eu lieu dans le cas de la lutte pour l'indépendance, la lutte des non-alignés, le tiers-mondisme, la décolonisation, Mai 68, etc. Enfin, les questions des problèmes socio-économiques reprennent de l'importance et le thème du sous-développement fait son apparition dans l'actualité.

Ce sont ces trois phases qui expliquent la genèse du marxisme dans le champ des relations internationales.

Les ruptures par rapports aux approches dominantes sont :

- Epistémologiques : théorie de la connaissance.
 - Les théories marxistes sont toutes basées sur des théories constitutives et non explicatives. Le fait de produire de la connaissance n'est pas sans incidence sur l'objet sur lequel cette connaissance est produite. La théorie constitue la réalité, elle ne se contente pas de l'expliquer (critique du positivisme).
 - Il s'agit d'une théorie de la totalité. On ne peut pas faire la distinction nette entre la politique interne et externe, de même qu'entre les sphères

économique et politique. Cette théorie de la totalité a beaucoup profité de l'unification des sciences sociales, avec l'importance de l'École des Annales.

- Ontologiques : conception de la réalité.
 - Les unités d'analyses ne sont plus l'État, la souveraineté et l'anarchie du système international, mais le capitalisme, les classes sociales, les structures de dépendance qui découle de l'inégalité des relations de classes, et les systèmes historiques (les civilisations par exemple).
 - Temporalité : on est dans une échelle temporelle à la fois longue, mais aussi contradictoire, propre à la dialectique. Suivant les auteurs, on est dans une temporalité linéaire ou cyclique. L'histoire est donc importante. On ne cherche ainsi pas à analyser des structures qui seraient permanentes, mais on s'intéresse au contraire à la manière dont elles évoluent. Le moteur de l'histoire se trouve ainsi dans les contradictions de ces structures.

Matérialisme historique

Il se fonde sur une conception dialectique de l'histoire. Hegel nous dit que les hommes sont producteurs de leur propre histoire et que l'histoire a une dimension progressiste, mais aussi contradictoire. Marx dit qu'Hegel est un peu mystique, car pour lui, il faut remettre l'histoire sur ses pieds. Ce processus non déterminé d'autoproduction sociale dans des circonstances spécifiques n'est pas seulement le fruit de la raison des hommes, mais aussi des contraintes sociales et matérielles dans lesquelles se déploient les hommes. Donc pour Marx, l'histoire sert à explorer le contexte historique des relations sociales dans lesquelles a lieu l'action sociale. Il s'agit d'un processus générant des contextes. Il y a des tensions et des formes spécifiques de la vie collective. Dans cette optique, la politique est vue comme une lutte pour le contrôle des processus d'autoproduction sociale et des formes de vie et d'identité collectives.

Le matérialisme historique signifie qu'il faut concevoir l'histoire des Hommes par rapport à la dimension matérielle de la société mais aussi par une conception relationnelle de l'être humain. Il apparaît donc qu'il y a trois niveaux avec lesquels les individus interagissent : le monde naturel, les institutions sociales et les autres êtres humains.

Critique du capitalisme

« La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises ». K. Marx

Par cette phrase, il faut comprendre que non seulement il y a une accumulation de marchandises, mais aussi un accroissement des inégalités au fur et à mesure de l'augmentation de la production. D'ailleurs, les crises de surproduction découlent de cette contradiction entre accumulation de richesses et inégalités.

Transition entre le féodalisme et le capitalisme. Le féodalisme caractérise la période entre le XI^e et le XII^e siècle. Il y a une dissociation entre les unités économique et politique dans le féodalisme. Puis petit à petit, on assiste à l'émergence d'une production qui dissocie les travailleurs avec les moyens de production, ce qui signifie que le produit du travail est sous le contrôle des détenteurs des moyens de production. Dès lors, la main d'œuvre est libérée du système féodal, mais elle se retrouve dépourvue des moyens de production. Elle se doit de faire face à une nouvelle contrainte : vendre sa force de travail aux détenteurs des moyens de production. On assiste alors à l'émergence du salariat.

La transition du féodalisme au capitalisme est le passage d'une production destinée à la *valeur d'usage* (la valeur d'un bien dépend de l'utilité que l'on en retire (subjectif)) vers une production destinée à la *valeur d'échange* (la valeur d'un bien est fixée par le marché, par la confrontation de l'offre et de la demande).

Exploitation, classes et domination :

- Exploitation : extraction et appropriation par les détenteurs de moyens de production du surplus produit par les travailleurs salariés.
- Rapports de classes : accès et contrôle des moyens de production. Le rapport entre les classes dépend donc de leur position dans le processus de production.
- Domination : reproduction du pouvoir de classe indépendamment de l'organisation politique de la société qui peut paraître plus démocratique. Il y a dès lors une articulation entre le pouvoir économique privé et le pouvoir politique public. Les deux sont intrinsèquement liés en raison de l'organisation des fondements matériels de la société.

Marxisme et le pouvoir dans les relations internationales

Dans une conception marxiste, le pouvoir a une origine socio-économique. On sort donc du cadre dans lequel le pouvoir est défini comme l'intérêt national en termes de puissance. C'est donc dans les relations sociales de production qu'il faut aller chercher les sources du pouvoir.

Sources socio-économiques. Les courants des relations internationales inspirées du marxisme mettent une relation ténue entre le pouvoir économique et le pouvoir politique. Premièrement, cette analyse met en relations les enjeux économiques et politiques du pouvoir. Marx parle de contrainte sourde de la vie économique, de la production et de la distribution. On ne peut concevoir le pouvoir politique sans sa capacité à pouvoir assurer et reproduire le pouvoir des rapports de production. Ce pouvoir réside dans la contradiction et la distinction entre production et distribution. Deuxièmement, on peut souligner l'articulation entre les pouvoirs privé et public. La privatisation du pouvoir social du capital est garantie par les pouvoirs publics. Le rôle des Etats est d'assurer la reconnaissance de ce pouvoir privé. Il y a par exemple des traités internationaux sur les investissements. Ainsi, les détenteurs du capital exercent un pouvoir social important qui leur permet de contrôler la façon dont s'organise matériellement la société, ce pouvoir étant fondé sur la propriété privée. Troisièmement, l'articulation entre la dimension nationale et la dimension globale de ces fondements socio-économiques du pouvoir. On assiste dès lors à l'accumulation mondiale du capital, qui permet de contrôler les moyens de production, car la rémunération reste entre les mains des capitalistes. Le capital a une dynamique à la fois locale et globale : c'est à la fois la production et l'échange. On assiste dès lors à l'accroissement des inégalités. Les Etats jouent un rôle important : trouver et s'approprier des nouveaux marchés, trouver des débouchés pour les surplus de production, etc. (colonisation, impérialisme, néocolonialisme). Le marché n'est pas libre : il repose sur une contrainte, qui est celle du rapport entre les capitalistes et les travailleurs. Les sources du pouvoir sont donc à aller chercher vers les forces sociales qui structurent les relations entre les détenteurs du capital et les travailleurs. Le pouvoir a donc une dimension structurelle.

Pouvoir structurel :

- Il n'est donc pas un pouvoir relationnel. La conception structurelle prend en considération l'environnement dans lequel a lieu cette action et aussi cet environnement définit l'ensemble des ressources requises à l'action et la représentation de cette action.
- Il définit les conditions matérielles et normatives du changement social. La domination et l'organisation de classe repose sur l'organisation structurelle du pouvoir.
- *Aliénation et consensus.* L'aliénation renvoie à la situation dans laquelle les êtres humains sont étrangers à leur propre destin, puisqu'ils sont dans une situation qu'ils ne contrôlent pas ou peu. Le consensus : le pouvoir ne s'exerce pas seulement par l'usage de la contrainte, mais aussi sur la capacité à faire partager par les groupes sociaux subordonnés l'idée selon laquelle l'ordre existant est aussi en leur faveur.

- Il désigne la capacité des forces sociales à contrôler et modifier durablement en leur faveur les ressources et l'environnement de l'action collective.

Wallerstein et le système-monde

Wallerstein est un sociologue qui a développé une théorie qui se veut critique des théories en vogue des années 1960, c'est-à-dire les théories du développement économique et de la modernisation. Il s'appuie sur les analyses critiques du développement du sous-développement qui ont montré que les structures de l'économie internationale contribuaient au sous-développement des pays pauvres. Il y a donc une contrainte structurelle au niveau international dans l'organisation matérielle des sociétés. De plus, il y a des structures cycliques du changement historique (expansion - contraction).

Le *système-monde* est une organisation du monde qui repose à la fois sur une *économie-monde* et sur une organisation capitaliste de ces économie-mondes. Le concept d'économie-monde a été développé par Braudel, qui l'a théorisé comme étant un espace économique plurinational, hiérarchisé et de zones concentriques, donnant lieu à un échange inégal. Cette théorie est basée sur la division axiale du travail, c'est-à-dire que l'on a affaire à une spécialisation économique donnant lieu à un échange inégal qui consiste à dire qu'il y a une chaîne de subordination entre le centre (forte valeur ajoutée, surplus importants) et la périphérie (faible valeur ajoutée et faibles surplus), et que l'on assiste à des déplacements successifs de centres de pouvoir.

Wallerstein a une conception différente du capitalisme des marxistes. Pour lui, le capitalisme n'est pas tellement l'exploitation de la main d'œuvre (salarial), mais la capacité à pouvoir accumuler de façon illimitée du capital et caractérisé par la recherche du profit sous cette forme.

Concepts : théorie du système-monde (résume le cours)

Le néomarxisme et le matérialisme historique transnational

Origines postulats de base

On rattache les approches du néomarxisme à Gramsci, fondateur du PC italien. Il a été emprisonné par Mussolini et a écrit son ouvrage en prison. On appelle sa théorie comme étant le marxisme occidental. Son analyse est intéressante du fait qu'elle met le doigt sur tout un ensemble de dimensions qui rompt avec l'approche orthodoxe du marxisme selon laquelle l'Etat et le pouvoir politique sont le reflet des relations sociales dans le processus de production. Ce qu'elle a de plus, c'est de s'intéresser à l'idéologie, la culture, la société civile et l'Etat. Ce dernier a ici une certaine autonomie, ce qui n'était pas le cas dans le marxisme classique.

Vico (1668-1744), philosophe, a développé une théorie de l'historicité et de la récurrence des phénomènes dans l'histoire. Il conteste la conception trop structuraliste du marxisme et la vision figée de l'anarchie internationale du libéralisme. C'est aussi chez lui qu'on trouve une proto-théorie de la lutte des classes et de l'importance du pluralisme dans les sociétés.

Polany (1886-1964), économiste hongrois exilé en Angleterre, a produit une œuvre majeure, *La grande transformation*, dans laquelle il développe les fondements historiques et philosophiques de l'économie de marché en montrant en particulier la façon dont l'autorégulation du marché a été construite politiquement. Les fondements de cette économie de marché sont les trois marchandises fictives que sont la terre, le travail et la monnaie. Il s'agit d'une telle utopie, que lorsqu'une société se voit imposer ce principe, elle va développer des moyens d'enchâsser le marché et de développer des règles qui limitent le marché.

Braudel (1902-1985) a influencé les contemporains par sa conception structurelle de l'histoire et de la civilisation matérielle.

Poulantzas (1936-1979). Pour lui, l'Etat a une certaine autonomie. Il a fait renaître les écrits de Gramsci dans les débats intellectuels des années 1970.

Le contexte historique qui a permis l'émergence du néomarxisme est caractérisé par les mobilisations et les contestations politiques et culturelles des années 1970, l'importance des mouvements étudiants, la montée des revendications Nord-Sud, le développement croissant du pacifisme et le retour du marxisme dans les sciences sociales.

Le néomarxisme est une théorie critique. « Une théorie sert toujours quelqu'un et une intention quelconque », Cox.

Le matérialisme historique transnational

Ce courant est transnational parce qu'on prend en considération, non pas seulement cette construction du capitalisme au travers de la construction de l'Etat, mais aussi la dimension transnationale des fondements matériels de la vie en société. Le terme transnational renvoie aux interactions et relations sociales qui traversent les frontières étatiques et qui échappent au contrôle des Etats souverains.

Un autre élément est cette conception dialectique de l'histoire. Il s'agit de prendre en considération l'idée selon laquelle l'histoire est faite de contradictions et que se sont ces dernières qui structurent les possibilités du changement social. Comme il s'agit d'une théorie critique, elle cherchera à tirer les conséquences des erreurs du passé afin de dégager les potentialités de transformation sociale et d'émancipation. Le sens produit par la théorie a une incidence sur la réalité.

La dimension importante de ces approches est de reconsidérer l'articulation entre les Etats souverains et la logique transnationale du capitalisme.

Ordre mondial et structure historique

L'exercice du pouvoir est analysé à partir de deux concepts centraux : *l'ordre mondial*, qui est fait de *structures historiques*. Cette notion de structure historique est définie comme étant des gestes répétés, la capacité de l'histoire à se reproduire elle-même sur une très longue durée, avec tout un ensemble de structures qui ne changent pas. Le premier objectif est de problématiser ces ordres mondiaux comme des structures historiques de domination. Les structures sont socialement construites et historiquement situées. Il ne s'agit pas ici de structure transhistorique du système international (réalisme, libéralisme, etc.).

Trois forces en interaction. Trois forces sont en interaction : les capacités matérielles, les idées et les institutions. Ces forces sociales agissent sur trois niveaux de structures : les formes d'Etats, les relations sociales de production et l'ordre mondial. Les forces sociales ne se limitent donc pas à l'exercice de la puissance des Etats, comme c'est le cas chez les réalistes. Les Etats sont des médiations des intérêts contradictoires, qui possèdent une autonomie relative.

Structures historiques hégémoniques / non hégémoniques. Il faut différencier les structures historiques hégémoniques et celles non hégémoniques. L'hégémonie se traduit par un exercice du pouvoir fondé sur une coalition consensuelle de forces politiques, économiques et culturelles, et par une alliance de classes et de fractions de classes. Ce qu'il faut retenir, c'est cette dimension consensuelle du pouvoir à l'échelle internationale et la capacité à faire partager des intérêts particuliers comme étant l'intérêt général.

Le concept de bloc historique peut être défini comme une congruence de forces sociales organisées politiquement à l'échelle transnationale.

Contre-hégémonie et résistance. Il y a un double mouvement et une autoprotection de la société contre l'utopie du marché autorégulateur. Ainsi, la société se protège contre le risque

d'atomisation sociale auquel conduirait une société qui ne serait régulée que par des mécanismes de marché. De ce fait, il y a une lutte des classes et une conscience de classe qui se développent aux travers du syndicalisme et des mouvements sociaux transnationaux.

Nouveaux objets des relations internationales

Ces approches ont autorisé un élargissement du champ d'étude des relations internationales :

- Relations de production
 - Il y a deux types de relations : les relations internationales et les relations industrielles. Le fordisme (régime d'accumulation des Trente Glorieuses) est également inclus dans le champ des relations internationales, dans l'analyse de son expansion à l'échelle internationale.
 - La question des flux migratoires fait intrinsèquement partie des conditions dans lesquelles se maintiennent ou changent les structures historiques et leur capacité à être hégémoniques ou non hégémoniques.
 - La société civile qui était confinée à la dimension interne des Etats se profile désormais à l'échelle internationale. ON parle également de mouvements sociaux globaux.
- Formes d'Etats
 - Internationalisation de l'Etat : à l'échelle internationale, un Etat cherchera à mettre en place des mécanismes consensuels qui permettent l'internationalisation de l'économie. Il s'agit également d'une conception élargie de l'Etat. On parle d'un consensus hiérarchiquement structuré qui permet de mettre en place une économie internationalisée. Ex : FMI, WEF, OCDE, G20, etc.
 - Alliances et fractions de classes transnationales ; polyarchie et Etat transnational
 - Organisations internationales
- Ordre mondial
 - Consensus de Washington et nouveau constitutionalisme global
 - Multilatéralisme complexe
 - Gouvernance, encadrement et clubs d'élites transnationales
 - Criminalité organisée transnationale et monde clandestin
 - Sexe, drogue, travail ; religion, finance, paradis fiscaux, politique étrangère, renseignement, guerre, etc.

Concepts : hégémonie, historical materialism, marxism + concepts clés du néomarxisme

Théories critiques et poststructuralisme

Genèse et postulats de base

Similitudes:

Ces deux approches se situent entre la fin des années 70 (période de contestation politique, vision alternative des RI, peace research) et la fin des années 1990 (fin de la guerre froide, déploiement du processus de mondialisation et de la démocratie).

Elles ont une cible partagée (débat théorie néo-néo) → auteurs critiques des RI (Cox, Ashley, etc.)

Ces théories rejettent conjointement le positivisme en relations international.

Positivism: philosophie des sciences qui postule trois distinctions: faits/valeurs; Théorie/pratique; Objet/sujets.

Pour les théoriciens critiques et poststructuralistes, les chercheurs font partie de l'objet qu'ils étudient et que leur conception du monde affecte l'explication qu'ils en font.

Les deux approches partagent le concept de *cercle herméneutique*: la représentation du monde à une influence sur nos actions, qui a une influence sur la réalité, ce qui a une influence sur la représentation qu'on a du monde (→d'ou part-on?)

Divergences

L'usage de la raison a un potentiel émancipateur et universaliste pour la théorie critique. L'approche poststructuraliste parlera plutôt de posture intellectuelle et refusera l'idée d'une théorie sur la pratique qui peut être universalisable.

Pour les critique le pouvoir n'est pas dissociable du savoir, mais ne peut être assimilé au pouvoir (savoir et pouvoir). Pour les poststructuralistes, le savoir est le pouvoir.

Inscription du sujet dans l'objet qu'il étudie. Pour la théorie critique, cette inscription nécessite de faire preuve de réflexivité. Le poststructuralisme fera valoir le relativisme et la subjectivité de toute connaissance et l'impossibilité de prétendre à une connaissance au delà de celle émise par le sujet.

Théories critiques et Ecole de Francfort

Les auteurs ont cherché à mettre en place un renouveau du marxisme non orthodoxe en marquant une distance politique face à l'URSS (contexte: stalinisation forcée). La théorie critique contribue à forger la réalité en faveur des dominés (→dévoiler les normes, forces sociales qui soutiennent la domination de l'ordre établi, ou qui la conteste).

Ces théories prétendent faire une synthèse entre Kant et Marx. Tous deux partagent le désir d'une société universelle formée d'individus libres.

Marx: lien entre la raison et la pratique; la raison est émancipatrice. La culture et la philosophie sont supérieures à l'économie politique et au droit.

Kant: la raison doit être utilisée par les hommes afin de s'émanciper des chaînes de la domination. Il met en avant l'universalisme et le cosmopolitisme, et veut inscrire les règles garantes de la liberté dans le droit.

Ces deux corpus sont le pilier de *L'Ecole de Francfort*

Théories contemporaines

Il s'agit dès lors de:

- Dépasser le stato-centrisme et l'orthodoxie marxiste.
- Remise en question du rôle de l'Etat (théorie de l'Etat postnational)
- Dépasser la contradiction entre la citoyenneté exclusive et l'humanité inclusive. (cf: Droits de l'Homme). Ces théories critiques prolongent les réflexions de Kant sur la dimension potentiellement universelle de la citoyenneté (≠citoyens ou étrangers sur un territoire national, cf: théorie classique des lumières). Il s'agit donc de dépasser la contradiction entre citoyenneté *inclusive* et *exclusive*.
- Considérer l'impact de la mondialisation sur le rôle de l'Etat et de la démocratie.
- Etudes de sécurité (sécurité pour qui? Pour le plus grand nombre possible). → voir texte de Bigo sur la sécurisation

Habermas, *Après l'Etat-Nation. Une nouvelle constellation publique, 2000*

- Démocratie cosmopolite (morale des Droits de l'Homme est universalisable)
- Espace public (dans lequel ont lieu les critiques) est transnational (≠national)
- Transformation de l'espace politique intérieur (national) à l'échelle du monde.

Linklater, *Men and Citizen in the Theory of IR, 1982*

Cosmopolitisme dialogique ou *communauté communicationnelle*. Ce cosmopolitisme doit répondre à trois enjeux:

- Universalisme. Il s'agit de penser les droits des êtres humains sur un plan universel pour casser la dissociation entre citoyenneté exclusive et humanité inclusive. →nécessité de tolérance.
- Tolérance. Il s'agit de respecter la différence, l'étranger et les minorités.

- Egalitarisme. Il s'agit de réduire les inégalités.

Il y a aussi le passage de l'asymétrie à l'égalité morale entre citoyens et étrangers.

Post structuralisme:

Le poststructuralisme est un terme générique du post modernisme et du post positivisme. Ce courant met l'accent sur l'action du sujet et la contrainte de la structure. Il s'accorde sur plusieurs points.

1. *Posture critique et rejet des théories générales.* Ex. des RI comme cartographies du monde (plusieurs façons de cartographier), ou de l'idée que les pratiques discursives créent le sens et la réalité à laquelle elle donnent sens. Ainsi, il s'agit de considérer la théorie comme des récits (et non comme une représentation différente d'événements passés, qui sont autant de moyens par lesquels on confère un statut de réalité à ces événements. (les événements n'existent pas en dehors du récit qui les restituent. Le discours construit ainsi la réalité.)
2. *La relation entre pouvoir et savoir et l'approche généalogique permet de rendre compte de cette relation.* Foucault cherche à déterminer dans l'histoire à quel moment un événement a été considéré comme incontournable. il s'agit de l'étude de régimes de vérités par opposition aux régimes de pratiques. Les dispositifs ou les relations savoir/pouvoirs se développent pour former des discours dominants allant de soi sur des aspects particulier du présent et apparemment incontestable.
3. *Importance du discours, de la représentation et des pratiques de déconstruction.* Il s'agit de dévoiler les enjeux textuels à l'intérieur de la politique de puissance. On peut mettre deux points en exergue, en utilisant la déconstruction (*Derrida*):
 - a. *Il y a une hiérarchie implicite des oppositions conceptuelles, au service de l'ordre et de la stabilité*
 - b. *Démontrer l'instabilité et les tensions propres aux oppositions conceptuelles.*

Ashley souligne l'opposition entre souveraineté (valorisée) et anarchie (dévalorisée). La souveraineté est vue comme garante de la stabilité, de la volonté générale, etc. alors que l'anarchie est associée à la violence, à la guerre, etc. Pourtant, la formation des Etats souverains s'est fait dans la violence (colonisation, impérialisme). De plus, l'espace souverain n'est pas forcément stable et ordonné (guerres civiles, tensions internes, etc.).

La conséquence est une vision des RI avec une double exclusion, et une pluralité et un changement des identités au niveau international.

4. *Importance attribuées à l'identité, qui structure les relations sociales (politique de l'identité).* On observe un refus de l'essentialisme. On va donc vers l'idée de la non identité, ou de l'identité non stabilisée (le structuralisme refuse l'idée d'identité). On considère la construction de l'identité et de l'altérité comme une relation de pouvoir. Cette problématique renvoie aux thèmes de l'inclusion/exclusion ou de la sécurisation (cf: Bigo)

→Campbell démontre les violence engendrées par les identités politique "ontologique" (idée de faire correspondre un territoire à une identité) et prend l'exemple de l'ex-Yougoslavie.

Mise en scène des crises humanitaires (comme façon de reproduire les relations de pouvoir en RI).

- Importance de l'image et des médias (éloignement et proximité)
- Mise en scène distante de questions de vie et de mort
- Construction de dichotomies identitaires (eux/nous ; barbarie/civilisation ; victimes/sauveurs) fondant une réponse organisée à la crise
- Naturalisation et dépolitisation des interventions humanitaires.

Ainsi, on peut dire que la méthode poststructuraliste offre une posture critique vis-à-vis des interprétations et des représentations (cercle herméneutique). Elles utilisent les archives, les

images et procèdent par analyse de contenu (corpus empirique). Elle offre aussi la possibilité de défier le sens commun des postulat des RI.

Approche poststructuraliste VS point de vue conventionnel.

Point de vue conventionnel:

1. PS n'a pas d'intérêt à étudier le monde réel
2. PS ignore les acteurs clé des relations internationales (Etats)
3. PS croit qu'il n'existe pas de réalité en dehors du texte
4. PS est désintéressé des jugements moraux

Réponse poststructuraliste

1. PS étudie comment le réel a été construit.
2. PS se focalise sur la façon dont les structures étatiques sont le produit d'une histoire singulière.
3. Les objets existent en dehors du texte, mais leur signification est constituée par l'interprétation.
4. Problématiser la dichotomie inclusion/exclusion rend le poststructuralisme explicitement éthique.

Variantes constructivistes

Contexte d'émergence et principaux postulats

Émerge dans les années 1980, lors des débats positivistes/post-positivistes et *néo-néo*. Le but étant d'apporter une alternative entre les deux approches de la synthèse *néo-néo*.

Les variantes constructivistes occupent une position *intermédiaire* (difficile à situer) entre deux pôles, les approches *rationalistes* (néoréalisme, néolibéralisme) et les approches *réflexivistes* (néomarxisme, théories critiques, poststructuralisme, féminisme, post-colonialisme). Cette position intermédiaire se fonde sur :

- Un double statut de la connaissance, qui fait partie de la *construction sociale*, mais contribue à construire la réalité qu'elle étudie (*représentation sociale de la réalité*).
- Une relativisation des théories générales. Le constructivisme est plutôt "une façon d'étudier les relations sociales, à partir de l'hypothèse de considérer les êtres humains comme des êtres sociaux".
- Objet d'investigation des constructivistes : remise en question de la nature des acteurs (≠ réalisme ou libéralisme) et de leurs relations à leur environnement (rapports entre les agents et les structures).

3 postulats principaux permettant de caractériser les approches constructivistes:

1. *L'importance donnée aux structures normatives*

La politique mondiale ne peut être considérée comme une structure objective de rapports de forces matérielles. Il s'agit de s'intéresser à la structure cognitive (idées, croyances, valeurs, normes et institutions partagés intersubjectivement par les acteurs). Elles se font sur une représentation de l'action

2. *Les structures constituent les acteurs.*

Contrainte et influence → constitution d'identité, préférence et intérêts des acteurs (ne préexistent pas à leur environnement)

3. *Constitution mutuelle des acteurs et des structures*

"Les relations sociales font les gens tels qu'ils sont, les construisent tels qu'ils sont, les construisent tels les êtres qu'ils sont. Réciproquement, nous faisons le monde tel qu'il est à partir des matériaux bruts fournis par la nature, en faisant ce que nous faisons les uns avec les autres en disant ce que nous disons les uns aux autres" → les acteurs internationaux n'existent que par rapport à l'identité qu'ils se font d'eux-

mêmes dans l'environnement des relations internationales. Ils sont constitués de façon mutuelle par les acteurs et les structures.

Wendt donne l'exemple de la force du feu rouge.

→ est ce que c'est le code de la route (structure) ou l'action du conducteur (agent).

"les structures sociales ne sont instituées que par la pratique des agents" → les contraintes structurelles n'existent que parce que les agents acceptent d'être contraints. Les structures sociales sont inséparables de l'auto-compréhension des agents sur leurs actions.

Relecture constructiviste des concepts traditionnels

1. *L'intérêt*. L'intérêt permet de concevoir l'action et les pratiques en relations internationales. Pour les constructivistes, l'intérêt n'existe pas en soi, mais est construit à partir de l'identité des Etats (Wendt: Les identités sont à la base des intérêts).

Ainsi, l'action des Etats sur la scène internationale se fait alors à partir de la représentation que les Etats se font d'eux-mêmes et qu'ils se font des autres Etats, de l'environnement dans lequel ses Etats agissent, et ainsi que de la représentation qu'ils ont de la scène internationale. L'identité est construite comme un *processus continu, intersubjectif* entre les Etats, *contesté* à partir de l'image que les Etats se font des autres et de l'environnement dans lequel ils agissent.

2. *Norme et institutions*. Elles ne sont pas simplement des modalités de la vie internationale afin d'assurer un certain nombre de fonctions (préserver la sécurité, assurer l'exercice de la domination et de la puissance) pour les constructivistes (≠réalistes et néo-réalistes). La question qu'ils se posent c'est en faveur de quel ordre social, pour qui, pour quel objectif. Les constructivistes accordent autant d'importance aux normes internationales qui structurent le comportement des Etats, stabilisent l'ordre international et donc déterminent la politique de puissance. Elles sont des attentes partagées par une communauté d'acteurs étatiques et non-étatiques à propos de comportements acceptables.

Les normes sont de deux types:

- a. *Normes régulatrices*: elles structurent et conditionnent de façon rigide le comportement des Etats
- b. *Normes constitutives*: elles constituent les identités des Etats, à la base de la constitution des intérêts sur le plan international. La constitution de l'identité des acteurs internationaux ne change pas seulement par des règles strictes, mais par la conception de ce qui peut être fait ou non sur la scène internationale.

Les institutions renvoient elles aussi à la formation des identités (≠néolibéraux et néoréalistes). Les institutions sont un ensemble relativement stable d'identité et d'intérêts, codifiés sous forme de règles et de normes formelles.

3. *L'anarchie*: l'anarchie est ce que les Etats se font (≠imposition de l'anarchie aux Etats). Il y a donc plusieurs types, cultures d'anarchie
 - a. *Hobbesienne*: les Etats se conçoivent les uns les autres en tant qu'ennemis (guerre de chacun envers chacun, Etat de nature).
 - b. *Lockéenne*: les Etats sont en compétitions, sans pour autant être forcément hostile (rivalité).
 - c. *Kantienne*: les Etats se conçoivent comme amis.

Ex: armement nucléaire. Pour la politique étrangère US: GB → coopération, F → rivalité, Corée du Nord → hostilité.

Variantes constructivistes

1. *Constructivisme mince*: plutôt de type rationaliste et systémique. Il se rapproche de certaines prétentions des théories plus conventionnelles des relations internationales en cherchant à se situer au niveau systémique et d'une théorie la plus générale

possible des RI, une théorie qui socialiserait les approches néoréalistes et néolibérales. On parle aussi de *via média* entre l'épistémologie positiviste et une ontologie post positivistes.

2. **Constructivisme robuste**: il y a une plus grande propension à prendre en compte la dimension réflexive de connaissance (intérêt pour l'ancrage sociale de la production de la connaissance et pour l'importance des pratiques discursives dans la construction de la réalité).

Cette dimension s'inspire beaucoup plus dans le courant linguistique en sciences analytiques. Les actes de langages construisent le monde et contraignent l'action (phénomène structurant la réalité). On parle aussi de constructivisme axé sur les règles → la langue est le phénomène autour duquel on peut analyser les actions structurant la scène internationale (balise pour la conduite des gens, des acteurs de la scène internationale).

Controverse

La nature des controverses entre les différentes approches constructivistes portent sur la nature des théories et sur les relations du constructivisme avec les théories néoréalistes qui dominent le champ des relations internationales. Est-il pertinent de chercher à développer une théorie générale des RI ou s'agit-il d'une posture intellectuelle?

Certains constructivistes voient leur contribution théorique comme complémentaire au débat néo-néo. Les rationalistes s'occupent des intérêts et de leur satisfaction par l'exercice de la puissance et les constructivistes s'intéressent à la constitution de ces intérêts. D'autres sont totalement opposés à cette manière de faire. Ex. les identités ne se limitent pas à la conception des intérêts, mais à une conception plus large.

Approche féministes et post-coloniale

Genèse et postulats de base

On se trouve dans le 3^{ème} débat des RI, qui oppose les positivistes et les post-positivistes, et la spécificité du champ disciplinaire des RI dans les sciences sociales.

Les approches féministes sont très importantes. Elles sont développées contre une conception des RI trop abstraite, anhistorique, asexuée. Les interactions de la scène internationale telles qu'elles sont expliquées par les autres théories ne prennent pas en considération les rapports de genre. On retrouve ainsi le 3^{ème} débat, alors généré par une conception critique de la connaissance et qui donc visibilise les exclus, minorités, etc. qui subissent les rapports de forces qui structurent les RI.

Lorsque l'on pose la question des femmes dans les RI, de nouvelles questions apparaissent, comme par exemple tous les domaines où l'on ignore totalement les différents rôles des femmes.

Ex: tourisme, développement du tourisme féminin mais aussi le tourisme sexuel. On peut aussi mentionner l'exploitation des femmes dans les cultures de bananes, etc.

Les approches féministes sont une nouvelle problématisation du pouvoir qui tient compte de la construction sociopolitique et sociétale du genre, de la construction de la sexualité, etc.

Elles portent un regard sur la division sexuelle du travail sur la scène internationale, sur la constitution des hiérarchies, des attributions du genre dans les sphères publiques et privées.

Différentes approches féministes:

- **Libérales**: penser les rapports de genre à partir d'une conception héritée des Lumières et de considérer le droit des femmes comme égaux par rapport aux droits des hommes. Les objets étudiés dans cette perspective sont les inégalités de genre générées par la politique internationale, par ex. dans les conflits armés, la migration, les droits de l'Homme, etc. Les inégalités de genre peuvent devenir une variable explicative de la politique internationale.

Ex. un gouvernement composé majoritairement de femmes orientera sa politique étrangère différemment qu'un gouvernement composé majoritairement d'hommes.

- *Approches matérialistes*: Ces approches reviennent sur le postulat de base du matérialisme historique, à savoir la remise en question de la séparation entre le privé et le public, dans la mesure où il y a interdépendance de la production et la reproduction sociale de ces sphères. Intérêt pour la relation entre le capitalisme et le patriarcat, ce dernier étant défini comme un mécanisme structurel de contrôle du travail des femmes et de leur rôle dans la reproduction sociale. Il y a un débat à savoir si on peut ou non concevoir le capitalisme sans un mode de domination patriarcale, ou si c'est quelque chose de différencier. Dès lors, les féministes vont s'intéresser à beaucoup d'objets qui n'étaient pas légitimes dans les RI, à savoir le travail domestique (structure selon des convictions liés aux relations internationales), de la classe moyenne (importance de la classe moyenne au niveau des RI et les places de genre dans les rapports de pouvoir dans les classes moyennes), mais aussi à la dimension genrée des phénomènes migratoire dans les RI. Il y a aussi la question des zones franches. À l'intérieur de ces zones franches, il y a la question dont sont structurés ces zones d'exception qui ont une influence sur les rapports de genre.
- *Approches constructivistes ou standpoint feminism*: C'est la construction des systèmes de valeur qui sont pris en considération. Il y a un rejet de l'essentialisme des idées, attributs et rôles masculinité/féminité. Elles mettent en valeur des espaces propres de savoir et de signification féminins et s'attachent à la perception que les femmes ont de la situation des rapports de domination. On ne donne jamais la parole aux principales intéressées, c'est à dire les femmes marginalisées.
- *Approches post structuralistes*: Intérêt pour la déconstruction et la décentration de l'altérité et des postures masculines de domination, tel que masculinité/féminité, public/privé, souveraineté/anarchie, rationalité/émotivité. Il s'agit de dépasser ces oppositions.
- *Approches post-colonial*: On s'intéresse aux mêmes objets, mais dans le contexte de la persistance des rapports de domination après la décolonisation et l'indépendance. Elles vont critiquer tout un ensemble d'analyses féministes en considérant qu'elles sont très étroitement liées à la perception des rapports de genre dans le monde occidental, riches et économie de marché. Elles vont faire valoir l'ancrage occidental et les représentations biaisées des études féministes conventionnelles. Vaut mieux écouter ce que les femmes ont à dire dans leur représentation et prise de conscience dans le contexte d'exploitation et de marginalisation, afin de mieux comprendre de quoi il s'agit.

Approches postcoloniales

« Pendant ces 513 années du système-monde européen/euro-américain moderne/colonial capitaliste/patriarcal, nous sommes passés du 'christianise-toi ou crève' du XVI^e siècle au 'civilise-toi ou crève' du XVIII^e, au 'développe-toi ou crève' du XX^e siècle, et plus récemment au 'démocratise-toi ou crève' du début du XXI^e siècle ». Grosfoguel

Genèse

Les origines sont à chercher dans les courants critiques de l'anthropologie et de la littérature.

Relecture du passé colonial

Il s'agit de voir l'impact socioculturel à grande échelle et très longue durée qu'on eu le colonialisme et l'impérialisme sur la structuration des identités individuelles et collectives. Un certain nombre d'attributs constitutifs de l'exploitation propre aux politiques coloniales demeure. La décolonisation est alors vue comme une transformation du colonialisme administratif en "colonialité globale". Il s'agit donc d'une critique radicale des théories de

modernisation et du développement, une critique de la connaissance occidentale et en particulier du rationalisme et de la prétention universaliste du rationalisme. Un concept centrale de ces approches est celui d'intersectionnalité. C'est à partir de ce concept que ces approches appréhendent les relations mutuelles de race, de genre, de nations et de classes dans les systèmes d'oppression et de pouvoir qui traversent les espaces de souveraineté des relations internationales.

Les approches postcoloniales font une contribution puissante à l'étude des relations internationales. Elles dépassent les explications concernant les identités sur la base desquels se constituent les intérêts nationaux fournis par les approches poststructuralistes. Elles mettent en avant l'hybridation des identités, dans la mesure où elles ne se contentent pas d'exprimer une opposition entre moi et autrui, le dominant et le dominé, mais considèrent qu'elles se croisent, qu'il s'agit de subjectivité syncrétique (le colonisé a une part de lui-même qui est colonisateur, etc.). Les post coloniaux parleront de créolité.

Le décentrement des identités: cette identité doit être au centre de l'analyse pour comprendre l'importance des identités dans la constitution des intérêts et des rapports de force.

Les post coloniaux réapprovoient une matérialisation des identités, la dimension matérielle des rapports d'exploitation et de la centralité des rapports Nord-Sud.

Le but des post coloniaux est de décoloniser les relations internationales, c'est à dire faire rentrer ces dimensions raciales et genrées à l'échelle du monde entier. Elles s'intéressent également aux constitutions sociales, culturelles, genrée et racialisée des relations de pouvoir.

Elles contestent le concept d'anarchie et mettent en lumière la hiérarchie transnationale qui prévaut à l'échelle internationale.

C'est aussi une relecture de l'impérialisme et des asymétrie des rapports Nord-Sud.

→ C'est donc la remise en cause radicale de la souveraineté étatique fondé sur une conception idéalisée de la démocratie libérale et de l'anarchie.

Guerre et paix

La guerre

La guerre est « *la continuation de la politique par d'autres moyens* » (Clausewitz). Il y a donc une continuation entre la guerre et la paix. Il s'agit de l'utilisation de la violence armée dans un dessein politique, de manière organisée dans le cadre de rapports de commandement qui sont respectés et reconnus comme légitime par ceux qui participent à cette violence. C'est un des moyens à disposition de l'exercice du pouvoir. Cette violence peut prendre différentes formes : guerres conventionnelles (conflits interétatiques, combats entre des forces armées officielles généralement entre les mains d'un Etat souverain), guerres civiles (luttres entre deux groupes sur la reconnaissance de la légitimité des armées officielles), guérilla (insurrections armées contre le pouvoir officiel), terrorisme (actes de guerre qui consistent à l'utilisation de la violence de façon organisée et armée ayant pour finalité non pas de gagner un combat sur le terrain, mais d'instaurer un régime de peur et d'instabilité), etc.

Vision des différentes théories :

- Pour le réalisme et le néoréalisme, la guerre est normale alors que la paix est anormale. Ces deux courants qualifie cette dernière de trêve entre deux conflits armés. Les relations internationales se déroulent à l'ombre de la guerre. « *L'histoire montre que les Etats sont en permanence en train de se préparer à la forme de violence organisée qu'est la guerre, de s'y engager activement ou d'en récupérer* » (Morgenthau). Dans une situation d'anarchie, on ne peut compter que sur soi-même et la recherche de la puissance maximale et de l'hégémonie offensive est le moyen d'assurer ses intérêts en termes de puissance. Dans le contexte de la Guerre froide,

la paix est toujours impossible, mais la guerre est improbable car elle engendrerait un cortège de violence susceptible de détruire cinq fois la planète.

- Pour l'institutionnalisme libéral et le néolibéralisme, la guerre est toujours possible, mais moyennant l'usage de ce dont est capable tout être humain sur terre, à savoir la raison. Grâce à celle-ci, on peut faire prévaloir une harmonie des intérêts qui donnent plus de valeur à la paix et à la coopération qu'à la guerre. Cette harmonisation se trouve dans l'interdépendance : l'effet naturel du commerce est de porter à la paix (Montesquieu), l'intérêt bien compris des citoyens d'une démocratie libérale (Kant), la guerre peut être évitée où l'on arrive à faire prévaloir l'intérêt supérieur à la coopération (Keohane).
- Marxisme et néomarxisme : la guerre est l'*ultima ratiō* de la lutte des classes. Le capitalisme est par définition un état de guerre. Selon les marxistes orthodoxes, la guerre est inévitable en raison de l'impérialisme, dernier stade de l'expansion capitaliste avant la lutte entre capitalistes pour s'accaparer le plus de marchés. Les guerres sont évitables entre les pays capitalistes et cela leur permet ainsi de mieux exploiter la périphérie. Le néomarxisme peut être conçu comme une continuation de l'ultra-impérialisme. Il met en avant les liens ténus qu'il y a entre la violence matérielle et la violence symbolique dans la domination de classe à l'échelle internationale.
- Le poststructuralisme inverse la formule de Clausewitz. La politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Ils considèrent l'exercice du pouvoir comme un biopouvoir, du contrôle matériel des hommes dans l'exercice du pouvoir (apprentissage de l'écriture à l'école par exemple). Le pouvoir est un exercice de la violence qui est conforme à l'exercice de la guerre.

Théorie de la paix démocratique

Ces théories sont partie d'un constat empirique : si l'on regarde ce qui s'est passé dans l'histoire, la loi comme selon laquelle les Etats n'arriveraient pas à échapper à la guerre est erronée. Cet argument revient au libéralisme républicain de Kant. Il défend un argument selon lequel la spécificité d'un régime politique démocratique conduit à limiter les potentialités des Etats à se faire la guerre. De plus, un régime républicain respecte l'Etat de droit, et donc respecte le droit international sur lequel se fonde la coopération. Enfin, la nature intrinsèquement pacifique du commerce international vient s'ajouter aux deux premiers arguments.

Tout par d'une réflexion sur le système international qui est considéré comme dyadique. Il y a les Etats démocratiques et les Etats non-démocratiques. On s'intéresse aux relations possibles entre les acteurs, qui sont de trois types :

- Non-démocratique – non-démocratique
- Non-démocratique – démocratique
- Démocratique - démocratique

Le problème est de savoir si les relations sont vraiment qualifiées de guerrières et aussi de savoir si les Etats sont vraiment des démocraties ou pas. Certains auteurs ont recensé tous les conflits qu'il y a eu depuis une certaine période et ils arrivent tous à la conclusion qu'il n'y pas eu de guerre entre Etats démocratiques. Il y a deux explicitations à cela :

- *Culturelles ou normatives*. Les Etats démocratiques ne se font pas la guerre entre eux car ils ont des attentes pacifiques réciproques (ex : intégration européenne) et ils respectent le principe de non-ingérence. Ces explicitations insisteront donc sur les valeurs mutuelles démocratiques et le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures, droit fondamental d'un Etat démocratique.
- *Structurelles ou institutionnelles*. Elles se focalisent sur les contraintes diplomatico-stratégiques qui pèsent sur un Etat démocratique : transparence, besoin de rendre des comptes, relative aversion des populations à l'encontre de la guerre, existence de contre-pouvoir, etc.

Ces théories considèrent que les régimes politiques démocratiques constituent à la fois des contraintes structurelles et instituent des valeurs normatives qui atténuent le problème structurel du système international qu'est l'anarchie.

C'est une démarche qui fait entrer les éléments politiques internes dans les relations internationales. Admettons que l'ensemble du monde soit fait de régimes démocratiques, cela veut dire que l'on a aboli la guerre ? Cette affirmation n'est pas crédible dans l'étude des relations internationales. Les critiques aux théories démocratiques sont les suivantes :

- Réalité empirique : comment qualifie-t-on un Etat démocratique ou non ? A partir de camp qualifie-t-on un conflit d'une guerre ? A partir de quel seuil de violence utilisée par un Etat dans un conflit est-il considéré comme un guerre ? Que fait-on des interventions clandestines des Etats démocratiques dans d'autres Etats démocratiquement élus? etc.
- Causalité démocratique : s'il n'y a pas eu de conflits entre démocraties, rien ne nous assure que c'est la nature du régime qui explique que les Etats démocratiques n'ont pas eu de guerre entre eux.
- Revers de la médaille : bellicisme. Si le postulat fondamental sur lequel se fonde cette théorie, il faudrait faire la guerre au Etats non-démocratiques pour assurer paix (politique étrangère états-unienne). Des guerres se font au nom de la démocratie.

Cette théorie tient la route pour les démocraties matures, mais celles immatures.

Nouveaux conflits internationaux

A-t-on vraiment affaire à de nouveaux conflits ? Si oui, dans quelle mesure et de quelle nature ?

La plupart des conflits majeurs de ces vingt dernières années sont des conflits intra-étatiques ou des guerres civiles. Il y a trois principales causes qui ont été avancées :

- *Mondialisation et insécurité économique.* L'influence et l'implication que peut avoir l'environnement propre à la mondialisation et à l'insécurité économique qui lui est associée. La mondialisation est à la fois de l'intégration et de la fragmentation, et à la fois de l'homogénéisation et de la diversification. On a affaire à tout un ensemble de phénomènes d'inégalité, de pauvreté, d'exploitation qui renforce les luttes pour l'appropriation et le contrôle des ressources, donc des guerres civiles, des interventions militaires des grandes puissances, des effets de réseaux et de transnationalisation.
- *La désintégration de l'Etat.* Elle peut être due à la mondialisation, à des transitions démocratiques pour les ex-Etats sous domination soviétique, etc. Cette désintégration a pour corollaire des luttes pour son contrôle, une facilité d'accès aux armes et du contrôle des forces armées, une privatisation de la violence et le développement de groupes paramilitaires, etc. L'économie parallèle et le cime organisé se déploie d'autant plus facilement dans la mesure où l'Etat ne contrôle plus son économie et ses frontières. 95% des conflits armés des dix dernières années ont été intra-étatiques.
- *La subjectivation identitaire.* L'identité (nationale) a toujours été constitutive de la mobilisation des forces armées. Ce qui change, c'est que l'on n'est plus dans une idéologie politique nationaliste ou une identité géopolitique et idéologique ancrée dans la défense de la nation, mais dans une période où sont développées l'autonomie clanique, les minorités ethniques et la diversité culturelle et religieuse.

Principales caractéristiques des nouveaux conflits internationaux :

- L'idéologie identitaire
- L'identification des forces combattantes
- Les guerres d'usure

- Les combattants (en Sierra Leone, 70% des forces armées sont composée de personnes de moins de 18 ans).
- Brutalité des conflits (mais ce n'est pas nouveaux) : guerres avec et pour la population / violences contre la population.
- L'asymétrie : guerre entre deux adversaires qui disposent de moyens totalement déséquilibrés (ex : 11 septembre 2001). La nouveauté provient de la fin de la Guerre froide et de la mondialisation, qui engendre une multiplication de ressources à disposition pour livrer des guerres asymétriques (avec l'érosion de la souveraineté, l'accroissement des échanges, la diffusion des moyens technologiques et de communication, on peut livrer tout un ensemble de combat typiques des guerres asymétriques).
- Le recours systématique à l'information, à la communication, aux média et à la cybernétique. Cela ne se fait pas seulement dans l'exercice de la violence organisée, mais aussi dans la représentation de cette violence armée.
- Logistique et économie. Mobilisation de la production caractérisant les conflits d'avant sont remplacés par une économie illégale et par le pillage. Le recours à la sous-traitance et à la privatisation (par exemple les mercenaires américains en Irak qui sont plus nombreux que les soldats de l'armée régulière, le recours aux OI et aux ONG humanitaires qui font le travail à la place des armées (soutien aux populations civiles)).
- Forces combattantes : féminisation et infantilisation des forces armées.

Concepts : droit de la guerre, guerre, opérations de paix, paix, paix démocratique (théorie de la)

La stratégie

1. Stratégies de sécurité nationale

Fondements

Question de l'objet, on dit que la stratégie est la science de la guerre, l'utilisation de la force dans les relations internationales.

→ Définitions :

- « Mise en œuvre de moyens militaires pour accomplir des objectifs politiques » (David, 2006).
- « La stratégie est la théorie relative à l'usage des combats au service de la guerre. Elle enseigne l'emploi des engagements pour l'objet de la guerre » (Clausewitz, 1780-1831).

→ Certains parlent aussi de « culture stratégique » comme « ensemble des conditions sur lesquelles se fonde un Etat pour définir sa doctrine du recours à la force » (J. Snyder) => les idées ont une influence sur la stratégie.

Stratégie classique

- Machiavel (1469-1527): milices nationales et importance des batailles décisives dans *L'art de la guerre*. Mais cette fois on ne cherche pas nécessairement l'anéantissement de l'adversaire.
- Clausewitz (1780-1831): recherche de la victoire, guerre absolue et montée aux extrêmes. La stratégie dans le cadre de la guerre moderne = recherche de la victoire (soumettre l'adversaire à sa volonté armée). La logique de la guerre conduit à des extrêmes : engrenages inévitables et la recherche de la victoire peut signifier l'anéantissement de l'adversaire => Victoire absolue.
- Jomini (1779-1869): importance de la logistique (sans elle, le reste ne suit pas) et suprématie fondée sur l'importance du gain territorial (VS Clausewitz).
- Sun Tzu (500 avant J-C.): Capitulation sans combat. Etre en mesure de soumettre sa volonté à l'adversaire en économisant ses forces, désinformation, effet de surprise, etc.

- => Stratégies utilisées par les guérillas donc dans les situations de conflits asymétriques.
- Basile Liddell Hart (1895-1970): Il prône une guerre d'usure et limitée.

Dissuasion et non-prolifération nucléaire

« Jusqu'à maintenant le principal objectif de notre appareil militaire a été de gagner des guerres. Désormais, son but principal doit être de les éviter » (Bernard Brodie, *The Absolute Weapon. Atomic Power and World Order*, 1946). => la stratégie change avec l'âge nucléaire car les rapports stratégiques sont transformés.

Transformation des rapports stratégiques

- Inversion de l'équation Clausewitzienne : la politique est la continuation de la guerre mais par d'autres moyens. c'est par des moyens politiques qu'on répond à la capacité de destruction totale que permet l'arme nucléaire. => c'est pas avec l'armée nucléaire qu'on peut régler les problèmes.
 - Défense de la souveraineté devient inopérante car une opération offensive peut déclencher des dégâts inacceptables sur le territoire adverse. Défense impossible contre l'armée nucléaire.
 - Disparition du gain décisif obtenu par l'attaque surprise, car on ne peut éviter une éventuelle contre-attaque.
 - Dissuasion à faible coût : il suffit d'avoir l'arme nucléaire.
 - Guerre improbable entre grandes puissances : il vaudrait mieux éviter un conflit armé entre grandes puissances.
- Transformation
- 1) Conséquence structurelle pour les néoréalistes, car multipolarité nucléarisé = plus grande stabilité.
 - 2) Conséquence normative pour les constructivistes, la possession d'arme nucléaire ne change pas les rapports stratégiques mais les valeurs et normes selon lesquelles elles sont utilisées.

Dissuasion

- Concept central de la stratégie nucléaire : Les gains escomptés d'une conduite offensive sont trop faibles en comparaison des risques encourus car capacité de représailles. Donc concept fondé sur la dissuasion car cherche à mettre en œuvre une doctrine d'engagement des forces armées nucléarisées qui rendraient les gains escomptés de leur usage trop faible en comparaison des risques encourus par leur usage.
- Suppose la rationalité des acteurs, celle-ci doit être crédible, que l'adversaire croit en un engagement de l'Etat à tenir ses résolutions, s'il pense que c'est du bluff -> effondrement de la stratégie de dissuasion. Crédibilité contradictoire car fondée sur une 'non-stratégie' : tout faire pour préparer un conflit nucléaire le plus crédible possible même si on sait que c'est juste fait pour dissuader l'adversaire d'engager un conflit. Attention ssi les adversaires adhèrent à la même rationalité.

Evolution de la stratégie nucléaire

- Destruction mutuelle assurée (MAD) : Ex. Guerre froide : idée d'une riposte massive et totale contre une agression par les Etats-Unis et leurs alliés.
- Années 60 : Idée d'une réponse flexible et limitation des armements (Traités ABM, SALT I & II).
- Initiative de défense stratégique et bouclier anti-missiles ('guerre des étoiles') : changement important dans la doctrine stratégique nucléaire, possibilité de se défendre des représailles de l'adversaire => possibilité de conflit augmente.

Prolifération nucléaire

- Les Colombes (néoréalistes) : « more may be better », la prolifération n'est pas un problème mais un gage de stabilité selon le principe de la dissuasion nucléaire (et donc non recours à la guerre).
- Les Hiboux : « more may be worse », la prolifération pourrait accentuer le risque de conflit mais le problème peut être réglé par la prolifération des moyens non coercitifs et non par le recours à la force.
- Les Faucons : « there will be no more », contre la prolifération et donc légitime de faire des frappes préventives pour la limiter.

Révolution dans les affaires militaires

- Doctrine officielle du Pentagone (1992)
 - 1) Efficacité de l'armement
 - 2) Repérage et ciblage
 - 3) Agilité et flexibilité des forces armées
 - 4) Opérations simultanées et communes.
- Changements permis par le recours aux technologies de l'information et de la communication.
 - Fin des armées de masse, de la guerre absolue
 - Guerre zéro-mort

2. Stratégies de sécurité collective

Vision de la Paix positive qui suppose des intérêts mutuels, de la coopération, etc. proche de la conception libérale et constructiviste (considère que la politique étrangère ne se fait pas seulement pour la survie de l'Etat). Prône un engagement coopératif d'un ensemble d'Etats à réprimer par des moyens coercitifs et non coercitifs le recours à la force armée pour changer le statu quo. « A mi-chemin entre l'anarchie internationale (*réalisme*) et le gouvernement mondial (*internationalisme libéral, constructivisme*) » (I. Claude, *Swords into Plowshares*).

Charte ONU, article 2

4. Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

→ Engagement mutuel de refus de recours à la force armée pour changer le statu quo

5. Les Membres de l'Organisation donnent à celle-ci pleine assistance dans toute action entreprise par elle conformément aux dispositions de la présente Charte et s'abstiennent de prêter assistance à un État contre lequel l'Organisation entreprend une action préventive ou coercitive.

→ La sécurité de l'un correspond à la sécurité de tous les autres. En cas de rupture, les Etats membres de l'ONU s'engagent à en réprimer l'auteur.

→ Claude a identifié un ensemble de conditions pour que la sécurité collective fonctionne :

- Subjectives
 - 1) Principe d'indivisibilité de la paix : la paix est un gain pour tout le monde.
 - 2) Universalisme : l'adhésion à des principes à portée universelle.
 - 3) Adhésion à des principes qui valorise la stabilité et le statu quo => accepter l'ordre dominant aujourd'hui et ne pas le remettre en question.
- Objectives

- 1) Diffusion de la puissance : s'il y a puissance dominante, le système se sentira moins lié par les principes. Ex. Etats-Unis qui passent outre la charte de l'ONU pour la guerre en Irak.
- 2) Inclusion dans l'Organisation des principales puissances du système international.
- 3) Désarmement.
- 4) Situation d'interdépendance suffisante pour que les Etats se sentent mutuellement lié à des engagements et qu'ils identifient des intérêts communs.
- 5) Etats de droit : permet l'institutionnalisation (engagements juridiques) de ces principes.

Notion controversée

Ce traité a souvent été vu comme idéaliste, souvent impossible à instrumentaliser. Ex. Congo : après l'indépendance du Congo, Lumumba a sollicité l'aide des Russes, les Etats-Unis ont mobilisé l'ONU pour y envoyer les Casques bleus = donc dans l'intérêt des Etats-Unis.

- Critique constructiviste : S'il n'y a pas au préalable une adhésion à cet ensemble normatif, la sécurité collective ne peut pas fonctionner et la Paix durable n'est pas possible.
- Critique réaliste :
 - 1) Holsti : Nature contradictoire des missions de paix, elles sont souvent instrumentalisées, car pas d'impartialité possible dans une situation de conflit.
 - 2) Luttwak : Certaines missions de paix prolonge la violence, car elle entretient une situation conflictuelle.

Stratégie de Paix : prévention et résolution des conflits

- Au niveau des études : Recherches sur la paix (*peace research*).
- Au niveau diplomatique : Diplomatie préventive (entre Etats), négociations multipartites (mission de médiation), négociations entre représentants de la société (conflits intra-étatiques).
- Missions de paix : 3 générations de missions de Paix à l'ONU :
 - 1) Maintien de la paix: Missions militaires d'observation et de surveillance. Ex. Palestine 1948, Cachemire 1949, Suez 1956.
 - Conception négative de la paix
 - 2) 1989-1993: Missions élargies, supervision d'élections, résolutions de conflit. Ex. El Salvador, Cambodge, Mozambique, désarmement (ex. Irak), ingérence humanitaire.
 - Conception positive de la paix (*Agenda pour la paix* 1992): Maintien, rétablissement, imposition, consolidation de la paix.
 - 3) Depuis 1994: Imposition de la paix dans des Etats implosés. Ex. Somalie 1992, Bosnie 1996, Kosovo 1999, Timor 2002.
 - Conception positive, mais plus restreinte de la paix.

→ carte *dia 18* dans *Power Point 12-stratégie.ppt*

3. Stratégies révolutionnaires

Pourquoi parle-t-on de la stratégie révolutionnaire : Une des stratégies sur laquelle repose le plus grand nombre de conflits armés depuis la 1^{ère} ou Seconde guerre mondiale (?). Conflit asymétrique qui oppose le faible au fort et inversement.

Objectifs

- Transformation et appropriation radicale du pouvoir politique fondée sur le recours à la violence organisée ≠ coup d'Etat (prise du pouvoir par des éléments appartenant, ou proche, du pouvoir, qui n'ont pas pour objectifs de changer la nature du pouvoir).
- Prise de l'Etat : s'accaparer les divers moyens de pouvoirs propres aux Etats.
- Libération nationale : stratégie différente de celle de la prise d'Etat. Ex. lors de la décolonisation.
- Défense des minorités religieuses / ethniques. Pour une plus grande autonomie ou pour créer un nouvel Etat souverain. Ex. Balkans, années 90.

Les moyens à dispo de ces stratégies

→ Ces moyens sont pluriels, ils peuvent être resituer dans l'Histoire :

- **Marx** : Dans la lutte des classes, stratégie ne repose pas sur la Nation en armes (Clausewitz), mais la classe en armes.
- **Lenin/Trotsky** vont plus loin, définisse l'encadrement nécessaire pour accroître la conscience de classe et l'adhésion des classes dominés à cette cause ainsi que les masses urbaines, car les forces vives ne sont pas seulement dans le prolétariat mais en particulier dans les concentrations urbaines.
- **T.E. Lawrence** : Laurence d'Arabie, officier britannique en charge d'une révolte lors de la 1GM, il a réussi à mobiliser l'identité, les revendications des nationalismes arabes pour les convaincre de s'allier à une puissance coloniale contre l'Empire Ottoman. De plus, il a renversé la stratégie classique de Foch ou Clausewitz (nécessités d'un combat frontal), son but étant d'éviter le combat => sabotages des infrastructures, guerre d'usure, toujours prendre par surprise l'adversaire => maîtrise de l'espace et le temps, même si les troupes sont moins nombreuses.
- **Mao / Giap** (stratège vietnamien, contre la F et les Etats-Unis, rencontre MacNamara) : Dimension maoïste : encadrement, maîtrise du temps et de l'espace + transposition des techniques de L. dans les campagnes vietnamiennes. Importance de la conscientisation des peuples dominés (masses paysannes) pour qu'ils soient prêts à se battre contre un ennemi pas forcément identifier comme un ennemi jusque là.
- **Che / Debray** (F qui a théorisé les techniques du Che) : Stratégie du « foco » (foyer révolutionnaire), interventions sur différents points mobiles qui permettent le ralliement à la cause révolutionnaire (émergence de foyer). Challiont (grand théoricien) a critiqué cette approche : insuffisant de croire qu'il suffit de lancer quelques attaques insurrectionnelles pour pouvoir rallier ses masses non éduquées.

Guérilla

- « Petite guerre » en espagnol (Guerre d'Espagne, 1808-1813 : Napoléon = habitué à des grands combats, donc pas préparé à un refus du choc frontal).
- Troupes irrégulières
- Trois éléments :
 - 1) Subversion : pas de choc frontal, petites actions, sabotages des infrastructures et du moral de l'adversaire.
 - 2) Encadrement : formation logistique mais aussi idéologique pour accroître l'adhésion du plus grand nombre.
 - 3) Insurrection armée visant à obtenir le pouvoir.
- Importance du soutien populaire
- Harcèlement / usure de l'adversaire (guerre d'usure), mobilité et effets de surprise et ensuite *négociations* politiques du règlement du conflit car devient insupportable pour le pouvoir en place. VS choc frontal.
- Techniques beaucoup utilisées dans les luttes anticoloniales et pour les guerres civiles. => prend du temps. Ex. Nicaragua, Erythrée.

Concepts :

- Armes de destruction massives
- Défense
- Dissuasion
- Guérilla
- Pensée stratégique
- Révolution dans les affaires militaires

La sécurité

Définition : « Un concept essentiellement contestable » selon Buzan, car on ne connaît pas son objet (sécurité militaire ? environnemental) ni comment et pourquoi une question devient un enjeu de sécurité ? Quels sont les sources d'insécurité ? La sécurité pour/au détriment de qui ?

1. Réalisme classique de la sécurité

Conception classique et réalisme

« La sécurité, dans un sens objectif, mesure l'absence de menace sur les valeurs centrales ou, dans un sens subjectif, l'absence de peur que ces valeurs centrales ne fassent l'objet d'une attaque » (A. Wolfers) → dimension objective et subjective de la sécurité internationale. Ce sont les valeurs de l'Etat nation (=seul acteur légitime pour les R), les valeurs centrales = respect de la souveraineté qui s'exercent sur un territoire donné et suppose la non ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat.

Objectif primordial de la politique étrangère

La politique étrangère (= projection de la politique souveraine de l'Etat dans le système international).

- objectifs
 - a. être capable de menacer de la force militaire pour préserver la souveraineté, rendre crédible son usage, et la contrôler dans le cadre d'opération militaire.
 - b. Répondre à une situation structurelle d'anarchie internationale (→ effet du système international). Pour les NR, le système international est qqch. de structurel VS politique de puissance pour les R (≠ forcément strictement militaire).
- dilemme de sécurité (Hertz) : les Etats sont dans une situation tragique car la recherche de sécurité = anarchie des RI → compter que sur soi → course aux armements dans cette situation de survie des RI → le sentiment d'insécurité augmente car chaque Etat craint son voisin et sa survie est toujours menacée.
- En réponse à cette tragédie des grandes puissances (Mearsheimer), on développe les études stratégiques pour répondre à ce dilemme en faisant valoir une menace crédible de recours à la force en évitant si possible d'y recourir. Une politique de sécurité n'est rien si elle ne se concentre pas sur les moyens qu'on va se donner en matière de recours possible à la force armée.

4. libéralisme : conception étendue de la sécurité

- Idée de communauté de sécurité (Deutsch, 1950 – reconstruction de l'Europe)
 - a. définie comme « une situation dans laquelle les problèmes sociaux communs peuvent et doivent être résolus par des mécanismes de changement pacifiques par la voie de procédures institutionnalisées, sans recours à la violence physique » → mettre en place des mécanismes de coopération, d'intégration.
 - b. représente la volonté de mettre en place des politiques communes (≠ réponse à une menace subjective ou objective pour la survie de l'Etat-nation)

c. Dépassement du stato-centrisme et une conception positive de la sécurité (ex CECA après la SGM), dimension régionales des enjeux stratégiques (UE, OTAN, etc.)

- Il existe des théories libérales

a. La paix démocratique (Cf. supra), susceptible d'expliquer les conditions d'un état de (in)sécurité à l'échelle internationale.

b. dans la théorie de sécurité humaine, il s'agit de la sécurité pour tous les êtres humains (≠Etat). Elle ne peut être satisfaite que par des moyens militaires →élargissement de l'objet de référence de la sécurité car inclut les droits humains, moyens de communication etc. Constat que les conflits actuels posent des problèmes aux sociétés plus qu'aux Etat (ex des guerres du 20^e). Dimension universelle, question de prévention (pas seulement intervention).

Cette notion de sécurité humaine est une manière de répondre aux nouveaux conflits qui ont surgit après la fin de la Guerre froide, parallèle avec le constructivisme :

Guerre froide	Après guerre froide
Est-Ouest	Nord-Sud
Conflits à haute intensité	Conflits à basse intensité
Alliances	Zones de turbulences
Militaires /techniques	Socio-culturo-éco-environnemental
Dissuasions	Prolifération
Menaces soviétiques	Stabilités régionales

3. approches alternatives (constructivisme, post-structuralisme, théories critiques)

- cherchent à élargir l'objet de sécurité à des questions qui dépassent les enjeux militaires. Extension des acteurs (≠seulement Etat comme dépositaire des réponses), approfondissent la conceptualisation de la sécurité →objet sensiblement différent.

- Cible : centralité du principe de la survie étatique = la sécurité c'est autre chose que la survie de l'Etat.

L'ensemble de ces théories peuvent être assimilées aux théories qui refusent une épistémologie positiviste (théorie constitutives) →Pas de séparation nette entre l'analyse de la sécurité et les politique de sécurité.

L'école de Copenhague

Théorie développée dans les années 80 par Buzen : l'idée de sécurité ne concerne pas que des questions militaires, mais d'autres domaines aussi prioritaires et susceptibles de générer des menaces pour les valeurs d'une société et même pour la survie de l'Etat, notamment :

- Enjeux de la stabilité politique.
- Économique : la crise actuelle comme une menace primordiale actuelle, car elle peut générer des conflits violents.
- environnementaux : pour certain c'est si crucial qu'elles peuvent modifier le recours à la violence organisée ou déstructurer si profondément les sociétés que cela génère une plus grande conflictualité.
- sécurité sociétal : menace à la façon dont les sociétés données s'organisent politiquement ex. de la question migratoire, transformation des identités religieuse →remet en question les valeurs centrale d'organisation d'une société donnée.

C'est à partir de la sécurité sociétal que l'école développe le concept de sécurisation = un processus qui identifie des enjeux comme tellement important qu'ils sont considérés comme

des enjeux de sécurité, dans ce cas il faut les sécuriser → Processus d'identification d'un objet de référence pour la sécurité et aussi des sources de menaces.

La sécurité est une « acte de langage » (Ole Weaver) : le fait de nommer qqch. comme un enjeu de sécurité suffit à développer une politique de sécurité → ça n'existe pas objectivement mais c'est construit socialement (ex arme de destruction massive, immigration, terrorisme, etc.). Introduit alors de nouvelles questions de recherche :

- qui décide qu'une question devient un enjeu de sécurité ? (→ agence de sécurité ? CN ? haut état major de l'armée, ministre de la défense, initiative populaire etc. ?)
- dans quelle condition elle devient un enjeu de sécurité ? → identité collective ?
- quelles sont les conséquences de décréter qqch. comme un enjeu de sécurité ? en quoi cela transforme les valeurs sociales, les priorités d'actions. Cela va jusqu'à des conséquences plus dramatique au niveau de la privation des libertés (Guantanamo = état d'exception au nom de la sécurité).

Approches post-structuralistes

- S'inspire de la sociologie politique internationale (D. Bigo) et refuse une coupure stricte entre la sécurité interne/externe.
- conception dialectique de la sécurité et de l'insécurité : la sécurité consiste à assurer la survie des uns (=impliquant le sacrifice des autres) → on ne peut pas concevoir la sécurité sans l'insécurité.
- lien entre sécurité/insécurité et interne/externe conduit les poststructuralistes à penser la sécurité dans un continuum entre l'exercice normal et le quotidien du pouvoir disciplinaire (violence symbolique) et la préparation au recours exceptionnel à la force armée (sécurité conçue de manière traditionnelle).

Approche critiques

Ces approches considèrent la sécurité comme un construit social. Un de ces courants est plus centrés sur la fonction émancipatrice de la politique de sécurité en considérant que l'objet même devrait être l'émancipation des êtres humains (approfondissement) → élargie le domaine d'étude car ils ne considèrent pas les 5 secteurs de Buzen. Elle cherche à s'intéresser à autre chose que la sécurité de l'Etat mais une prédilection pour l'émancipation individuelle et collective (extension) → « faire de l'être humain, plutôt que de l'Etat ou même de la société, le référent ultime de la sécurité » (K. Booth)

Il y a la même idée de sécurisation mais focalisé sur une fonction émancipatrice en faveur de l'être humain : une politique de sécurité est de libérer l'être humain, atténuer les contraintes qui limitent l'expression des libertés individuelles et collectives → inversion de la perspective de ces approches. Ceci permet de construire ce qu'est une menace et une réponse approprié à ces menaces → on construit différemment l'objet de la sécurité et on évalue différemment les transformations (ex. Sida : politique de prévention, info, responsabilisation individuelle, criminalisation du pape et des entreprises pharmaceutiques etc.)

Concepts : école de Copenhague, dilemme de sécurité, prolifération et non-prolifération*, sécurité, sécurisation, sécurité humaine

Intégration et régionalisme

(Néo)Réalisme

Les enjeux d'intégration et de coopération mettent la question européenne au centre des débats : 'Sans menace soviétique commune et sans gardien américain, les Etats d'Europe occidentale commenceront à se regarder de nouveau comme des chiens de faïence, comme ils l'ont fait pendant les siècles précédant la guerre froide. La coopération sera plus difficile que pendant la guerre froide. Les conflits vont augmenter' (Mearsheimer, février 1990)

La coopération est possible dans les domaines économique, militaire et stratégie (alliance conjoncturelle) et le degré d'intégration dépendra des postulats sur lesquelles repose cette

théorie des grains relatifs : plus ils sont inégalement réparti, plus l'intégration sera grande (stabilité hégémonique).

Fonctionnalisme

→ Approche en RI spécifiquement focalisé sur les enjeux de coopération internationale et de développement des organisations internationales (récemment développée par Woolf et Mitrany).

Interdépendance socioéconomique est en contradiction avec la continuité de la fragmentation politique. Pour résoudre ces contradictions, il faut trouver les moyens d'une plus grande intégration politique. En quoi elle pourrait fonctionner ?

- le fonctionnalisme est en rupture avec d'autre analyse de la coopération internationale (ex. fondée sur le droit international), c'est-à-dire qu'elle n'a ni une forme idéale, formelle ou d'intérêts de l'Etat.
- essentiel = se concentrer sur les fonctions sociales des organisations internationales. ça signifie que ces OI incarnent l'intégration politique plus grande que les traités entre Etats souverains.
- Elle permet de répondre au changement d'échelle qui résulte du progrès technique et donc des besoins de coordination qui découle de ce changement d'échelle.
- se concentre des besoins de la vie quotidienne
- protection des droits économiques et sociaux : La SGM a débouché sur une forte transformation du rôle de l'Etat qui a de nouvelles fonctions dans l'organisation de la vie économique et sociale, qui nécessite un encadrement international (ex : FMI)

↳ 'La sécurité sociale plutôt que la sécurité militaire'

- apports/limites

Fonctionnalisme = théorie de la coopération fondée sur la primauté du socio-économique sur le politique et une théorie de l'intégration fondée sur le dépassement dialectique interne/externe.

Il insiste sur l'indifférenciation entre les acteurs étatiques et non étatiques.

Mise en évidence de la relation entre le welfare et le warfare : le bien/stratégie (politique de puissance).

Il évacue les rivalités idéologiques, et la politisation des mécanismes nécessaires à mettre en place des théories internationales.

Néo-fonctionnalisme

→ E. Haas, L. Lindenberg

S'intéresse à la théorie de l'intégration (européenne), d'abord au niveau économique puis s'est étendue :

Met en évidence l'effet d'engrenage sectoriel et géographique (spillover)

Pour eux, les difficultés politiques d'intégration peuvent être dépassée par le transfert de loyauté bureaucratique = les fonctionnaires ne travaillent plus en tant que représentant de leur Etat d'origine, mais en tant que représentant de l'organisation internationale sous l'impulsion politique et le rôle des élites → socialisation des fonctionnaires.

Intergouvernementalisme

Approche (à mi-chemin entre le réalisme et le fonctionnalisme) développée dans les années 60 par Hoffman puis reprise par Keohane.

- Point d'accords entre ces auteurs : les gouvernements peuvent mettre en commun certain pan de leur souveraineté (ne contestent pas l'intégration ≠ réaliste).
- Sceptiques face à l'idée d'intégration basée sur la socialisation des élites bureaucratiques et politiques. En plus, les groupes d'intérêt qui ont un accès direct à ces organisations ont un poids plus limités au niveau transnational (≠ fonctionnaliste et NF).
- Pour eux, le poids et l'influence du contexte international sur les décisions politiques est en défaveur d'une politique d'intégration (cette pression qui s'exerce sur la politique étrangère des nations membres est plus grande).

- Distinction importante entre la souveraineté et des intérêts vitaux des Etat (high politics) et les aspects secondaires (low politics) → l'intégration est plus aisée dans le domaine de la low politics (enjeux économique) que dans la high politics (survie de l'Etat).
- Ils considèrent qu'il n'y a pas d'intégration positive (=création de nouvelle entité supranationale par ex.) mais une intégration négative (= mécanisme de coopération qui ne remettent pas fondamentalement en jeu la souveraineté de l'Etat).

Approches constructivistes et critiques

→Christiansen et Bieler

Mise à l'agenda alors que pour les marxistes ce seront les structures historique →on se trouve en dehors des processus de décisions.

Les idées et les valeurs sont importantes dans l'explication des mécanismes d'intégration.

Les contraintes fortes vers les politiques d'intégration sont : « issue framing » pour les constructivistes et le néolibéralisme pour les marxistes.

Contrainte structurelle et matérielle : mondialisation et insistance sur le rôle des acteurs non étatiques dans le débat : part des experts et des communautés épistémiques qui sont capables d'encadrer la connaissance nécessaire pour prendre les décisions.

Intégration et « nouveau régionalisme »

Hettne (Goteborg) ont mis en relation ce nouveau phénomène d'intégration dans un contexte de mondialisation, en se focalisant au delà des enjeux de commerce et, de sécurité et des interactions interétatiques →pluralité d'échelles. Ils sont en complémentarité avec intégration mondiale marchés.

Concepts: intégration* et régionalisme.

Multilatéralisme et gouvernance

1. Définitions et conceptions du multilatéralisme

Déf. nominale (de nature juridique): pratique internationale visant à coordonner les politiques nationales dans des groupes de trois ou plus d'Etats

Déf. qualitative : forme générique d'organisation de la coopération internationale et les objets sur lesquels elle porte. Ruggie spécifie ces principes généralisés de conduite par deux caractéristiques fondamentales :

- a. l'indivisibilité : principe valable pour un Etat = valable pour tous les autres →principe d'équité, qui, pour favoriser la paix nécessite la seconde caractéristique
- b. réciprocité : les bénéfices des règles doivent être à peu près équivalents pour tous les membres. Les règles et leurs effets doivent être pareils pour tous. Dans certains cas, pour respecter ce principe, un traitement spécial et différencié est réservé aux pays en voie de développement.

Deux modèles opposés :

- Celui des élites internationales : modèle descendant ou pyramidal (*top-down*) dans lequel on a une union d'autorités souveraines. Sa structure historique charnière est l'ordre westphalien et ces trois principes que sont la territorialité, l'égalité souveraine et la non-ingérence. Ici, la démocratie est sacrifiée sur l'autel de la paix entre les Etats. On respecte la souveraineté des Etats membres de l'union (→pas d'intérêt pour la nature de leur régime politique)
- Celui de la société civile (FSM, altermondialisme) : modèle ascendant ou cylindrique (*bottom-up*) dans lequel on a une fédération de collectifs représentatifs et d'autorité partagée. La structure historique charnière est les Lumières et le républicanisme révolutionnaire, et ses principes sont l'universalité, la libération et l'ingérence. →« Pourquoi l'union protégerait-elle les souverains contre la rébellion s'il n'accorde pas à la société civile une assurance du même type contre la tyrannie des dirigeants ? » Rousseau.

La synthèse contemporaine de ces deux modèles est l'ONU, dont la Charte comprend des éléments des deux modèles, mais reste plus proche du modèle pyramidal :

- La territorialité et l'universalité des droits humains, économiques et sociaux.
- L'égalité souveraine et le droit à l'auto-détermination.
- La non-ingérence et les exceptions humanitaires (ingérence humanitaire).

Charte de l'ONU :

Art.1. Les buts des Nations Unies sont les suivants: ...

§2. Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes...

Art. 2. Principes à suivre dans la poursuite de ces buts:

§1. L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres.

§7. Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat...

Ch.19 : coopération économique et sociale internationale

Art. 55 ... les Nations Unies favoriseront :

1. Le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social;
 2. La solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes, et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation;
 3. Le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion
2. Le multilatéralisme contemporain

Cox a développé une conception critique du multilatéralisme, appelé le « nouveau multilatéralisme » en adoptant un modèle cylindrique ascendant. Il s'intéressera aux relations sociales mondiales pour favoriser une plus grande indivisibilité et réciprocité afin de permettre la plus grande équité (≠ système interétatique soucieux de préserver l'ordre et la stabilité). Les principes fondamentaux sont la démocratisation et l'importance de la contestation des mouvements sociaux globaux (= moyen susceptible de renverser un multilatéralisme pyramidal) →l'altermondialisme fait partie de ce courant.

Avec cette conception alternative du multilatéralisme, Cox parle de trois « post » :

- a. post-westphalien par rapport aux acteurs
- b. post-hégémoniques par rapport au principe de hiérarchie qui favorise la préservation de l'ordre dominant.
- c. post-global par rapport à la réalité à laquelle se réfère l'organisation des rapports sociaux propres à un nouveau multilatéralisme →principe universaliste, de tolérance des civilisations et de pluralisme (≠conception critique d'une organisation multilatérale de la mondialisation).
→Objets spécifiques et engagements normatifs

3. Définitions et conceptions de la gouvernance comme forme particulière du multilatéralisme

La gouvernance : l'action, la manière et le fait de gouverner des détenteurs d'une autorité souveraine.

Généalogie :

- Action de détenir à tort l'exercice entier de la souveraineté →administration coloniale (Silburn, 1910)
- Analyse économique de l'administration des entreprises (1930) : nouvelles formes de pouvoir sur lequel repose les grandes entreprises, fonctions managériales VS propriété du capital →aujourd'hui les dirigeants ≠ propriétaires de l'entreprise.
- Transposition du terme dans les 70' dans la crise fiscale de New-York durant laquelle la politique urbaine a pris le dessus sur le pouvoir local.

- Années 80, gouvernance intervient dans les politiques de développement et les politiques d'ajustement structurel
- Éloignement des pouvoirs constitués et refus des attributs de souveraineté.

4. Enjeux et limites de la gouvernance mondiale

La gouvernance mondiale apparaît à la création de la *Commission on Global Governance* et son rapport *Notre avenir à tous* (1995). Après la chute de l'URSS, il y a une réflexion des élites mondiales sur les façons de concevoir l'ordre international (Brandt).

Dans ce rapport, on définit la gouvernance mondiale ainsi : « *la somme des différentes façons dont les individus et les institutions, publics et privés, gèrent leurs affaires communes. C'est un processus continu de coopération et d'accommodement entre des intérêts divers et conflictuels. Elle inclut les institutions officielles et les régimes dotés de pouvoirs exécutoires tout aussi bien que les arrangements informels sur lesquels les peuples et les institutions sont tombés d'accord ou qu'ils perçoivent être de leur intérêt* ».

Critiques de la gouvernance mondiale

- Définition des acteurs est très large (Etats, ONG, élites, multinationale, etc.) et leur confèrent une autorité dans l'organisation politique du système international qu'ils n'avaient pas jusque là.
 - Ces acteurs n'avaient pas de statut de le cadre des arrangements institutionnels de ces Etats → Ces acteurs sont-ils légitimés à avoir un pouvoir exécutoire ? Quels sont leurs statuts ? a. détiennent leur autorité par la délégation formelle par l'élection (élites), b. acquis des positions en tant qu'élus.
 - Les mécanismes de régulation mêlent différentes questions : coopération et coordination fonctionnelle ou une coopération dans des domaines où il y a de forts enjeux de distribution. La coopération est le problème des biens relatifs (bénéfices attendus), qui ne sont pas les mêmes pour tout le monde → enjeux de pouvoir.
 - Critique du pouvoir et de la hiérarchie : coercition, contrôle, consensus ?
 - Biais idéologique : la gouvernance mondiale critiquée comme étant fidèle à l'idéologie néolibérale.
 - Critique de la *Commission mondiale* sur la dimension sociale de la mondialisation (OIT) → enjeux : l'emprise et l'étendue de l'autorité non-étatique et de sa relation avec les Etats. La plus grande densité des acteurs non-étatiques ne doit pas être comprise comme un jeu à sommes nulles avec les acteurs étatiques, ni comme une instance additionnelle de gouvernance en parallèle aux Etats. L'essentiel dans l'analyse de l'autorité des acteurs non étatiques = le changement de statut de ces acteurs par rapport aux Etats → situation de subsidiarité, de complémentarité et de légalité (≠ avant : concurrence, confrontation, voire d'illégalité)
- Constat de dispersion de l'autorité internationale.

Gouvernance mondiale et intérêts privés

Concepts pour caractériser la gouvernance mondiale et les intérêts privés de cette relation entre les Etats et les acteurs non-étatiques :

- *Constitutionnalisme global* (Gill) : idée de transposer le principe constitutionnel libéral à l'échelle globale, de constituer le pouvoir de l'Etat en définissant les limites, et donc en confiant la capacité du pouvoir étatique à entraver les libertés individuelles → nécessité d'accords internationaux qui limitent la capacité des Etats à mettre en place des politiques qui limitent la politique libérale (ex. l'OMC).
- *dénationalisation* (Sassens) : caractérise les institutions politiques qui reposent sur l'intégration nationale à l'espace international. Cette dénationalisation des segments de l'Etat transforme trois éléments constitutifs des sociétés dans le long terme : le territoire, l'exercice du droit et la nature de l'autorité (≠ centralisé au sein de l'Etat mais fragmenté dans les agents spécialisés).

- *privatisation de l'Etat* (Bayart) : Etats périphériques mettent en œuvre des politiques qui confèrent un ensemble de compétences à des acteurs privés, favorisées par les institutions multilatérales (FMI, la BM, etc.)
- *autorité privée internationale* (Culter, Haufler, Porter) : l'important = l'Etat reconnaisse l'autorité des acteurs privés.
- *Gouvernance privée transnationale* (Graz/Nölke)

Lieu de transfert d'autorité :

→ Sources formelles (= la sphère publique).

→ Espace formel de ces projections de délégation d'autorités où l'on a formalisé la cohabitation des sphères publiques et privées.

→ Dans l'espace informel d'autorité, où le pouvoir structurel transfère entre des acteurs non-étatiques et/ou privé.

Gouvernance privée transnationale: quelles limites ?

- au niveau de la transnationalité : elle est limitée car beaucoup de compétences fonctionnelles ont une importance territoriale (≠ déterritorialisée). Ensuite, l'envergure spatiale de ces autorités ne sont pas mondiale, mais régionales (au sein de l'Europe) et excluent le Sud de ces programmes de gouvernance multilatéraux, sauf pour leur imposer des programmes de privatisation.

- Prise en compte des acteurs privés : ces mécanismes de coopération prennent en compte que les grandes entreprises transnationales, les grosses ONG, les associations professionnelles qui relatent des intérêts corporatifs → pas tous les acteurs privés. En plus, les Etats influencent la reconnaissance (ou le sauvetage) étatique ou intergouvernementale et intervient dans les périodes de crises.

- La gouvernance : le consensus n'exclut pas les mécanismes de domination structurels et non-intentionnels. Bien qu'il y ait un ensemble de mécanismes de coordination informelle, ils sont relativement instables et n'excluent pas d'autres mécanismes plus formels et hiérarchiques.

Concepts : coopération, multilatéralisme, OI, gouvernance, régulation, ONG

Economie politique internationale

Genèse du champ d'étude en relations internationales

Il y a deux définitions qui sont assez exemplaires du spectre de compréhension de l'économie politique internationale (EPI) :

- Celle de Gilpin, qui nous dit que l'EPI s'intéresse à l'existence parallèle et à l'interaction dynamique de l'Etat et du marché, en considérant que l'un n'existe pas sans l'autre et vice versa.
- Celle de Strange, une des pionnières de l'EPI, qui nous dit que ce champ d'étude s'intéresse aux arrangements sociaux, politiques et économiques relatifs aux systèmes globaux de production, d'échange et de distribution, ainsi que le mélange de valeurs qu'ils incarnent. Les enjeux relatifs à l'organisation matérielle des sociétés sont ici conçus dans leur dimension sociale, mais aussi imaginaire et politique.

À partir de ce type de définition, on peut réfléchir à tout un ensemble d'objets en relation avec l'économie mondiale mais qui seraient conçus comme des lieux ou des instances spécifiques de pouvoir politique avec de nombreux enjeux de lutte pour savoir qui contrôle

cette économie mondiale, certains aspects de celles-ci, qui en profitent, au détriment de qui, et comment la diriger et l'organiser avec ces objectifs en tête. Ces études de différents ordres sur les rapports entre les marchés et les différentes structures politiques peuvent être conçues de manière plus ou moins étroite ou plus ou moins large. On s'intéresse à la fois aux conséquences socio-politiques des phénomènes économiques, mais aussi à leurs fondements socio-politiques. Ces phénomènes ne peuvent pas être conçus en dehors de ces fondements qui les font exister (les marchés sont construits). Mais lorsque les marchés fonctionnent et interagissent, il y a aussi des implications et des conséquences socio-politiques.

Le contexte d'émergence de l'EPI se situe dans les années 1970. Ce type de réflexion sur les interactions entre économie et politique, entre organisation matérielle des sociétés et organisation politique des sociétés, peut remonter au mercantilisme (XVI-XVII^e siècle), puisque que c'est à cette époque là que la sphère économique prend une existence en tant que telle, donc que se développe une réflexion entre économiste et politique. Dans les années 1970, on assiste à une interdépendance croissante entre pays principaux du système international et à une montée en puissance d'acteurs qui auparavant ne comptaient pas du point de vue de leur puissance économique, à savoir le Japon, les pays membres de la CEE (Communauté économique européenne) et les firmes multinationales. Il y a aussi une prééminence des enjeux économiques dans l'ordre du jour international : le choc pétrolier, la chute du système de Bretton Woods, les revendications pour un nouvel ordre économique international porté par un ensemble de pays du Tiers-monde soutenu par les pays exportateurs de pétrole qui cherchent à changer les règles du système économique international considéré comme trop en défaveur des pays du Sud. On est donc dans une situation de crise économique importante, partie de l'entrée en crise du fordisme qui a caractérisé les Trente glorieuses, fondées sur la modernisation des moyens de production et d'une stabilité économique dû au partage des gains de productivité. Ce système entre en crise dans les années 1970 et a alimenté un certain nombre de débats pour mettre en place un nouveau système. Dans ce contexte-là, que faire ? Il faut réfléchir aux interactions entre l'économie internationale et les relations internationales.

Strange dit qu'il y a une négligence mutuelle malheureuse, car l'inégalité croissante à laquelle conduit l'ordre économique international de l'après-guerre a des conséquences telles qu'il remet en cause aussi l'ordre politique international. On ferait mieux de faire attention aux questions d'économie internationale dans les relations politiques internationales et inversement. Les deux champs d'étude sont confrontés à une problématique commune dans les années 1970 où l'on assiste à un changement systémique. Cette idée de changement systémique est dénommée *The really big question*. Face à ce changement systémique, il y a deux solutions : soit il faut restaurer l'ordre dominant, soit il faut le changer.

Structuration du champ d'étude : théories orthodoxes vs critiques

Restaurer l'ordre dominant : théories orthodoxes. Elles réfléchissent aux conditions dans lesquels l'ordre peut être restauré. La réflexion par rapport à la discipline des relations internationales se projette sur la façon de surmonter le dilemme de sécurité. Deux types de réponses sont faites :

- La première est l'approche libérale qui considère que le système économique international fait valoir une mutualité d'intérêts entre les Etats, qui est plus importante que la rivalité de puissance entre ces Etats, ou même de la rivalité économique de ceux-ci. La mutualité des intérêts économiques surpasse la rivalité des intérêts politiques. Ces réflexions renvoient à l'interdépendance complexe d'une part et de la théorie des régimes néolibérale, dans lesquelles les gains absolus sont plus importants que les gains relatifs.
- L'autre courant de pensée est proche du réalisme, considère que l'asymétrie de puissance est garante d'un ordre économique international libéral. On a ici ces éléments de la théorie de la stabilité hégémonique, qui a été formalisée par Gilpin et

reprise par Kindleberger, qui montrait la crise des années 1930 était due une situation de crise hégémonique où la Grande-Bretagne ne pouvait pas et les Etats-Unis ne voulaient pas. Il faut un Etat dominant pour imposer un ordre économique international libéral. Une autre version du néoréalisme est celle de la théorie des régimes néoréaliste, selon laquelle l'asymétrie des gains relatifs dans le cadre des accords de coopération est garante de la coopération pour précisément pouvoir garantir l'adhésion des plus puissants à ces mécanismes de coopération, car sans des gains substantiels en leur faveur il n'aurait aucun intérêt à coopérer dans un système dans lequel ils dominent déjà.

Changer l'ordre dominant : théories critiques. Elles contestent l'ordre dominant et mettent à l'épreuve cette crise et ont l'objectif de mettre en place une réflexion susceptible de changer cet ordre. Ce qui les intéresse, se sont les conditions matérielles et normatives qui vont canaliser les possibilités de changement social. Il y trois types de réflexion :

- Celles focalisée sur la hiérarchie centre-périphérie qui dépasse l'anarchie internationale. C'est la théorie du système-monde. C'est l'inégalité du développement socio-économique du capitalisme et dont la façon de ces inégalités influent sur la capacité d'exercice réelle de la souveraineté.
- Le deuxième axe s'intéresse au pouvoir transnational du capital, et donc à la façon dont le capital exerce un pouvoir à l'échelle transnationale. L'exercice de ce pouvoir doit être pensé dans son interaction. Les relations économiques internationales ne sont pas ici des relations politiques internationales sur les questions économiques, mais dans une logique économique transnationale qui repose sur un système de pouvoir propre au capitalisme qui faire valoir les intérêts propres au capital, c'est-à-dire la capacité de pouvoir contrôler la production et les objets produits dans le cadre de cette production, et le pouvoir politique dans lequel s'inscrit le pouvoir du capital qui lui est fragmenté sur une autre base que le pouvoir du capital (secteur financier/économie réelle). Le pouvoir du capital ne peut pas exister en dehors du pouvoir politique. Système d'autorité politique fragmenté ; Matérialisme.
- La troisième réflexion s'intéresse aux relations asymétriques entre autorité ou marché dans quatre structures de pouvoir (pouvoir structurel) qui sont la sécurité, la production, la finance et le savoir. Ces quatre structures sont inter-reliées les unes aux autres, et dans chacune de ces structures, il faut se poser la question de savoir si le pouvoir est plutôt dans les mains de l'autorité ou plutôt entre les mains du marché.

Le *pouvoir relationnel* est la capacité de A d'obtenir de B une action qu'il ne ferait pas autrement. Le *pouvoir structurel* au contraire est plus large puisqu'il va se projeter sur la capacité à définir et canaliser les règles du jeu dans lesquelles se font les comportements et les représentations de ces actions des acteurs.

Entre ces deux pôles, on a un champ d'étude qui s'autonomise graduellement. Si certains auteurs s'intéresseront plus au question de la science politique et donc à l'influence des structures internes sur la politique étrangère, d'autres s'y s'intéresseront aux conséquences des différents types d'interdépendance structurelle de l'économie mondiale sur la politique intérieure. On définit souvent l'EPI comme une opposition entre l'Etat et le marché. En fait, les deux ne sont pas équivalents ; on peut avoir des relations de pouvoir dans les marchés comme on peut avoir des questions de production au sein de la politique étatique. Ainsi, certains auteurs s'intéresseront aux relations entre pouvoir et richesse transcendant l'opposition Etat/marché. Dans ce champ d'étude, on assiste à l'abandon du stato-centrisme et on s'intéresse aux nombreux apports des sciences sociales comme l'économie, le droit, l'anthropologie, la psychologie sociale, etc.

Problématiques, objets, acteurs

Les types de question de recherches sont larges :

- Quelles variables déterminent le comportement des Etats en (dé)faveur de la gouvernance du système économique international / d'un régime donné ?
- Quelle relation établir entre échelle des marchés, niveaux de richesse et puissance?
- Quelle configuration de forces sociales (fraction de classes) contrôle le mieux la production, la distribution et la consommation des biens et des services?
- Quelles sont les victimes des mécanismes de domination propres à une organisation capitaliste des conditions matérielles de la vie en société?
- *Qui buino ?* (à qui cela profite-il ?)

Il y a un élargissement et un approfondissement des objets d'investigation : commerce, monnaie & finance, production & investissement, développement, environnement, migrations, santé, sciences et technologie, logique économique violence organisée (crime organisé, terrorisme, guerre).

Les acteurs internationaux deviennent de plus en plus hétérogène en fonction de l'ouverture initiée par les approche critiques : Etats, organisations internationales, firmes multinationales, ONG, mouvements sociaux, syndicats, associations professionnelles, élites transnationales, communautés d'utilisateurs, etc.

Négligence mutuelle ?	
Positivisme et empiricisme	Historicisme et réflexivisme
Théorie rationaliste explicative et mod de causalité	Théorie herméneutique constitutive et problématisation des phénomènes observé
Économicisme et nationalisme méthodologique	Méthode socio-historique et approche transnationaliste

Négligence mutuelle entre approches orthodoxe et approches critiques ? Oui, car il n'y a presque pas de lien entre les deux. Les premières sont fondées sur une épistémologie positiviste et empiriste, donc sur une théorie de la connaissance qui stipule une réalité indépendante d'une théorie capable de l'expliquer, alors que les secondes sont plutôt dans une réflexion historiciste et réflexiviste, le fait même de produire une connaissance sur l'objet contribue à le modifier, il y a une interaction entre les faits et les valeurs. Les premières sont rationalistes et explicatives. Les secondes considèrent que ces théories sont constitutives (théorie qui n'est pas indépendante de la réalité), herméneutiques (on ne peut pas expliquer la réalité, mais l'interpréter) et cherchent des problématiques observées. Les premières sont économicistes et nationalisantes. Les secondes sont tirées des méthodes socio-économiques qui réfléchissent à une échelle transnationale.

Concepts : authority, Bretton Woods (système de), fordisme/postfordisme, mercantilisme, multinationales (firmes), concepts néomarxistes (claroline)

La mondialisation

Enjeux et définition

La mondialisation est un concept controversé. On peut se demander s'il est utile de l'utiliser puisque ses utilisations sont différentes selon les auteurs. Il y a des phénomènes, des données empiriques, etc. qui laissent penser qu'il y a quelque chose que l'on peut appeler « mondialisation », différents phénomènes qui traversent les frontières étatiques et qui peuvent être regroupés autour de ce concept vague. La mondialisation est un phénomène en elle-même et non une explication universelle de phénomènes récents. Il est utile à l'étude

des relations internationales et de l'économie politique internationale, à condition de bien définir ce concept et de ne pas le prendre comme explicatif.

Il y a cinq définitions larges de la mondialisation selon Jan Aart Scholte :

- *Internationalisation*. C'est l'idée qu'il y a des relations transfrontalières, notamment les échanges économiques et financiers, le caractère international de la production, les mouvements migratoires, etc. Selon certains auteurs, la mondialisation peut être réduite à l'internationalisation de différents aspects de la vie sociale (économie, études, carrières, etc.).
- *Libéralisation*. Il s'agit de l'abolition des barrières qui pèsent sur les échanges internationaux (droits de douane, quotas, barrières tarifaires, etc.). La mondialisation est ici symbolisée par l'OMC, qui est en charge de réduire ces barrières au commerce.
- *Universalisation*. La mondialisation comme universalisation va beaucoup plus loin que l'internationalisation. Il s'agirait d'une convergence culturelle, qu'on fasse tous partie d'un grand ensemble, citoyen du monde. L'essence même d'être humain implique qu'il y ait des similitudes entre les différents citoyens du monde. C'est un retour à l'essence même de l'être humain.
- *Occidentalisation (américanisation)*. C'est l'idée que l'Occident, depuis la mondialisation (tout dépend à partir de quand on la fait débiter), exporte son modèle politique, économique (démocratie de marché) et culturelle dans différentes régions du monde qui avant ce phénomène de mondialisation étaient plus coupées du monde ou avaient une identité plus marquée.
- *Déterritorialisation*. C'est-à-dire une reconfiguration géographique des rapports sociaux. C'est l'idée que les rapports sociaux et économiques étaient organisés historiquement depuis le XIX^e siècle sur un territoire donné qu'est l'Etat-nation. La déterritorialisation serait l'idée selon laquelle l'espace social n'est plus limité aux frontières étatiques. C'est également l'idée de la mondialisation comme compression de l'espace-temps, c'est-à-dire que la perception que l'on a de l'espace et du temps est reconfiguré par la mondialisation, le développement des technologies de la communication et de l'information.

Ce sont cinq visions différentes de la mondialisation. Il s'agit évidemment d'une séparation idéal-typique.

Phénomènes mondiaux

Toutes ces définitions se rejoignent dans un constat qu'il y a des phénomènes mondiaux qui dépassent les frontières des Etats, ce qui valide le concept de mondialisation.

Il y a d'abord des flux transfrontaliers qui augmentent depuis les années 1970, tels que les communications, la production, le commerce, la finance, les migrations, etc.

Ensuite, un autre phénomène mondial concerne les formes d'organisations mondiales qui ne sont plus limitées à l'Etat-nation. Il y a des agences de gouvernance mondiale qui ont pris un poids de plus en plus important avec la mondialisation depuis les années 1970 (ONU, Banque mondiale, OMC, FMI, CPI etc.). Elles produisent des normes qui sont parfois directement contraignantes pour les individus. Les entreprises se sont également fortement mondialisées (Nestlé, Toyota, etc.). D'autres types d'associations se sont aussi mondialisées, comme les syndicats, les ONG, les organisations religieuses, etc.

Encore, il y a aussi des problèmes mondiaux qui dépassent les frontières : les problèmes environnementaux, les pandémies, les crises financières, le terrorisme et la criminalité mondialisés, etc.

Ensuite, on assiste à la naissance d'une conscience mondiale. De nombreuses personnes à l'échelle mondiale partagent des symboles culturels mondiaux (films, livres, etc.). Il y a l'idée d'une solidarité mondiale (tsunami) qui émerge. McLuhan parle de village planétaire. Ces phénomènes de conscience mondiale se sont développés depuis la fin de la Guerre froide, avant laquelle le monde était divisé selon deux modèles opposés et hermétiques.

Les phénomènes mondiaux, qui sont parfaitement objectifs et dont on voit l'augmentation depuis les années 1970, permettent de montrer qu'il y a un phénomène qui s'appelle mondialisation. Elle existe et il faut l'analyser. Il y a un besoin théorique à le faire, dans la mesure où la conception conventionnelle des relations internationales en termes de relations entre Etat-nations est mise à mal par le phénomène de mondialisation.

Différentes approches de la mondialisation

Les thèses hyperglobalistes. Harvey a développé l'idée qu'avec la Chute du Mur de Berlin, avec le triomphe de l'économie de marché, de la démocratie et du capitalisme, les Etats comme entités territoriales n'avaient plus lieu d'être est que l'on allait assister à la mise en place d'un capitalisme mondialisé et d'une démocratie libérale. Les territoires disparaissent et il est nécessaire de trouver une nouvelle manière d'organiser la vie sociale à l'échelle mondiale. Ainsi, la mondialisation remet complètement en cause l'existence de l'Etat. Omaha reprend l'idée de mondialisation heureuse, c'est-à-dire que c'est la fin du communisme, de la guerre, des dictatures, de la pauvreté, car le capitalisme pourrait offrir de la richesse à tout le monde. Pour T. Friedman, le marché a pris le pas sur les Etats et les frontières s'estompent. Par contre, les inégalités augmentent avec la mondialisation, notamment entre les riches et les pauvres, non seulement entre les Etats, mais également l'intérieur des Etats mêmes. Dans un contexte de mondialisation, l'Etat n'arrive plus à assumer ses fonctions de distribution des richesses et le fossé entre riches et pauvres s'agrandit. Une autre idée qui se développe dans cette période de crises est que la mondialisation provoque la fin des Etats et le triomphe des marchés.

Thèses sceptiques. Elles disent que l'Etat ne s'efface pas devant le phénomène de mondialisation et que celui-ci reste l'acteur principal des relations internationales. Même si l'économie est devenue plus importante, le politique reste au dessus de l'économie et l'Etat peut y imposer ses vues (régulation, nationalisation, etc.).

Approches dialectiques/critiques. Pour elles, il y a une dialectique entre l'Etat et le marché. Cerny parle de l'Etat concurrentiel, dans la mesure où c'est lui-même qui décide de subir la pression des marchés (baisse d'impôts pour attirer les entreprises étrangères par exemple). Il ne subit donc pas le marché, mais est un acteur de la dérégulation du marché. De plus, le capital possède un pouvoir structurel qui s'est accrue avec la mondialisation. Ces thèses avancent qu'il n'y a pas de perte du national en faveur de l'international, ni l'inverse, mais qu'il y a une dialectique entre les deux. Enfin, il faut utiliser différentes théories pour aborder la mondialisation dans sa complexité.

Dimension politique de la mondialisation

De nouveaux acteurs et objets de la politique mondiale qui ne sont pas les Etats deviennent légitimes à être étudiés dans les relations internationales. Ces acteurs sont très étudiés par l'économie politique internationale. Les acteurs privés deviennent également des acteurs politiques au niveau mondial et ne se limitent pas seulement au domaine de l'économie. Les objets étudiés vont plus loin que les relations entre Etats et leurs intérêts nationaux et stratégiques.

La mondialisation engendre une reconfiguration des rapports de pouvoir. Il y a des inclus et des exclus dans ce phénomène. La caractéristique principale est le transfert de l'économie entre les Etats-Unis et l'Europe, des Etats-Unis et l'Asie du Sud-Est. On assiste à la remise en question du stato-centrisme et de la séparation interne/externe, cette dernière devenant floue.

Avant il y avait une distinction claire entre interne (politique intérieure) et externe (relations internationales). Le fait qu'elle devient plus floue pose des problèmes pour la théorie.

Concepts : frontière, migration internationale, mondialisation, competition state

Prise de notes du documentaire *Le cauchemar de Darwin*

Production : France, 2005.

Attention : polémique, tout ce qui est dit n'est pas prouvé. C'est un documentaire engagé. Donc ni objectif, ni neutre.

Lac Victoria, Tanzanie.

- L'arrivée de la perche du Nil:
 - Le poisson n'était pas là avant, la perche du Nil a été introduite par quelqu'un, elle a dévoré tous les autres poissons. Mais économiquement c'est bien, car pas de travail sinon. Toutes les villes du bord du lac dépendent du poisson. Depuis, 210 espèces ont disparus qui entretenaient l'écosystème.
 - 2ème plus grand lac du monde, il menace de s'assécher et donc d'entraîner la mort de tous les pêcheurs. Les délégués européens font comme si tout allait bien.
 - 1er produit d'exportation de la Tanzanie. Le gouvernement envoie des messages aux pêcheurs pour leur dire qu'ils ont une bénédiction et qu'il faut en profiter, sinon pas de travail.
- Exportations : Les avions arrivent vides depuis l'Europe (souvent Russie parce que moins chers et ont une plus grande capacité) et repartent après avec du poisson une fois les cales pleines (env.55 tonnes), ce qui peut prendre du temps. En attendant, les pilotes vivent sur place, métier difficile.
- Emplois sur place :
 - Pêcheurs : matériel rustique, bateaux en bois
 - Surveillance du poisson pêché.
 - Gardien de l'*Institut national de la pêche*, 1\$/nuit, ordre de tuer si quelqu'un franchit la clôture.
 - Entreprise d'exportation, emploie 1000 personnes depuis 10 ans.
 - Installation des poissons sur des étagères en bois. Problèmes avec le gaz ammoniac, abîme les yeux, le ventre.
- La population (conditions de vie):
 - Les enfants ont pour la plupart un des deux parents morts (SIDA ou accidents). Certains vivent dans la rue, ils fument, se battent, dorment dehors, mendicité, prostitution. Les filles restent auprès des jeunes garçons pour être en sécurité.
 - Beaucoup de morts à cause du SIDA, pauvreté, pas de débouchés professionnels, les enfants doivent souvent fuir leurs familles car alcoolisme. 45 à 50 morts tous les 6 mois, du SIDA ou de pauvreté.
 - Certaines femmes, après la mort de leur mari sont condamnées à se prostituer pour survivre, certaines ont le SIDA donc contaminent d'autres personnes. Les pasteurs essaient de les faire arrêter la prostitution, mais ils ne leur conseillent pas d'utiliser des préservatifs (pêché).
 - Les autochtones ne mangent pas ce poisson, car après tout le processus de transformation il est trop cher. Des millions mangent ce que les avions ne prennent pas (les carcasses)
- Les faits :
 - Chaque jour 2 millions de Blancs mangent du poisson du lac Victoria. Les avions provenant d'Europe n'apportent rien d'utile à la population, alors qu'il y a de la famine. Un jour un avion provenant d'Europe est arrivé avec plein d'armes pour l'Angola, le Président a dit qu'il allait suivre l'affaire mais plus de nouvelles. Un pilote raconte qu'une fois, il a fait un vol pour l'Angola, il y a

amené des tanks, puis direction Johannesburg pour prendre du raison pour l'Europe.

- La tour de contrôle n'a pas de matériels pour communiquer avec les avions, pas de radios, ils correspondent avec des lampes de couleur. = nombreux accidents aussi à cause d'avions surchargés.
- Il n'y a pas de médecins dans les villages (camps de pêcheurs), donc si malade, rentrer chez soi quand plus capable de travailler ou alors aller en ville pour essayer d'être soigné si la force.

Le développement

Introduction texte *La politique internationale* de Ariffin et de Senarclens:
 Les organisations internationales genèrent un modèle normatif de société. Elles l'imposent à leurs états membres => créent les règles du système international.
Concept de développement: a constitué un répertoire de légitimation utilisé par tous les acteurs de la scène internationale --> conceptions (principales théories sur l'économie et la sociologie du développement mais également celles qui contestent les perspectives officielles) qui prévalent dans ce domaine sont proches des idées en vigueur dans les principaux pays industrialisés.
ONU (et ensuite Bretton-woods): rôle prédominant dans la propagation des idéaux du développement économique et social, dans les conceptualisations des politiques à poursuivre, dans la définition des programmes d'assistance technique et financière aux pays pauvres.

PLAN

- Problématique et enjeux de définition
- Economie politique du développement
- Perspectives d'analyse

Discours de Truman en 1949: notion de pays « sous-développés » utilisée pour la première fois. On commence alors à mettre en place à travers l'ONU des programmes de développement.

Une problématique familière

- Mondialisation et intégration. Idée que le monde ne fait plus qu'un aujourd'hui.
- Idée de pays émergents qui entrent dans un processus de modernisation --> fin des *bons sauvages*. [Image du siège d'Infosys en Inde (80 000 employés) --> ressemble à un campus américain. Montée en puissance dans les secteurs technologiques des pays en développement.]

Autre facette du développement:

- Inégalité et polarisation
- Domination, exploitation et exclusion
 --> Comparaison des PIB des 20 pays les plus pauvres et les plus riches. Le PIB des pauvres restent extrêmement bas alors que celui des riches augmente de manière indécente.

Un concept polysémique

Concept très différents selon ce qu'on regarde (multinationale ou pays pauvres). Mais il s'agit toujours:

- Description d'une situation problématique (pays arriérés à développés dans les 40's)
- Explication de cette situation problématique (siècle des lumières, révolution industrielle, colonialisme et impérialisme ou autre chose...)
- Prescription pour y remédier (réformer l'agriculture pour faire face à la famine par exemple)

- Acteurs et institutions pour mettre en oeuvre ces différentes politiques

-- > Question qu'on peut se poser: Est ce que c'est véritablement un objet des RI? *Oui et non*
Un objet controversé des relations internationales

- Dans une perspective d'anarchie internationale, d'ordre et de sécurité -- > les questions de développement ne sont pas pertinentes, ou du moins marginales.
- Dans une perspective de hiérarchie internationale, de transformation et d'émancipation -- > ici, le développement est au coeur du problème car renvoie directement à un rapport hiérarchique, à des rapports de domination et à des changements structurels qu'ils suscitent. Possibilités de se soustraire à ce rapport. Revendications sont mises en place selon les rapports de domination.

Economie politique du développement 1945-1960 : décolonisation

Changements importants issus de l'ONU. Ces principes de développement économique et social vont donner lieu, petit à petit, à la mise en oeuvre de politiques visant à transformer des rapports internationaux pour pouvoir répondre à ce besoin de développement.

Empires coloniaux français et anglais. États-Unis et URSS (colonialisme condamné par le marxisme comme étant l'expression de la domination capitaliste. En URSS, il y avait *la doctrine marxiste* des nationalités, les peuples pouvaient en quelque sorte s'auto déterminer) veulent mettre fin aux empires coloniaux, c'est eux qui ont rendu possible cette dynamique (lutte armée, ... Guinée Bissau indépendante du Portugal en 74)

- Démantèlement à large échelle des empires coloniaux en Asie et Afrique
- Lutttes anticoloniales et prises de pouvoir
- Souveraineté formelle, mais autonomie (économique) limitée
 États deviennent plus ou moins indépendants (1960), mais autonomie toute relative en particulier dans le domaine économique.
- Nationalisme économique, croissance économique tout cela dans le cadre de la construction de L'État.
 Dans ce contexte, les premières mesures sont le développement de l'économie nationale, la croissance des richesses et la création d'un état indépendant. Les moyens pour y parvenir sont inexistantes car manque d'infrastructures, de technologie, d'universités.
- Mise en place du programme d'assistance technique (Point IV, PEAT -- > programme élargi d'assistance technique).
 Situation idéalisée: un problème: arriération économique des pays en voie de développement, on met donc en place ce programme pour y remédier. Mais ce programme est très restreint et ridicule par rapport aux sommes notamment données pour le plan Marshall.

1960's: modèles concurrents

Contexte de Guerre froide: développement d'une doctrine économique concurrente.

◆ **Théorie de la modernisation**

(W.W. Rostow; A. Lewis; S. Huntington) -- > compétition est-ouest. Modèle capitaliste doit être capable de rivaliser avec le modèle communiste (modèle communiste a réussi a complètement faire changer sont économie entre 1917 et 1939. Avant, c'était un pays arriéré et en 1939, le pays était prêt à rivaliser avec l'Allemagne -- > grand succès). Les modèle capitaliste doit faire mieux que ça.

Vision classique:

- Développement économique suit modèle (occidental) universel: arriération et « rattrapage » par rapport aux modèles occidentaux possible grâce à de bonnes politiques. Toute la planète entière doit converger vers un type de sociétés types qui

prévalait déjà aux États-Unis dans les 60's.

- **Modernisation de l'économie** des sociétés traditionnelles.
-- > Changer les structures sociales pour rompre avec un modèle traditionnel de sociétés.
- Transfert massifs de technologies, capitaux et d'expertise technique
- Consensus libéral sur le principe de développement économique orienté vers les **exportations**. Cela se fait avec l'appuis de l'intervention massive des états. Ici, on est pas dans un système néo-libéral. Pour pouvoir mettre en place ces changements, mise en place d'un État qui intervient beaucoup. Planification de l'économie, exportations, mobilisation des capitaux, développement des infrastructures avec cette idée de renverser le cours traditionnel des économies arriérées.

Cette vision se donne en écho avec la vision que les États-Unis ont d'eux-même: destinée manifeste. Rôle civilisateur par rapport au reste du monde.

Destinée manifeste des États-Unis: *God has not been preparing the English-speaking and Teutonic peoples for a thousand years for nothing but vain and idle self-admiration. No! He has made us the master organizers of the world to establish system where chaos reigns... He has made us adept in government that we may administer government among savages and senile peoples* (Speech (1900) by Senator Albert T. Beveridge from Indiana, USA (1899-1911))

◆ Industrialisation selon le modèle socialiste

-- > Soutenu par l'URSS et par la Chine

- Rôle clé de L'État et de la planification économique; économie socialiste
- Processus de développement accéléré: Passage rapide d'une société agraire -- > société industrielle. Ex: Chine et URSS. Un élément sur lequel divergent fortement les auteurs libéraux et socialistes est l'insertion dans l'économie mondiale. Selon le modèle socialiste, l'industrialisation va se faire par substitution des importations, c'est-à-dire qu'au lieu d'exporter des matières premières pour importer des biens manufacturés, il s'agit de mettre en place une politique nationale d'industrialisation qui permettra de se passer de ces importations et d'accroître son indépendance économique tout en continuant son chemin vers la croissance économique. Alors que le modèle libéral base son processus de développement économique sur les exportations.

1970's: Nouvel ordre économique mondial

Dans les années 1970, ce sont les années chaudes sur la scène des rapports Nord-Sud avec la montée en puissance d'un certain nombre de pays du Tiers-Monde qui avaient des revendications beaucoup plus fortes. Ils auront une grande capacité à s'allier avec les pays exportateurs de pétrole dont certains étaient progressistes.

- Revendications des pays pauvres de réforme de l'économie mondiale dans le cadre de l'ONU; réponse politique aux inégalités structurelles (revendication de la modification des règles structurelles des pays gouvernants -- > résolution pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Va loin dans l'affirmation des nouveaux droits économiques conférés aux États du tiers monde)
- Tiers-mondisme et mouvement des non alignés
(pays nouvellement indépendants qui revendiquaient une place dans le monde international indépendante de l'ouest ou l'est), G77 (groupe dans lequel négocient tous les pays en voie de développement au sein de la CNUCED¹, syndicat des pays du sud), OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole)
- Emprise théorique de la dépendance²

1 Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, créée en 1964 en tant que mécanisme intergouvernemental permanent.

2 **Théorie de la dépendance**: soutient que la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays du

Conceptions du développement qui divergent du modèle classique. Nouvelles conceptions du problème: Théories structuralistes et de la dépendance -- > La crise du développement est l'expression du développement des pays risqués donc c'est à eux de régler le problème.

Emprise des théories de la dépendance qui mettent en avant la dégradation des termes de l'échange; domination des firmes multinationales et exploitation de la paysannerie.

- Politiques de développement
Comme il y a des inégalités structurelles dans le système international, il faut mettre en place des programmes qui pourraient limiter ou renverser cette situation -- > contrôle et stabilisation des prix des matières premières (car pays en développement sont les premiers exportateurs de matières premières), souveraineté sur les ressources nationales (cible: firmes multinationales, compagnies minières qui empochent tous les bénéfices pour leur pays) et nationalisations; préférences commerciales (les pays en développement n'ont pas besoin d'appliquer les mêmes règles commerciales que les autres pays pour se protéger) et transferts de technologie
- **Déclin:** résistance au Nord face à ces projets, manque d'unité au Sud (entre pays exportateurs de pétrole et les autres), crise de la dette (prix du pétrole augmente, pays exportateurs deviennent très riches, pétro-dollars, banques US se trouvent gonflées de ces dollars et doivent les prêter avec taux d'intérêts très bas et donc les dictateurs tombent dans le piège. S'endettent à mort et ne peuvent même plus rembourser le service de la dette, car les taux d'intérêts ont très augmentés. Et on est toujours pas sortis de cet endettement).

1980-90' : Consensus de Washington

Terme utilisé pour la première fois en 1989 pour décrire ces six points qui ont été mis en place pour faire face à la crise de la dette :

1. Discipline budgétaire
2. Rigueur monétaire
3. Privatisation
4. Ouverture commerciale
5. Levée du contrôle des mouvements de capitaux
6. Priorités politiques de l'administration américaine

Ces points sont au centre des conditions de prêts que le FMI et la Banque mondiale ont imposées dans les programmes d'ajustement structurel qui étaient supposés venir en aide aux États qui ne pouvaient plus faire face à leurs engagements financiers. Ces institutions interviennent lorsque les banques centrales ne sont plus en mesure d'intervenir pour payer les banques auxquelles elles doivent de l'argent. Ces États s'adressent au FMI et à la Banque mondiale pour obtenir des dollars. Ils vont les obtenir à condition d'adopter les programmes d'ajustement structurel.

Sud est la conséquence de processus historiques mis en place par les pays du Nord ayant comme résultat la dépendance économique des pays du Sud. S'oppose à la théorie de la modernisation qui prétend que les pays sont à un stade inférieur de leur développement ou que ces pays ne sont pas intégrés dans l'économie globale. Pour la théorie de la dépendance, ces pays sont intégrés mais sont structurellement mis en état de dépendance continue en appliquant, par exemple, l'interdiction de la production nationale de produits devant être achetés auprès des compagnies coloniales. Pour André Gunder Frank, la dépendance des pays du Sud s'explique historiquement par la colonisation et par les échanges commerciaux inégaux (par les compagnies comme la Compagnie néerlandaise des Indes orientales ou encore la Compagnie anglaise des Indes orientales). Deux dynamiques: 1. Les pays les plus pauvres sont dans l'obligation de fournir des ressources naturelles ou de la main d'œuvre bon marché aux pays les plus riches. Ces obligations sont le résultat de l'histoire de la colonisation. 2. Les pays les plus riches ont mis en place un ensemble de contraintes (légales, financières techniques et autres) qui ont rendu les pays les plus pauvres dépendants. Ces contraintes sont, entre autres, le résultat d'un transfert technologique déficient entre les pays riches exportateurs de la technologie et les pays pauvres du Sud qui en sont dépourvus.

Retournement de la politique -- > néo-libéralisme: privatisation, intégration des marchés au niveau international, rigueur monétaire -- > protection de la valeur de l'argent au détriment des salaires qui ont tendance à diminuer.

2000's: Après consensus de Washington

- Échec de ce consensus (reconnu par les institutions)
- Crise des pays émergents
- Difficultés des transition à l'Est
- Pauvreté et inégalités persistantes
Face à ce constat = > Élargissement de l'ordre du jour: prise en compte du rôle de l'État, environnement, mise en place de politiques sociales, prise en compte de la conception genre, pauvreté,... -- > conceptions moins orthodoxes que les politiques néo-libérales.
- Crise économique et financière globale: 2008- ??
Dans la déclaration du G9, on retrouve texto: *The consensus of Washington is over.* Maintenant, on ne sait pas où on va, le consensus continue mais de manière modérée et différenciée.

1990's-2000's: Approches alternatives

- Anti-utilitarisme et poststructuralisme
 - * *M. Rahnema, V. Bawtree (eds), The Post-Development Reader, 1997*
 - * *G. Rist, Le développement. Histoire d'une croyance occidentale, 2001*
- Altermondialisme et marxisme: s'appuie sur le renouveau du marxisme
 - * *M. Hardt, T. Negri, Empire (2000)*
 - * *D. Millet, E. Toussaint, 60 questions 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, 2008*
- Féminisme et études genre: prendre en considération le phénomène étude genre qui a été mainstreamer par les agences de développement
 - * *Shirin M. Rai, Gender and the political economy of development: from nationalism to globalization (2002)*
 - * *V. Spike Peterson, A Critical Rewriting of Global Political Economy: Integrating Reproductive, Productive and Virtual Economies (2003)*

Perspectives d'analyse (Des causes de sous-développement et des prescriptions pour des solutions)

- **Facteurs externes**
 - * Structures économiques problématique -- > *analyse structuraliste*
 - * Capitalisme mondial -- > *analyse Marxiste*
- **Facteurs internes**
 - * Problèmes liés à l'état et à la gouvernance et aux institutions -- > *analyse institutionnaliste*
 - * Facteurs socioculturels (mission civilisatrice de l'homme blanc du 19e + prendre en compte les spécificités culturelles) -- > *passage d'une vision essentialiste à une vision historiciste*

Externes: structures économiques

- **Analyse structuraliste**
 - * Développée dans la CEPAL (organisation régionale économique des nations unies). Remise en question des analyses traditionnelles produites par les grandes universités américaines. Relecture des institutions économiques internationales.
Raul Prebisch, Vers une nouvelle politique commerciale en vue du développement économique (CEPA, commission économique pour l'Amérique latine --> CNUCED

crée 1964 à la suite des conclusions tirées des analyses par les pays en voie de développement)

- × **Structures de l'offre et la demande** sont ≠ dans les pays du centre (PC) ou de la périphérie (PP). Et donc, ça ne fonctionne pas quand on même en relation ces deux sortes de pays.

Offre: **PC** -- > offre industrielle, manufacturée. Environnement industriel fordiste (production de masse, à la chaîne, très capitaliste) avec une main d'œuvre organisée -- > profits générés par la production industrielle sont redistribués dans le cadre de conventions collectives = > redistribution du profit, augmentation des salaires liée à l'augmentation des prix.

Production industrielle -- > mains d'œuvre organisée -- > redistribution -- > augmentation des salaires.

PP -- > Production de biens agricoles avec une faible productivité et une main d'œuvre désorganisée et surabondante. Pas d'augmentation des salaires en raison de l'armée industrielle de réserve et il n'y a pas d'augmentation des prix.

== > prix des biens manufacturés augmentent alors que ceux des biens agricoles exportés restent constants.

Demande: **PC** -- > Demande augmente car le processus d'industrialisation et de diffusion du mode de vie occidental. « Faible élasticité de la demande » même si les prix augmentent. Donc on peut augmenter les prix.

PP-- > Production de biens agricoles -- > demande ne réagit pas, même si les prix baissent (si le prix du blé baisse, les gens ne vont quand même pas en acheter plus, contrairement aux i-pods!).

« Faible élasticité de la demande » aussi mais les prix bas restent constants.

Malgré le fait que la différence de prix entre les produits industriels et les produits agricoles a tendance à augmenter, il n'y a aucun effet qui tende à faire augmenter les prix des biens agricoles.

== > divergence dans la nature de l'offre et la demande conduit à une dégradation des termes de l'échange.

Attention! Ici, on n'as que le squelette de la théorie! Théorie qui se focalise sur l'exploitation agricole (≠ cuivre au Chili -- > ici on parle de plus-value et de valeur ajoutée). Autre nuance -- > la demande augmente avec la croissance démographique (pas prise en considération dans les 50's).

- **Prescription**

Pour palier à cette dégradation: mettre en place une politique de développement, d'industrialisation par substitution des importations (construire des usines). Mettre en place des accords intergouvernementaux sur matières premières pour stabiliser leur prix et renforcer le poids des producteurs (de telle sorte qu'ils puissent s'organiser comme des syndicats, à l'image des pays membres de l'OPEP par exemple).

Externes: capitalisme mondial

- **Analyse Marxiste** (Cardoso, Faletto et Gunder Frank)

Cardoso analyse les structures de dépendance des économies de la périphérie et avance que leur développement est dépendant du développement des économies industrialisées dans un système de marchés. Pour Frank, cet état de dépendance est un cercle vicieux où l'on assiste à un développement du sous-développement, car le développement de la richesse des pays du centre se fonde dans la perpétuation des rapports de domination et d'exploitation propres au colonialisme et de l'impérialisme dans le contexte qui suit l'indépendance formelle des pays de la périphérie.

-- > Rôle d'exploitation des pays du nord et relais par les bourgeoisies locales. Le pouvoir de ces bourgeoisies dépend des rapports marchands avec le nord.

- **Prescription**

Révolution, auto-suffisance et nationalisations -- > nouvel ordre économique mondial.

Internes: état, gouvernance et institutions• **Analyse institutionnaliste**

Met en avant la nature de l'état (fort/faible), des régimes politiques et de l'environnement institutionnel. Elles mettront en avant l'importance des institutions économiques et sociales au sens large du terme, comme par exemple celles propres aux droits de propriété, aux droits fonciers, à la réforme agraire, etc.

• **Prescriptions**

Discours dominant (néo-libéral à la base puis élargi) sur la « bonne gouvernance » ainsi que « les objectifs du millénaire pour le développement ».

Internes: facteurs socioculturels

• On est passé d'une **vision essentialiste** (sociétés arriérés et rigides) à une **vision historiciste** du changement social (vision hybride de l'aliénation). C'est toute la littérature post-coloniale qui reprend cette identité hybride propre aux sociétés post-coloniales.

• **Prescriptions** (différentes selon les courants)

- Approches conventionnelles: changer cette culture arriérée (organiser et planifier le changement social)
- Approches critiques ou alternatives: contestation d'un modèle occidental et réappropriation des modèles (des champs possibles du développement) par les personnes concernées.

Le développement (in)soutenable**PLAN**

- Nature des problèmes/problèmes de la nature
- Environnement et théorie des RI
- Les institutions du développement (in)soutenable

Un monde (in) soutenable?

- âge nucléaire (possibilité de détruire complètement la terre)
- dégradation de l'environnement (Karlson) et les déséquilibres socio-politiques qu'elle engendre depuis les années 1950
- Réchauffement climatique (augmentation de la température et montée du niveau des océans)
- Biologie moléculaire et son application en agriculture (OGM -- > contrôlés au niveau international par 5 firmes!) et en médecine humaine (thérapies génétiques)
- Inégalités extrêmes face à la maladie (la moitié de la population (3mia) n'a pas la possibilité de vivre en bonne santé (pas de toit ni de nourriture...))

Vers une gouvernance du vivant

Par rapport à ce monde insoutenable, comment imaginer un changement qui serait susceptible de fournir une réponse crédible, sous forme d'une gouvernance du vivant?

→ **Nature / Société:** (comme construits sociaux)

- Environnement comme construit social (on construit les problèmes de notre société... Sans nos constructions, il n'y aurait pas de problèmes!)
- Prendre en considération la dimension culturelle des données brutes et objectives qui nous sont proposées.
- De ce fait, le développement est controversé et interdépendant au niveau de l'ensemble du système international

→ **Gouvernance du vivant fait référence aux enjeux de pouvoir relatifs aux différentes façons qu'ont les sociétés humaines d'entretenir leur relation avec la vie et l'environnement qui les entoure**

Ces enjeux se projettent sur 3 dimensions:

1. Conditions immédiates et possibilités futures de la vie sur terre qui sont en jeu
2. Déterminations physiques, biologiques, chimiques ou écologiques par rapport auxquelles la société doit se déterminer
3. Tout ceci par rapport à un ensemble de valeurs socialement et historiquement construites

Idéaux types

Modernisation écologique

- Pas de contradiction fondamentale entre l'ordre économique international existant, la préservation de l'environnement et le progrès sanitaire -- > capacité du capitalisme à se réformer
- Augmentation de la rationalisation et augmentation du marché (instaurer des mécanismes de marché qui permettront de réguler l'utilisation abusive de l'air ou de la mer)

== > Cercle vertueux -- > usage de la raison (définition rationnelle des intérêts), de la science et du progrès (au niveau gouvernemental -- > progrès technologiques, utilisation des mécanismes de marché, amélioration de la préservation de l'environnement) -- > cela mènera à la réforme du capitalisme

Écologie politique

-- > point de vue opposé:

- Il y a une contradiction fondamentale entre le capitalisme, la vie humaine, animale et végétale -- > il y a donc des limites physiques au capitalisme.
- C'est parce que le capitalisme a besoin d'une croissance infinie fondée sur un mode de production industriel que les problèmes environnementaux surgissent et donc que réfléchir à la façon de faire face à ces limites physiques suppose une emprise politique dans la poursuite du développement du capitalisme -- > choix à faire (raison, connaissance scientifique) mais **rapports de force sous-jacents** qui sont les objets de délibérations.

Environnement et théorie des RI

Quelles sont les différentes façons que les théories des relations internationales ont de concevoir les problèmes environnementaux et les circonstances susceptibles d'offrir une réponse effective à ces problèmes de dimensions globales?

Comment coopérer pour faire face aux problèmes environnementaux qui traversent les espaces nationaux?

→ **Néoréalisme** (rôle de l'intérêt)

- Puissance et survie de l'Etat comme priorité.
- Environnement ≠ intérêt national -- > l'environnement n'est pas une priorité de l'état car il peut survivre sur la scène internationale quels que soient les problèmes environnementaux.
- Seule condition pour laquelle les états son d'accord de **coopérer**: si l'environnement est lié à des enjeux de sécurité ou peut être utilisé pour renforcer une politique de puissance (gain relatif).

Ex: Montréal 1987, Convention sur les gazs qui détruisent la couche d'ozone: a permis aux USA de prendre un rôle de leader en RI.

→ **Institutionnalisme néolibéral et constructivisme**

- Environnement comme bien public -- > renvoie à l'intérêt mutuel des Etats (mouvance libérale)
- Donc forte incitation à la **coopération** car celle-ci peut aboutir à un résultat qui correspond à un gain pour tous les Etats qui sont entrés en négociation (gains absolus). La situation semble meilleure après la coopération pour tous.
- Rôle de la raison: expertise scientifique (communautés épistémiques) -- > renforce l'intérêt des états à coopérer

- Théorie des 'régimes environnementaux'

→ **Approches critiques**

Approches dominantes sont positivistes. Ne répondent qu'aux problèmes par les acteurs dominants du système international.

- Etat: problème, plutôt que solution car est consubstantiel à l'expansion du **capitalisme mondial**-- > construit des sociétés **hyper-matérialistes** -- > **structures de domination** qui se basent sur les pays pauvres.
C'est également l'état qui met en place des politiques qui nuisent à l'environnement.
- Rôle des coalitions transnationales -- > traversent les espaces nationaux entre pro- et anti-environnement. Il ne faut pas considérer les capacités de renverser le problème comme une lutte inter-étatique
- Rôle des acteurs non gouvernementaux et mouvements sociaux transnationaux
- Discours instituant (post-structuralisme) -- > importance du discours qui va renforcer cette croyance en la toute puissance de la raison pour résoudre les problèmes. (No soucy Bro! Les scientifiques vont trouver une solution à tou!)
- Importance des valeurs et de l'imaginaire -- > force du discours de représentation dans les rapports de domination.

Les institutions du développement (in)soutenable

- Pas de hiérarchie institutionnelle claire par rapport au système de sécurité ou de Bretton Woods
- PNUE (programme des NU pour l'environnement) (1972) -- > ressources limitées dépendantes des pays donateurs + marge de manoeuvre très faible
- Organisations internationales existantes: AME (accords multilatéraux sur l'environnement) et des organisations internationales existantes comme la Banque mondiale, l'OMC, etc.
- Acteurs non étatiques (communauté scientifiques, FMN, ONG, etc.)

Les principaux AME dont les dispositions sont contraignantes

-- > il n'y en a que 20 sur 200 dont les dispositions sont contraignantes.

- Convention de Washington (CITES, espèces menacées, 1973)
- Protocole de Montréal (couche d'ozone, 1987)
- Convention de Bâle (déchets dangereux, 1989)
- Protocole de Kyoto (gaz à effet de serre, 1997)
- Protocole de Carthagène (sécurité bio, 2000)

De Stockolm à Rio

Les préoccupations en matière environnementale ne datent pas des trente dernières années: Premier parc naturel national: 1872 -- > Yellowstone aux USA préserver des espaces importants des effets de la colonisation humaine. En 1892, le Sierra Club a été créé pour protéger l'environnement.

- **Conférence des Nations unies sur l'environnement humain** (1972, Stockolm)
-- > problème global; problème Nord-Sud. Première fois qu'on parle de l'environnement.
- **Commission mondiale sur l'environnement et le développement** (Rapport Brundtland, 1987)
 - **développement durable (ou soutenable):** *modèle de développement qui permet de satisfaire les besoins d'une génération, en commençant par ceux des plus démunis, sans compromettre la possibilité pour les générations suivantes de satisfaire les leurs.* Il y a l'idée d'une équité et d'une solidarité intra- et inter-générationnelle.
- **Conférence mondiale sur l'environnement et le développement** (Sommet de la Terre, Rio, 1992)
Principes à concilier:
 - Croissance économique

- équité intra-générationnelle
- solidarité inter-générationnelle
- **Engagements pris à Rio**
 - Déclaration de Rio: 27 principes du développement soutenable, dont 'responsabilité commune mais différenciées': Les problèmes sont communs à toute l'humanité, mais la responsabilité de ces problèmes est différenciée.
 - Agenda 21: plan d'action pour mettre en œuvre ces principes
 - Convention cadre des NU sur le changement climatique
 - Convention sur la biodiversité biologique
 - Fonds pour l'environnement mondial

Le développement soutenable en question

- Négociations en panne depuis Kyoto
- Johannesburg/Rio+10 (2002) --> Copenhague (2009) /conférence des NU sur le changement climatique
- Opposition entre écologie politique et modernisation écologique
- Prendre en compte les enjeux de puissance et de richesse, dont USA
- Coopération interétatique est limitée face à la montée de problèmes globaux
- Prendre en compte les transferts formels et informels d'autorité en direction d'experts scientifiques, d'acteurs privés et d'ONG

Conférence de Philip Golub : « Empire et mondialisation »

Les phénomènes d'expansion du capitalisme à la fin du XIX^e siècle et à la fin du XX^e siècle sont indissociables des pratiques impériales et impérialistes, formelles et informelles, de l'Occident.

La mondialisation est le spectre des formes d'expansion coercitive de la part des Etats prédominants et impériaux. De plus mondialisation et impérialisme se confondent de façon complexe. Les deux font partie d'un mouvement d'ensemble.

La mondialisation du XIX^e siècle

La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. Au niveau du XIX^e siècle, Marx et Engels disent que la découverte de l'Amérique offrir à la bourgeoisie naissante de nouveaux marchés d'action. Le commerce triangulaire, l'esclavage, la traite, le colonialisme et l'impérialisme ont développé un marché mondial qui a permis à la bourgeoisie de tripler ses capitaux.

La mondialisation est l'unification de l'économie mondiale et de la création, d'une division internationale du travail structuré à l'échelle mondiale. Cette expansion est le produit de la diffusion du capitalisme mondial. Le centre en est l'Europe et en particulier la Grande-Bretagne. Le processus d'expansion universel du capitalisme, de la mondialisation, a un centre qui est l'Occident en général, et dont le cœur est la Grande-Bretagne.

Le résultat de cette unification de l'économie mondiale et de l'expansion de la domination occidentale dans toutes les parties du globe est le développement d'un monde dual entre le centre et la périphérie. Ce sont ces processus qui ont construit les tiers-mondes et qui sont la cause des inégalités entre les deux pôles.

La mondialisation contemporaine

Elle ne s'assimile pas exactement à celle de la fin du XIX^e siècle, mais leur logique s'apparente. Les deux résultent d'un phénomène de restructuration du capitalisme, d'un processus d'expansionnisme et de la volonté politique de la part de leurs puissances respectives.

La mondialisation de la fin du XX^e siècle résulte de la coïncidence de la vision et des intérêts des firmes multinationales, des organismes financiers internationaux (FMI, Banque mondiale, OMC) et de l'Etat américain, mis en évidence par un agenda commun consistant à lever les dernières barrières restantes aux flux de capitaux libre et de créer un marché mondial nouveaux. Ceci nécessite le démantèlement d'une intervention forte de l'Etat dans les économies émergentes et sous-développées. Les firmes ont profité de la puissance des Etats-Unis, sans lesquels elles n'auraient pas obtenu le leadership politique dont elles avaient besoin pour étendre leur influence.

L'expansion des marchés libres à la fin de la Guerre froide se fait au travers de l'action de l'Etat américain qui pousse à l'ouverture des marchés mondiaux. Les Etats-Unis se retrouvaient en 1991 au centre d'une constellation très complexe de pouvoir, dans lequel les institutions financières, les firmes multinationales et les Etats-Unis ont affirmé un agenda commun que l'on appelle aujourd'hui la mondialisation. La libéralisation a contraint des pays plus que d'autres. La libéralisation globale et la mobilité du capital a libéré le gouvernement américain de toute contrainte, tout en imposant des contraintes de plus en plus fortes sur l'autonomie de tous les autres gouvernements.

La première mondialisation s'est arrêtée en 1914. Elle a été interrompue jusque dans les années 1970. Aujourd'hui, on assiste à une deuxième remise en cause de l'internationalisation du capital.

Conférence de Hélène Pellerin : « Réflexion sur la discipline et la perspective »

Les relations internationales sont-elles un domaine de recherche spécifique ?

- Question épistémologiques :
 - Le rationalisme (positivisme) commun aux approches réalistes et libérales
 - Marginalisation des théories non positivistes (théorie critiques et théories post-)
- Ontologie de l'international :
 - Relations entre Etats
 - Distinction entre interne et externe
 - Fondement des approches réaliste et libérale
- Domaine des généralisations, des forces structurantes
- Distinction avec politique comparée qui serait le domaine des différences à expliquer
- Posture de plusieurs théories de l'impérialisme et de l'économie politique internationale

Qu'est-ce que la discipline des relations internationales?

- Ensemble organisé des savoirs sur l'international
- Naissance : attribuée à la Chaire d'études Aberystwyth en 1919 ou aux Etats-Unis après la SGM
- Chronologie des débats paradigmatiques

La perspective comme critique de la discipline :

- Courants « post » et critiques
- Dénoncent :
 - Objet d'étude ethnocentrique
 - Processus de définition de la pertinence d'une problématique
 - Conditions de production de la connaissance

Perspective ou géopolitique de la connaissance :

- Discipline en tant que contrainte structurelle
- Waever et l'asymétrie de la production scientifique
- La langue et l'absence de contenus universels

Vers une géopolitique de la connaissance en relations internationales :

- D'une « fausse universalisation » à une position réflexive historicisée
- La perspective ou comment reconnaître la fragmentation du savoir en relations internationales
- Vers une discipline indisciplinée

Partie conclusive du cours

À quoi sert la théorie des relations internationales ? Elle sert à construire un ensemble de connaissances de façon organisée dans un domaine donné de la réalité pour donner sens à un ensemble de pratiques. Il s'agit d'abord de définir un objet, identifier des acteurs (qui portent cette action dans le domaine de réalité qui nous intéresse) et de savoir quel est le sens à donner à des pratiques.

En ayant passé en revue les différentes approches qui donnent sens aux grandes thématiques, les relations internationales ont un objet relativement polymorphe, des acteurs variés et des pratiques hétérogènes. La pluralité des approches montrent bien les différents clivages qu'il peut y avoir entre une conception restreinte ou large des relations internationales, qui reflète des enjeux de pouvoir propres à la production du savoir et à la conduite de la politique internationale. Ces clivages et ces enjeux de lutte pour la définition de l'objet, des acteurs et des pratiques ne veulent pas pour autant dire que l'on ne peut pas produire une théorie. La théorie est d'ailleurs elle-même un enjeu de lutte.

Objet

Dans une conception étroite, les relations internationales ont affaire à l'interaction entre Etats souverains dans un espace dépourvu d'autorité. Le postulat de base est le modèle westphalien qui reconnaît la souveraineté des Etats. Le système international est caractérisé par l'anarchie internationale, et compte tenu de l'absence d'autorité supérieure, la recherche de la puissance est le seul moyen d'assurer sa survie. De ce fait, les relations internationales se font à l'ombre de la guerre. Cette définition de l'objet des relations internationales est celle des réalistes tels que Aron et Morgenthau.

Dans une conception plus large, les relations internationales suivent un modèle post-westphalien, dans une situation qui renvoie à des mécanismes de pouvoir qui traversent l'espace des Etats souverains. L'absence d'autorité supérieure ne signifie pas ici un état de nature. On n'est pas dans un environnement anarchique, mais dans une situation de hiérarchie transnationale. Il existe certes des rapports de force, la guerre est toujours possible, mais ils ne se limitent pas aux risques de conflits interétatiques. Ils traversent les interactions propres à ces différentes sphères par rapport auxquelles s'organisent les sociétés elles-mêmes et entre elles. Il y a des rapports de forces dans cet environnement, mais aussi des mécanismes d'intégration. Les auteurs de cette conception sont dans la lignée de Sassen et Murphy.

Acteurs

Dans une conception étroite, on a une unicité d'acteurs (Etats) alors que dans une conception large il y a une multiplicité d'acteurs. Dans la première, seul l'Etat souverain est un acteur légitime des relations internationales. Dans la deuxième, il y aura une vision moins unitaire de l'Etat puisque celui-ci est lui-même le produit de rapports de force et qu'il n'agit pas toujours de manière rationnelle. Les autres acteurs sont les associations professionnelles, les organisations internationales, les ONG, les mouvements sociaux, les firmes multinationales, les organisations terroristes, etc. Une auteure caractéristique de cette deuxième vision est Strange.

Le sens des pratiques

L'histoire d'Archimède dit « donnez moi un levier et je soulèverai la Terre ». Cela veut dire que la Terre elle-même pourrait être un objet d'expérimentation. On est ici dans une

perspective objectiviste de la science. Ce sont ici les théories explicatives qui excellent. Elles s'opposent à des théories constitutives propres à l'idée de Saussure qui dit que « *le point de vue crée l'objet* », c'est-à-dire que le langage est lui-même une dimension constitutive de la réalité. Dans le premier côté, on aurait une séparation nette entre le sujet et l'objet, en le chercheur étudiant la réalité, et la réalité étudiée par le chercheur. La théorie est ici indépendante de la pratique étudiée. C'est le point de vue dominant dans les relations internationales qui s'inscrit dans les tendances empiriciste, positiviste, objectiviste, etc. dont les auteurs sont Waltz et Keohane. Au contraire, dans la deuxième vision, il n'y a pas de séparation entre le sujet et l'objet. Ces deux éléments font partie du contexte de la découverte. La théorie contribue ici à construire les pratiques. Elle fait partie intégrante de la réalité. Les auteurs de cette conception sont Cox et Ashley.

À quoi sert la théorie des relations internationales?

- À élargir l'objet des relations internationales.
- À inclure des acteurs non étatiques et des mouvements sociaux transnationaux dans l'identification d'acteurs significatifs de cet objet.
- À définir et comprendre monde.

Concepts : épistémologie, ontologie, positivisme, réflexivisme